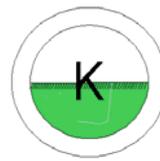




**GRET**



## Projet Politiques Laitières

*2005-2007*

**Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : options politiques pour des filières laitières compétitives et durables**

**Annexes rapport de fin de projet**

Avec le concours de :



Projet FC/2003/35

# Table des matières

1.	VIE DU REPOL .....	3
1.1.	<i>Le REPOL s'institutionnalise</i> .....	3
	Statuts du REPOL.....	3
	Règlement intérieur du REPOL.....	5
	Liste des membres du REPOL.....	8
1.2.	<i>Les Bulletins du REPOL</i> .....	9
	Bulletin n°1 .....	9
	Bulletin n°2 .....	12
	Bulletin n°3 .....	15
	Bulletin n°4 .....	19
	Bulletin n°5 .....	24
	Bulletin n°6 .....	28
1.3.	<i>Le site web du REPOL</i> .....	33
2.	APPUI A LA CONCERTATION.....	34
2.1.	<i>Les fiches techniques</i> .....	34
	Fiche politique Structuration professionnelle.....	34
	Fiche politique Taxation des produits.....	38
	Fiche politique Qualité des produits .....	42
2.2.	<i>Les comptes-rendus de réunions</i> .....	47
	Compte-rendu de la réunion de présentation du projet « Politiques laitières » aux partenaires Sénégal.....	47
	Compte-rendu de la réunion de l'équipe Sénégal du projet « Politiques laitières » du 15 mars 2005.....	49
	Compte-rendu de la réunion préparatoire de la Journée mondiale du lait (1er juin 2005).....	54
	Compte-rendu de la réunion de coordination de l'équipe Sénégal du projet « Politiques laitières » du 3 avril 2006... 56	56
	Compte-rendu de la réunion de coordination du Projet « Politiques laitières » du 27 septembre 2006 .....	59
	Compte-rendu de la réunion d'évaluation de l'atelier de concertation nationale .....	62
2.3.	<i>Les comptes-rendus d'ateliers</i> .....	65
	Compte-rendu atelier Bamako (29 mai-2 juin 2006).....	65
	Compte-rendu atelier de concertation. Dakar, 31 mai-1er juin 2007 .....	74
2.4.	<i>Les comptes-rendus de Journées mondiales du lait</i> .....	86
	Compte-rendu Journée mondiale du lait, édition 2005 .....	86
	Compte-rendu Journée mondiale du lait, édition 2006 .....	92
	Compte-rendu Journée mondiale du lait, édition 2007 .....	94
3.	COORDINATION DU PROJET .....	98
3.1.	<i>Les notes de la Coordination régionale</i> .....	98
	Note n°1 de la Coordination régionale .....	98
	Note n°2 de la Coordination régionale .....	100
	Note n°3 de la Coordination régionale .....	102
	Note n°4 de la Coordination régionale .....	104
	Note n°5 de la Coordination régionale .....	106
	Note n°6 de la Coordination régionale .....	108
3.2.	<i>L'appel à contribution au numéro spécial sur les filières laitières</i> .....	110
3.3.	<i>Les rapports d'activités</i> .....	114
	Rapport de démarrage .....	114
	Rapports de synthèse du premier semestre du projet (mai-octobre 2005).....	131
	Rapports de synthèse du deuxième semestre du projet (janvier-juin 2006).....	142
	Rapports de synthèse du projet à mi-parcours (juin 2005-août 2006).....	155

# 1. Vie du REPOL

## 1.1. Le REPOL s'institutionnalise

### Statuts du REPOL

#### PREAMBULE

- Attendu que le développement laitier en Afrique de l'Ouest et du Centre nécessite une meilleure connaissance des dynamiques en cours ;
- Attendu que la communauté scientifique régionale souhaite dynamiser les recherches par une meilleure concertation en relation avec les organismes de développement et les décideurs politiques
- Attendu que les politiques laitières nationales et régionales jouent un rôle éminent dans les équilibres sociaux et économiques au sein des populations de producteurs et de consommateurs,
- Attendu que les chercheurs et développeurs s'intéressant aux filières laitières contribuent à améliorer la compétence des acteurs.

Il est décidé ce qui suit :

#### I. DENOMINATIONS & BUT

**Article premier** - Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts, une association à but non lucratif dénommée "REPOL", régie par le Code des Obligations Civiles et Commerciales.

**Article 2 - Le siège** social est fixé à Dakar au Sénégal. Il pourra être transféré par décision de l'assemblée générale à la majorité simple.

**Article 3 - Cette association a pour mission** de promouvoir les recherches pluridisciplinaires sur les politiques laitières en Afrique de l'Ouest et du Centre et de favoriser les partenariats entre la recherche, les organisations professionnelles, les entreprises privées, les institutions d'appui au développement et les décideurs politiques.

**Article 4 – Les objectifs de l'association** sont de favoriser la communication et les relations entre les membres du REPOL et les organisations et personnes s'intéressant aux politiques laitières au travers d'un site web ou de tout autre instrument de communication, de participer à la formation des jeunes chercheurs, d'organiser des ateliers régionaux et des colloques.

#### II. ADMISSION-DEMISSION-EXCLUSION

**Article 5 - L'association se compose** de membres actifs intervenant dans des activités de recherche ou d'étude sur le développement du secteur de l'élevage en Afrique de l'Ouest et du Centre. Elle est élargie chercheurs de toutes les régions du monde ayant des activités en rapport avec le développement de l'élevage dans la sous-région.

**Article 6 – Peut être membre de l'association**, toute personne physique ou morale qui accepte les dispositions des présents statuts, agréée par le bureau qui statue, lors de chacune de ses réunions, sur les demandes d'admission formulées.

**Article 7- Une cotisation** pour l'adhésion et le fonctionnement est requise. Le montant est fixé par le règlement intérieur.

**Article 8 – La qualité de membre se perd** par démission ou exclusion ou décès. La perte de la qualité de membre, quelle qu'elle soit, ne donne droit ni à une compensation ni au remboursement de contribution d'aucune sorte.

### **III. STRUCTURE & FONCTIONNEMENT**

**Article 9 - Bureau** - L'association est dirigée par un bureau de 7 membres. Les conditions d'élection, les fonctions et la durée du mandat du bureau sont définis par le règlement intérieur.

**Article 10 – Le Bureau veille** au respect des orientations et à la réalisation des objectifs de l'association fixés à l'article 3 des présents statuts.

**Article 11 - Réunions du Bureau** - Le Bureau se réunit au moins une fois par an, sur convocation du président ou du secrétaire, ou à la demande de 2 de ses membres. Un quorum de trois personnes est nécessaire. Les à la majorité simple des voix. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix.

**Article 12 - Assemblée générale ordinaire** - L'assemblée générale ordinaire comprend tous les membres de l'association et se réunit une fois par an. Un mois au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du secrétaire. L'ordre du jour est indiqué sur les convocations. Le président, assisté des membres du bureau, préside l'assemblée. L'animateur expose la situation morale de l'association. Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet le rapport financier à l'approbation de l'assemblée.

**Article 13 - Assemblée générale extraordinaire** - Si besoin est, une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée suivant les formalités prévues à l'article 11. Elle peut aussi être convoquée à la demande d'1/4 des membres.

**Article 14 - Comité d'orientation scientifique** – Le comité d'orientation scientifique comprend dix membres nommés selon les modalités précisées dans le règlement intérieur. Il appuie le bureau de l'association dans la définition et l'évaluation des programmes d'activités.

### **IV. RESSOURCES**

**Article 15 – Les ressources de l'Association** REPOL sont constituées du droit d'adhésion, des produits de ses activités, ainsi que des subventions, dons, legs et autres conventions de partenariat dans les conditions prévues par la loi.

### **V. DISSOLUTION**

**Article 16 – La dissolution de l'association** est prononcée par l'Assemblée générale convoquée à cet effet. La décision est prise à la majorité des deux tiers.

### **VI. DISPOSITIONS DIVERSES**

**Article 17 - Règlement intérieur** - Un règlement intérieur est établi par le Bureau qui le fait approuver par l'assemblée générale. Ce règlement précise les modalités d'application des présents statuts et fixe les divers points non prévus par les statuts.

**Article 18 – Les modifications** aux présents statuts relèvent de l'Assemblée générale qui en décide à la majorité des deux tiers.

Bamako, le 2 Juin 2007

Le Président

Le Secrétaire

Le Trésorier

## Règlement Intérieur du REPOL

### **CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1 :** Le présent Règlement Intérieur précise les modalités d'application des statuts du Réseau de Recherche et d'Echanges sur les Politiques d'Elevage (REPOL). Il définit les modalités de fonctionnement de l'association.

**Article 2 :** L'association REPOL est régie par les lois en vigueur au Sénégal portant liberté d'association.

**Article 3 :** Son siège social est à Dakar au Sénégal et peut être transféré dans tout autre pays où résident des membres de l'Association selon les décisions de l'Assemblée Générale.

### **CHAPITRE II : FONCTIONNEMENT**

**Article 4 :** Le REPOL est dirigée par un Bureau de Sept (7) membres bénévoles conformément à l'article 9 des Statuts. Le Bureau est élu en Assemblée Générale pour un mandat de 2 ans renouvelable une fois aux mêmes postes. Il élit ensuite en son sein les personnes suivantes :

- Un (e) Président
- Un (e) Vice-Président
- Un (e) Animateur (trice),
- Un (e) Animateur (trice) adjoint (e)
- Un (e) Secrétaire,
- Un (e) Trésorier (e),
- Un (e) Trésorier (e) adjoint (e)

**Article 5 :** La responsabilité du Bureau est collégiale. Il s'organise en interne pour répartir les tâches aux différents membres.

**Article 6 :** Le Bureau peut se faire assister par toute personne compétente en cas de besoin.

**Article 7 :** Le Contrôle

La Commission de contrôle est composée de trois (3) membres élus en Assemblée Générale. Les membres de la Commission de Contrôle sont appelés Commissaires aux Comptes. Les Commissaires aux Comptes sont chargés de contrôler la gestion du Chargée des finances et de faire un rapport annuel des résultats à l'Assemblée Générale.

### **CHAPITRE III : L'ADHESION**

**Article 8 :** L'association « REPOL » est ouverte à toute personne physique ou morale qui adhère à ses statuts et au règlement intérieur.

**Article 9 :** Les membres fondateurs du REPOL sont ceux dont le nom figure sur le procès verbal de l'Assemblée Générale Constitutive. Les membres actifs sont ceux qui se sont acquittés de leur adhésion. Sont membres d'honneur les personnes qui auraient rendu de grands services à l'association et qui auraient été acceptées comme telles par l'Assemblée Générale sur proposition du Bureau.

#### **CHAPITRE IV :** DES RAPPORTS DU BUREAU ET DE L'ASSEMBLEE GENERALE

**Article 10 :** L'Assemblée Générale est souveraine. Le Bureau est responsable devant elle.

**Article 11 :** Le vote en Assemblée Générale est acquis à la majorité simple des membres présents ou représentés par procuration.

**Article 12 :** L'Assemblée Générale peut à tout moment mettre fin au mandat du Bureau si elle juge la mesure indispensable à la bonne marche de l'association. Elle dispose pour cela d'un recours qui est la motion dûment rédigée avec les motifs. La motion devra recueillir l'approbation des 2/3 au moins des voix lors de l'Assemblée Générale. Elle doit être déposée au Bureau un mois au moins avant la tenue de l'Assemblée Générale Extraordinaire. Si la motion est votée, le Bureau est de ce fait dissout. Un nouveau Bureau est alors élu.

#### **CHAPITRE V.:** DES RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

**Article 13 :** Les droits d'adhésion, les cotisations, les legs et les subventions constituent les fonds de l'association. Les droits d'adhésion sont fixés à 5.000 Fcfa/personne physique et de 10.000 Fcfa/personne morale. Les cotisations annuelles sont fixées à 5000 Fcfa/personne physique et de 10.000 Fcfa/personne morale. Ces montants peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale ordinaire sur proposition du Bureau. Le paiement des droits d'adhésion donne droit à une carte de membre.

**Article 14 :** Les fonds de l'association sont placés dans un compte bancaire ou toute autre institution financière sécurisée au choix du Bureau de Coordination. Les dépenses doivent être avalisées par les membres du Bureau et ordonnées par le Président. Pour tout retrait de fonds, la double signature est exigée (Trésorier et Président).

**Article 15 :** Le rapport financier est soumis à l'examen de l'Assemblée Générale. Le Trésorier doit tenir un registre des comptes de l'association quoté et paraphé par le tribunal compétent du siège. Ce registre peut être consulté à tout moment par les Commissaires aux Comptes.

#### **CHAPITRE VI :** DISCIPLINE – SANCTION

**Article 16 :** La discipline étant la base de toute réussite, le Bureau veillera à son application stricte.

**Article 17 :** N'ont le droit de voter en Assemblée Générale que est les membres à jour de leur cotisation.

**Article 18 :** Les sanctions pouvant être prononcées contre les membres de l'association sont :

- L'avertissement,
- La suspension,

- L'exclusion.

L'avertissement et la suspension sont prononcés par le Bureau qui apprécie les faits qui motivent ces sanctions. Si la sanction proposée à un ou plusieurs membres est l'exclusion, le Bureau doit saisir l'Assemblée Générale à la prochaine session et soumettre à celle-ci, un rapport circonstancié sur les faits incriminés. Le membre incriminé reçoit, avant la tenue de ladite assemblée, une notification des faits qui lui sont reprochés.

Si l'Assemblée Générale entérine la mesure d'exclusion, la décision est prise. Dans le cas contraire, la réintégration des intéressés est exécutée automatiquement.

**Article 19 :** Toute démission doit faire l'objet d'un écrit adressé au Président du Réseau. Celui-ci en informe le Bureau qui constate si le membre démissionnaire est en situation régulière avec le Réseau et prend acte de la démission qui doit nécessairement être entérinée par l'Assemblée Générale.

#### **CHAPITRE VII.:** REVISION - MODIFICATION

**Article 20 :** Le règlement intérieur ne peut être modifié que par une Assemblée Générale ordinaire ou extraordinaire convoquée à cet effet.

**Article 21 :** Toute disposition non prévue par le présent règlement intérieur pourra faire l'objet d'une Assemblée Générale et être adoptée à la majorité absolue comme faisant partie du règlement intérieur.

*Ainsi adopté par l'Assemblée Générale Constitutive tenue à Bamako,  
le 2 Juin 2006*

Le Secrétaire de Séance

Le Président de séance

## Liste des membres du REPOL

Djiby DIA (Sénégal)	Esther SCHILLING (Kenya)	Moussa DIABATE (Mali)
Yacouba SANON (Burkina-Faso)	Bassirou BONFOH (Mali)	Amadou DIALLO (Mali)
Guillaume DUTEURTRE (Sénégal)	Didier RICHARD (France)	François VATIN (France)
Papa Nouhine DIEYE (Sénégal)	Abou TRAORE (Mali)	Aminata Sissoko THIAM (Mali)
Seyni HAMADOU (Burkina-Faso)	Modibo DIARRA (Mali)	Véronique SIOUSSARAM (Niger)
Gilles VIAS (Niger)	Adama FANE (Mali)	Aguibou SALL (Mali)
Cécile BROUTIN (Sénégal)	Mian Oudanang KOUSSOU (Tchad)	Bouba Bassi KOUMARE (Mali)
Marichetou HAMANI (Niger)	Maty BA DIAO (Sénégal)	Jean Mari ESSOMBA (Cameroun)
Madame BEYE (Mali)	Didier WOIRIN (Mali)	Etienne MONTAIGNE (France)
Adboul Razak BOUKARI (Niger)	Doubangolo COULIBALY (Mali)	René POCCARD-CHAPUIS (Mali)
Christian CORNIAUX (Mali)	Mamadou OUATTARA (Mali)	Yaya KONATE (Mali)
Bernard FAYE (France)	Amadou NAPO (Mali)	Coulibaly Salimata DIARRA (Mali)
Isabelle BALTENWECK (Kenya)	Bara OUOLOGUEM (Mali)	Sidiki KEITA (Mali)
Mam Cocktail (Hamidou TALL) (Mali)	Aly KOURIBA (Mali)	

## 1.2. Les Bulletins du REPOL

### Bulletin n°1



#### Lettre du REPOL n°1

(Juillet-Août-Septembre 2005)

### LA VIE DU REPOL

#### *L'atelier de lancement du projet CORAF « Politiques laitières »*

L'atelier de lancement du projet de recherche sur les « Politiques laitières dans la zone UEMOA » a eu lieu à Dakar du 31 mai au 03 juin 2005. Il s'agit d'un projet financé par l'Union Européenne via un fonds de recherche géré par le CORAF. Le projet a pour but d'encourager les recherches et les échanges sur les politiques laitières et de renforcer les collaborations régionales. Il s'intitule : « *Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : Options politiques pour des filières laitières compétitives et durables* ». Il est coordonné par l'ISRA et s'appuie sur un partenariat avec le CIRDES/Burkina, l'IER/Mali, Karkara/Niger et le Gret/Sénégal. Cet atelier s'est déroulé avec la participation de collègues des 4 pays partenaires. Il a permis de présenter des synthèses bibliographiques sur les filières laitières dans chacun des pays. Ces synthèses sont en cours d'édition. Cet atelier a aussi constitué les premières rencontres régionales du Réseau de Recherches et d'Echanges sur les Politiques Laitières (REPOL).

[www.repol.sn/](http://www.repol.sn/)

#### *La journée mondiale du lait au Sénégal*

La journée mondiale du lait a été, pour une première fois célébrée au Sénégal. Elle a eu lieu le 1er juin 2005. Cette belle journée a vu la participation de producteurs, transformateurs, décideurs politiques, organismes d'appui, bailleurs, chercheurs, et d'experts venus du Mali, du Niger, et du Burkina Faso. Le thème de la journée s'intitulait : **TRANSFORMER LE LAIT LOCAL : produits et entreprises du Sénégal**. Il a fait l'objet d'expositions et d'une conférence-débat. La journée a aussi été marquée par une séance de dégustation des produits laitiers fabriqués à partir de lait local. Cette manifestation a souligné le dynamisme des petites entreprises laitières à travers tout le pays. Il ressort de cette rencontre la nécessité de s'accorder sur :

- ✓ la mise en œuvre, en toute urgence, d'un plan d'action qui, pour un meilleur développement de la filière, doit prendre en compte les décideurs publics, le secteur privé, les partenaires au développement, les commerçants, etc. ;
- ✓ le renforcement du contrôle de la qualité sanitaire des produits locaux et importés ;
- ✓ la professionnalisation des organisations de producteurs qui doivent démultiplier la formation et relayer l'information aux membres à la base ;
- ✓ le financement de la filière qui pourrait éventuellement être tiré des taxes sur les importations de laits et produits laitiers.

Compte-rendu disponible sur [www.repol.sn/](http://www.repol.sn/)

## Une nouvelle thèse sur la filière laitière

---

Christian CORNIAUX du CIRAD a soutenu sa thèse de doctorat le 13 juin 2005 à Montpellier devant un jury composé de Jean Boutrais (EHESS), Bernard Faye (CIRAD), Jean Lossouarn (INA-PG) Michel Petit (INRA), Sidy Seck (UGB), François Vatin (Paris X). Son travail a porté sur le thème de la "Gestion technique et gestion sociale de la production laitière : les champs du possible pour une commercialisation durable du lait - cas des modes de production actuels du delta du fleuve Sénégal".

Le travail de Christian CORNIAUX analyse les règles sociales et techniques qui régissent la production et la commercialisation du lait dans le delta du fleuve Sénégal. Pour l'auteur, le lait est un « produit social », lien entre les animaux laitiers et les hommes qui les gèrent. Christian CORNIAUX ([christian.corniaux@cirad.fr](mailto:christian.corniaux@cirad.fr)) est actuellement en poste à l'Institut d'Economie Rurale (IER) du Mali.

### LU DANS LES MEDIAS

**Les femmes peuls de Koudougou (Burkina-Faso) transforment le lait importé venu d'Europe**

---

[http://www.abcburkina.net/vu\\_vu/fr3\\_vu\\_19.htm](http://www.abcburkina.net/vu_vu/fr3_vu_19.htm)

Comme dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest, les produits laitiers importés ont envahi les marchés nationaux du Burkina-Faso. La poudre de lait constitue le produit le plus importé. Son coût est relativement faible, ce qui fait dire à Maurice Oudet qu'il s'agit d'effets pervers de la politique laitière européenne qui facilite les exportations à bas prix (subventionnées) de la poudre de lait. C'est ainsi que, la reconstitution de la poudre de lait est devenue monnaie courante même en milieu peul, réputé conservateur en matière d'élevage. L'exemple en a été donné chez les femmes peuls (éleveurs traditionnels) de Koudougou (Burkina Faso) qui transforment le lait importé d'Europe. Une forte campagne de communication à l'encontre des importations de lait ainsi qu'une politique de taxation élevée de ces produits pourraient rendre visible la filière locale à l'image du Kenya où le lait importé est taxé à 60%, et les Kenyans consomment du lait produit localement.

**Le saviez-vous ? Une bonne dose de lait de chamelle est un remède pour le corps humain.**

---

<http://www.jade.sn/laitchamelle/INDEX.htm>

Le lait de chamelle est riche en Thiamine et en vitamine C. Il est surtout produit chez les sociétés pastorales Maures, Touaregs, Arabes. En Mauritanie, la production est en passe de prendre une allure industrielle avec près de 3 650 000 litres par an. Du point de vue organoleptique, le lait de chamelle est un peu âpre, légèrement salé et acide. Il est moins gras et moins sucré que le lait de vache. Le lait de chamelle renferme des vertus thérapeutiques. Il arrête l'évolution du goitre, soigne le mal des os, les rhumatismes, les maux de ventre, les diarrhées, les maladies de la peau. C'est un véritable laxatif et efficace contre l'obésité. Notre continent, l'Afrique, est le premier éleveur mondial de chameaux avec plus de 14 millions de têtes sur 19,5 millions, ce qui constitue des atouts majeurs en terme de revenus. La production journalière de lait de la chamelle peut atteindre 6 litres selon les conditions. Le lait de chamelle rentre en grande partie dans la consommation des sociétés nomades Maures, Touaregs, ...

## QUELQUES SITES THEMATIQUES

### **Le site du Réseau « Lait Sain pour le Sahel » : Un site spécialisé dans la qualité du lait et le développement de la filière**

---

<http://www.laitsain.com/>

Le projet "Lait Sain pour le Sahel" est un concept né du fruit d'un partenariat entre l'Institut du Sahel et le Laboratoire Central Vétérinaire à Bamako (Mali) d'une part et l'Institut Tropical Suisse et l'Ecole Polytechnique Fédérale (Suisse) d'autre part. Le projet a été financé par la Coopération Suisse (SDC) et le Fonds National Suisse. Le projet a conduit ses activités depuis plus de trois ans et a abouti aujourd'hui à des résultats publiés d'une part dans les revues scientifiques et d'autre part à l'appréciation des acteurs maliens lors d'un atelier en 2002 et un séminaire sous-régional en 2003.

### **Le site de l'International Trypanotolerance Centre (ITC), Banjul**

---

<http://www.itc.gm/>

Site institutionnel en anglais qui présente plusieurs informations intéressantes sur ce centre de recherche régional basé à Banjul (Gambie). On y trouvera notamment des documents à télécharger dans le domaine de l'économie des filières laitières.

### **Le site thématique « Economie et Politiques d'Elevage » du Cirad**

---

<http://epe.cirad.fr>

Ce site s'intéresse au développement de l'élevage dans les pays du Sud. Il présente des actions de recherche en partenariat menées en Amérique du Sud, en Asie, en Afrique et dans le Bassin Méditerranéen, où la demande en produits animaux s'accroît rapidement. Le site vise à faciliter les échanges d'information et à promouvoir les recherches socio-économiques sur le secteur élevage dans les pays du Sud. Il souhaite ainsi promouvoir des politiques d'élevage appropriées.

**Elaboration** : D. Dia, ISRA-BAME / UCAD

**Coordination** : P.N. Dieye et G. Duteurtre, ISRA-BAME

Bulletin n°2



La Lettre du REPOL n°2

(Octobre-Novembre-Décembre 2005)

1. LA VIE DU REPOL

*Le nouveau site du Repol est fonctionnel*

Le nouveau site du Réseau de recherches et d'échanges sur les politiques laitières ([www.repol.info](http://www.repol.info)) est désormais fonctionnel. Plus rapide et plus interactif que le précédent, il comporte de nombreuses informations téléchargeables en pdf. Vous y trouverez notamment plusieurs documents réalisés dans le cadre du projet « Politiques laitières dans la zone UEMOA » financé par le Coraf : les synthèses bibliographiques sur les filières laitières du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Sénégal, différentes notes méthodologiques, et plusieurs autres documents et compte-rendus. La nouvelle version du site intègre un formulaire d'inscription qui permet à ceux qui le désirent de devenir membre ou de recevoir des informations ponctuelles du Repol. Inscrivez-vous !

*Les activités du projet « Politiques laitières »*

▣ **La mission régionale**

Une mission d'animation régionale s'est récemment rendue au Burkina-Faso et au Mali du 4 au 10 décembre 2005 pour rencontrer les équipes en charge des activités du projet « Politiques laitières dans la zone UEMOA ». Le coordinateur régional du projet a rencontré la Commission l'UEMOA, qui s'est déclarée très intéressée par le projet et qui souhaite s'impliquer dans le dispositif. Les rencontres ont aussi permis de constater la mise en route des opérations de recherche et de concertation et de rencontrer les partenaires du projet. Au Burkina-Faso, les actions sont menées par le Cirde, l'Inera et le Ministère des ressources animales. Au Mali, elles sont mises en œuvre par un réseau étendu d'institutions et de chercheurs coordonné par l'IER. Plusieurs contacts pris avec les partenaires institutionnels et les organisations professionnelles ont permis d'identifier de nouvelles perspectives pour renforcer l'impact du projet. Le compte-rendu est disponible sur le site web du Repol ([www.repol.info](http://www.repol.info)). La mission régionale se poursuivra au Niger du 25 au 30 janvier 2006.

▣ **L'atelier à mi-parcours**

Le projet « Politiques Laitières » organisera à Bamako du 29 mai au 2 Juin 2006, soit 1 an après l'atelier de démarrage, un atelier à mi parcours dont les objectifs seront :

- d'évaluer l'état d'exécution des activités de recherche, de concertation et de formation menées dans les différents pays ;
- de discuter des résultats préliminaires du projet entre partenaires et personnes ressources ;
- de programmer les activités prévues en dernière année du projet : édition de documents, soutenance de thèses, organisation de réunions de concertation, séminaire de fin de projet.

En marge de l'atelier, la Journée Mondiale du Lait, organisée dans l'après-midi du 1er juin, aura pour objectif de restituer une partie des résultats du projet aux acteurs du développement des filières laitières maliennes. Pour plus d'informations, contactez le comité d'organisation via : [doubangolo.coulibaly@ier.ml](mailto:doubangolo.coulibaly@ier.ml)

### ■ La foire scientifique à bétail

Une foire scientifique à bétail se déroulera à Niamey du 26 au 28 janvier 2006. L'objectif de cette rencontre est de permettre une meilleure connaissance des potentialités des races bovines, ovines et caprines par le grand public et de favoriser un échange scientifique sur les options techniques visant l'amélioration de la production laitière. Contact : Gilles Vias : [vfgilles@yahoo.fr](mailto:vfgilles@yahoo.fr)

### ■ Le forum discussion alive

ALive (African Livestock) est un partenariat entre la Banque Mondiale et les associations pour le développement de l'élevage qui luttent contre la pauvreté et militent en faveur de la croissance économique en Afrique Sub-Saharienne. Dans ce cadre, un forum de discussion est mis en place dans le but d'informer les décideurs politiques sur les enjeux économiques dans le sous-secteur de l'élevage et de leur fournir des outils d'aide à la décision pour l'élaboration des politiques laitières cohérentes.

Vous pouvez participer au forum en cliquant à l'adresse suivante : <http://alive.daas.cursum.net>

## 2. NOTES DE LECTURE

### "La révolution blanche est-elle possible au Burkina Faso, et plus largement en Afrique de l'Ouest ?"

Article publié sur [http://www.abcburkina.net/documents/filiere\\_lait\\_burkina.pdf](http://www.abcburkina.net/documents/filiere_lait_burkina.pdf)

**Analyse du secteur laitier et des conséquences des importations de lait sur la production locale**

**Etude des incidences sur la sécurité alimentaire et la pauvreté au Burkina Faso**

Auteur : Maurice Oudet

Éditée par : MISEREOR, Œuvre de l'Eglise catholique d'Allemagne pour la Coopération au Développement. Juillet 2005.

Ce document passe en revue le secteur laitier au Burkina-Faso. L'analyse porte sur la production laitière ainsi que sur le commerce, la transformation et la consommation. Elle fait notamment cas des importations de lait et produits laitiers et tente d'évaluer leur impact sur la production locale et sur la sécurité alimentaire au Burkina-Faso.

L'auteur conclut en rappelant l'expérience de l'opération « Flood » en Inde qui touchait notamment les petits producteurs, tout en souhaitant qu'elle inspire le secteur laitier du Burkina-Faso. Il plaide pour un changement des règles du commerce mondial en faveur du Sahel. Il milite pour plus d'informations auprès des responsables politiques de l'Afrique de l'Ouest, pour plus de lobbying auprès des responsables politiques européens et pour des négociations au sein de l'OMC plus équilibrées. Selon Oudet, le lait demeure le produit pour lequel il faut prêter une attention particulière dans la sous-région : « Si les pays de CEDEAO ne devaient exercer leur droit de souveraineté alimentaire que sur un seul produit, il faudrait choisir le lait ».

### Un projet de ferme ultra moderne à Bambey au Sénégal pour une production laitière de 5000 litres par jour.

Article publié dans le quotidien *Le Soleil* du 18 novembre 2005

En Afrique, les modèles de développement des filières laitières locales se sont appuyés, certes, sur la valorisation du potentiel de nos races locales, mais ils ont davantage misé sur l'utilisation des races exotiques. Dans le cadre de la mise en œuvre des Centres d'Impulsion et de Modernisation de l'Élevage (CIMEL) au Sénégal, il a été procédé à la signature d'un Accord cadre pour l'amélioration génétique du cheptel laitier entre l'Union des coopératives Coopex Montbéliarde de Besançon, le Comité de développement intégré de Lambaye (Codil), l'Association internationale de lutte contre la pauvreté (Aiped), le Ministère de l'Élevage et l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra). Le projet, qui sera implanté dans le CIMEL de Bambey, vise à terme la production de 5 000 litres de lait/jour par 200 montbéliardes. Les producteurs se constitueront en GIE pour la collecte de lait. Cela permettra de développer de petites unités laitières auxquelles il sera attribué une dizaine de sujets. L'information a été donnée par voie de presse. Mais l'article ne fait pas mention d'un éventuel suivi technique et socio-économique de cette expérience... Une affaire à suivre, donc !

### **3. INFORMATIONS UTILES**

#### ***Le guide de bonnes pratiques d'hygiène et de la qualité du lait est élaboré au Sénégal et au Burkina Faso***

---

L'élaboration du Guide de Bonnes Pratiques d'Hygiène et de la qualité du lait au Sénégal et au Burkina Faso s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la maîtrise de la qualité dans la transformation laitière en Afrique de l'Ouest. Ce travail, financé par la Coopération française et mise en œuvre par le GRET, a eu pour objectif d'élaborer, avec les acteurs privés et publics (OP, petites unités de transformation, éleveurs et collecteurs, Etats), des méthodes et outils d'information et de formation pour :

- ▷ aider les professionnels à se doter de règles de bonne conduite en matière de qualité ;
- ▷ contribuer à créer un environnement propice au développement de la transformation du lait local ;
- ▷ favoriser la maîtrise de l'hygiène, de la collecte à la commercialisation.

Le guide reste un document de référence d'application volontaire. Il est motivé par deux enjeux majeurs : le développement de la transformation du lait à petite échelle et la maîtrise de la qualité pour garantir la sécurité sanitaire des consommateurs, informer et former les opérateurs de la filière et les acteurs institutionnels et promouvoir les produits auprès des consommateurs. Le guide a privilégié une démarche basée sur les principes de la méthode HACCP (analyse des dangers–maîtrise des points critiques). Des ateliers national et sous régional ont été tenus respectivement au Sénégal (novembre 2005) et au Burkina (décembre 2005) pour la restitution et la validation du guide de bonnes pratiques.

Contact : Cécile BROUTIN, [broutin@gret.org](mailto:broutin@gret.org)

#### ***Cowbell Sénégal ou « la symphonie inachevée d'un investisseur »***

---

Une synthèse à partir de l'article publié sur [Performance](#) du mois d'octobre 2005.

Après juste cinq années de présence au Sénégal, la marque de lait en poudre Cowbell, disparaît des rayons. Le groupe sud Africain Promasidor ayant promu la marque au Sénégal se retire. L'entreprise Cowbell a fait faillite et a été liquidée en avril 2005. Elle avait créé 120 emplois permanents. Le montant investi par l'entreprise s'élevait à environ 2 milliards de Fcfa, faisant d'elle le 3ème grand investisseur au Sénégal au début des années 2000. Les raisons de cette faillite sont l'âpre concurrence sur le marché, les difficultés du recouvrement, mais surtout la bataille judiciaire de Cowbell contre la Satrec, promoteur de la marque Vitalait, un autre géant du secteur du lait en poudre au Sénégal. Les logos des emballages des deux produits étaient quasi identiques et chacune des entreprises réclamait la paternité. Après le retrait de l'entreprise Nestlé en 2004, il s'agit à nouveau d'un grand changement dans le paysage laitier au Sénégal. Cette « symphonie inachevée » souligne en tout cas la forte concurrence sur le marché des produits laitiers dans les grandes capitales africaines. Déjà, de nouvelles entreprises ont pris le relais sur le marché dakarois et commercialisent du lait reconstitué et du lait pasteurisé en bouteille ou en pack : il s'agit de la « Laiterie Dakaroise » qui distribue la marque Daral, et de « Kirène » qui vend sous la marque Candia.

#### ***La publicité sur le lait, un créneau porteur pour les télévisions au Sénégal***

---

L'état des dépenses publicitaires à la télévision au Sénégal a révélé que l'investissement publicitaire sur le lait est assez élevé. Au mois d'août 2005, les publicités sur les chaînes RTS1 et 2STV se sont élevées pour les seuls produits laitiers à près de 88 millions de Fcfa, soit 23% du total des montants investis. Ce qui place le secteur laitier au premier rang des investissements publicitaires au Sénégal, bien devant le secteur des lessives.

[Performance](#) Octobre 2005

**Rédaction:** Djiby Dia

**Coordination :** Papa Nuhine Dièye et Guillaume Duteurtre

Edition : REPOL ([www.repol.info](http://www.repol.info))

Bulletin n°3



La Lettre du REPOL n°3  
(Janvier-Février-Mars 2006)

1. LA VIE DU REPOL

2èmes rencontres régionales du REPOL

---

Un atelier régional sur les politiques laitières est organisé à Bamako du 29 mai au 2 juin 2006. Cet atelier devrait permettre de présenter les résultats à mi-parcours du projet régional de recherche intitulé « Politiques laitières dans la zone UEMOA ». Une cinquantaine de participants sont attendus du Burkina-Faso, du Mali, du Niger, du Sénégal, mais aussi d'Afrique centrale, d'Afrique de l'Est et d'Europe. Les résultats préliminaires ainsi que la programmation des activités pour la dernière année du projet seront discutés au cours de cette importante rencontre. Cet atelier devrait aussi permettre de discuter de l'organisation d'un colloque international en 2007 sur le thème des politiques laitières et du développement de l'élevage.

Plus d'informations sur le site du Repol, [www.repol.info](http://www.repol.info)

Vers une institutionnalisation du REPOL

---

L'atelier sur les politiques laitières qui s'est tenu à Dakar en mai 2005 a souligné l'importance du Repol dans l'échange d'informations et la mise en synergie des équipes de recherche de la sous-région. Lors de cet atelier, il avait été recommandé que le réseau puisse avoir une existence juridique. Pour donner suite à cette recommandation, une procédure d'institutionnalisation du réseau a été entreprise. L'idée est de mettre sur pied une association de droit civil. Les projets de statuts et de règlement intérieur sont en cours de rédaction. Ils seront soumis à l'ensemble des membres de l'actuel réseau, puis discutés en assemblée générale qui sera tenue à l'occasion de l'atelier de Bamako.

2. NOTES DE LECTURE

Le Lait du Monde

---

Un ouvrage intéressant vient de paraître. Il s'intitule **Le Lait du Monde : proverbes, dictons, pensées, poésies, chansons**. Il s'agit d'un ensemble de textes réunis par Guy Linden et Maggy Bieulac-Scott pour l'Observatoire Cidil des Habitudes Alimentaires (OCHA) basé à Paris. L'ouvrage compte 84 pages illustrées quadri, au format 12,5x15, (13 €).

Bon de commande en ligne :

[http://www.lemangeur.com/fileadmin/images/actus/bdc\\_LE\\_LAIT\\_DU\\_MONDE.pdf](http://www.lemangeur.com/fileadmin/images/actus/bdc_LE_LAIT_DU_MONDE.pdf)

### **Le Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO**

---

La CEDEAO vient d'élaborer un TEC pour son marché commun. L'étude sur le TEC de la CEDEAO réalisée par le cabinet AIRD est présentée dans le site web dudit cabinet.

[www.aird.com/projects.php?id=138](http://www.aird.com/projects.php?id=138)

### **Filières agricoles et politiques régionales de l'UEMOA**

---

La Commission de l'UEMOA a piloté plusieurs études préparatoires à l'élaboration de politiques régionales pour les grandes filières agricoles : analyse de la compétitivité des filières ; mise en place des cadres de concertation régionaux au sein des filières ; participation aux négociations internationales agricoles. Pour valider les résultats de ces études, un atelier régional s'est tenu à Cotonou au Bénin du 27 février au 03 mars 2006. Les principales conclusions de cet atelier sont :

- La reconnaissance de l'importance des filières étudiées au même titre que celles classées prioritaires ;
- La nécessité de poursuivre les efforts de l'UEMOA, de la CEDEAO pour mieux coordonner les actions de développement agricole en faveur des pays de la sous région ;
- L'urgence d'une révision du TEC de l'UEMOA ;
- La priorité à accorder à une meilleure structuration des Organisations Professionnelles Agricoles ;
- La nécessité pour la CEDEAO et l'UEMOA de travailler en synergie ;
- La prise en compte de l'existence des structures régionales traitant des questions d'accréditation, de normalisation dans le cadre du programme « qualité » de l'UEMOA ainsi que la mise en place de comités techniques chargés des réglementations vétérinaires, phytosanitaire et de sécurité sanitaire des aliments au sein de l'Union ;
- La représentativité de tous les acteurs concernés (agriculture, élevage, pêche) à tous les niveaux du dispositif de préparation et de suivi des négociations commerciales internationales agricoles.

Le rapport général de l'atelier est téléchargeable sur le site :

[http://www.repol.info/article.php3?id\\_article=29](http://www.repol.info/article.php3?id_article=29)

### **3. SUR LE WEB**

#### **Un nouveau ferment isolé pour la fabrication du dahi**

---

Un nouveau ferment vient d'être découvert par la firme danoise Chr Hansen pour la fabrication du *dahi*, un lait fermenté indien. Il a été dénommé DAC-03, et vient renforcer la gamme de ferments lyophilisés créée par la compagnie danoise. Il est particulièrement approprié pour l'Inde, où les distances souvent longues ne militent pas en faveur des cultures gelées.

Voir [http://www.repol.info/article.php3?id\\_article=28](http://www.repol.info/article.php3?id_article=28)

#### **Le lait de chamelle a le vent en poupe**

---

Du Sahara occidental à la Mongolie, l'offre en lait de chamelle ne suffit pas à satisfaire la demande. L'élevage de chameaux est rudimentaire, et une grande partie des 5,4 millions de tonnes de lait produits chaque année par une population mondiale de quelque 20 millions de chameaux est engloutie par les chamelons. Pour la FAO, les produits à base de lait de chamelle ont un brillant avenir.

Ils pourraient non seulement venir enrichir l'alimentation des populations des zones arides et semi-arides, mais aussi fournir une importante source de revenus aux éleveurs nomades.

<http://www.fao.org/newsroom/fr/news/2006/1000275/index.html>

---

### ***Production de viande au Mali : vers un partenariat public-privé***

Publié dans [http://www.malikounda.com/nouvelle\\_voir.php?idNouvelle=6665](http://www.malikounda.com/nouvelle_voir.php?idNouvelle=6665)

Au Mali, une société privée envisage de croiser les races locales avec des races bouchères françaises (Limousine et Aubrac) par insémination artificielle. Il s'agit de la société Afric Genetic, dont le promoteur est un ancien ministre ivoirien de l'Agriculture, et qui a signé une convention de coopération pour 5 ans avec le Ministère de l'Elevage et de la Pêche du Mali. L'objectif est de développer une production intensive de viande pour l'exportation notamment vers le marché européen. Le Ministère de l'Elevage et de la Pêche du Mali s'engage à faciliter la disponibilité d'un espace nécessaire au développement des activités de production intensive de viande, à favoriser l'adhésion des éleveurs aux programmes de développement de la production de viande et soutenir l'implantation d'abattoirs aux normes européennes.

Source : [Bulletin de veille inter-réseaux](#)

---

### ***La Société Niger-Lait : une industrie qui valorise le lait local***

Paru dans le magazine *La différence* n°2 du 16 janvier 2006

La société Niger-Lait S.A. est une unité de transformation de produits laitiers et dérivés, créée en décembre 1994 par un couple d'ingénieurs en industrie agro-alimentaire. Elle produit notamment du yaourt, du lait fermenté caillé, et du lait entier pasteurisé. Entre 1995 et 2004, la collecte de lait local est passée de 25.000 à 1.800.000 litres par an. Le nombre de porteur de lait cru est passé pendant cette période de 15 à 360, et les revenus générés aux producteurs se sont élevés ainsi à plus de 400 millions de Fcfa/an en 2004. Même si la sécheresse de 2005 a eu pour effet de réduire les quantités collectées à 1,3 millions de litres cette année, la société Niger-Lait envisage la réalisation d'un programme d'extension pour répondre à la demande sans cesse grandissante de produits de qualité. Elle compte investir environ 2 milliards de Fcfa afin de porter sa capacité de production à 55.000 litres par jour.

## **4. MANIFESTATIONS**

---

### ***“African Dairy - Rising to the Challenge”***

La 2ème Conférence africaine se tiendra du 25 au 27 mai 2006 à Kampala, en Ouganda. Le thème de cette année porte sur **“African Dairy - Rising to the Challenge”, “Le lait en Afrique, le défi de la croissance »**.

La conférence, suivie d'une exposition, permettra aux acteurs des filières laitières en Afrique de rencontrer des promoteurs régionaux et internationaux et de discuter de problématiques intéressant l'industrie laitière de manière générale. La conférence offrira aussi l'opportunité de mettre en place un réseau africain pour le partage de l'information et de la technologie visant à développer une production laitière de qualité pour le marché régional et international.

Pour plus d'informations sur cette conférence, cliquez sur <http://www.dairyafrika.com>

### Conférence internationale sur les camélidés

---

La première conférence internationale sur les camélidés (grands et petits) organisée sous l'ombrelle de la Société Internationale de recherche caméline et développement (en anglais ISOCARD : International Society of Camelid research and Development) s'est tenue à Al-Ain (Emirats Arabes Unis) du 15 au 18 avril 2006.

Renseignements sur <http://camelides.cirad.fr/fr/actualites/manifs.html>

### La Foire Régionale du Développement

---

La Banque Mondiale organise dans 5 pays de l'UEMOA (le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal) la Foire Régionale du Développement (FRD). Il s'agit d'une compétition qui vise à identifier les meilleurs projets innovants des entrepreneurs et de leur décerner des prix en espèces pouvant aller jusqu'à 30 000 dollars, soit 16,5 millions de francs CFA. L'objectif est de promouvoir le développement du secteur privé en Afrique, le renforcement des capacités et la promotion de l'intégration régionale à travers un Plan d'Action pour l'Afrique élaboré par la Banque Mondiale.

Site Internet de la foire : [www.frd2006.org](http://www.frd2006.org)

### Le Salon International de l'Agroalimentaire (SIAGRO)

---

Le Salon International de l'Agroalimentaire (SIAGRO) se déroulera à Dakar du 24 au 27 Avril 2006, en parallèle avec « La Semaine Française », manifestation économique multi- sectorielle qui sera organisée par UBIFRANCE à Dakar.

Le SIAGRO se développera autour des filières suivantes : les fruits et légumes, le lait, les céréales, l'aviculture et les produits de la pêche. Il comportera 3 volets essentiels :

■ **un volet exposition** portant sur le matériel, les équipements, les produits et les services liés au secteur de l'agroalimentaire ;

■ **un volet conférences** où chaque filière aura sa journée avec un programme spécifique composé de symposiums, séminaires, ateliers, panels, etc. sur des thèmes d'actualité ;

■ **un volet rencontres professionnelles** organisées sous la forme d'une bourse de partenariat entre promoteurs africains et européens, de relations d'affaires et de visites de fermes et d'entreprises modèles sélectionnées par le comité scientifique en vue de favoriser les échanges d'expériences.

Visitez le site du SIAGRO : [www.siagro.sn](http://www.siagro.sn)

Bulletin préparé par : Djiby Dia, Guillaume Duteurtre, Cécile Broutin

Coordination : Papa Nuhine Dièye et Guillaume Duteurtre

Edition : REPOL ([www.repol.info](http://www.repol.info))

Bulletin n°4



La Lettre du REPOL n°4

(Avril-Mai-Juin 2006)

1. LA VIE DU REPOL

*Le REPOL vote ses statuts*

Le Réseau de Recherches et d'Echanges sur les Politiques Laitières a tenu son Assemblée Générale constitutive à Bamako le 2 juin 2006. Au cours de cette réunion, les statuts et le règlement intérieur de l'association ont été adoptés à l'unanimité par les membres-fondateurs. Le montant de l'adhésion et celui des cotisations annuelles ont été fixés chacun à 5 000 Fcfa pour les personnes physiques et à 10 000 Fcfa pour les personnes morales. Un bureau de 7 membres a été élu. Il se compose des personnes suivantes:

- ❖ Papa Nuhine Dièye, Président
- ❖ Bara Ouologuem, Vice-président
- ❖ Seyni Hamadou, Secrétaire
- ❖ Guillaume Duteurtre, Animateur
- ❖ Bassirou Bonfoh, Animateur-adjoint.
- ❖ Boukhary Aboul Razak, Trésorier
- ❖ Véronique Sioussaram, Trésorière-adjoint

Le compte-rendu de l'Assemblée Générale ainsi que la liste des membres fondateurs du réseau sont disponibles sur [www.repol.info](http://www.repol.info)

*Les 2èmes rencontres régionales du REPOL tenues à Bamako*

Les 2èmes rencontres régionales du REPOL se sont tenues du 29 mai au 2 juin 2006 à Bamako dans le cadre de l'atelier « Vers de nouvelles Politiques laitières en Afrique de l'Ouest » organisé par le projet Coraf « Politiques Laitières ». Ces rencontres ont rassemblé une cinquantaine de participants venus de Belgique, du Burkina-Faso, du Cameroun, de France, du Kenya, du Mali, du Niger, du Sénégal, de la Suisse et du Tchad.

L'atelier a permis de suivre une visite de terrain, des sessions de présentation des communications, une conférence-débat, et une journée de programmation et de synthèse. Lors des sessions de présentation des communications, plusieurs résultats de recherche obtenus dans le cadre du projet « Politiques laitières » ont été présentés devant un comité scientifique composé de personnalités reconnues partenaires du projet. Les apports du comité scientifique ont été déterminants dans l'orientation des débats et dans l'évaluation des communications.

Les thèmes abordés lors de ces journées étaient :

- l'analyse de la consommation et de ses déterminants ;
- les déterminants de la compétitivité des filières laitières ;
- les innovations et stratégies de diversification des systèmes de production ;
- les options politiques et rôle des cadres de concertation.

Des recommandations ont été formulées pour recadrer les recherches en vue de fournir des options cohérentes en matière de politique laitière en Afrique de l'Ouest. L'atelier a également été l'occasion de discuter des 7 thèses en cours qui bénéficient de l'appui du projet « Politiques laitières ». Les présentations

ont concerné également les recherches et expériences de promotion des filières laitières menées par l'ILRI au Kenya et l'ITS au Mali.

### **Les « Distinctions » du REPOL remises à 5 membres du réseau**

Dans le cadre de l'atelier « Vers de Nouvelles Politiques laitières en Afrique de l'Ouest », des distinctions ont été remises à 5 membres du REPOL par le Comité scientifique de l'atelier. Ces distinctions ont pour objectif d'encourager de jeunes chercheurs et développeurs intégrés dans les réseaux de recherche-développement. Les prix suivants ont été remis par le président du jury :

- prix des meilleures communications orales :
  - o **Monsieur Abdoul Razak Boukary** , pour le travail fait avec Messieurs Mahamadou et Marichatou sur la « Caractérisation des systèmes de production laitière et analyse des stratégies de valorisation du lait en milieu rural et périurbain au Niger ; cas de la communauté Urbaine de Niamey et de la commune rurale de Filingué ;
  - o **Monsieur Djiby DIA** sur « l'organisation spatiale de la production laitière au Sénégal : des quartiers « meewtu » aux nouvelles dynamiques en milieu rural », en association avec Messieurs Duteurtre, Ba et Ba ;
  - o **Monsieur Mian Oudanan Koussou**, associé a Monsieur Mopaté sur les « Stratégies d'alimentation des troupeaux bovins laitiers en saison sèche dans la périphérie de N'Djaména ».
- Prix de la recherche et développement :

**Madame Cecile Broutin** associée à Messieurs François et Niculescu sur « la gestion de la qualité dans la transformation laitière : expérimentation d'une démarche d'élaboration concertée de guides de bonnes pratiques d'hygiène au Sénégal et au Burkina ».
- Prix spécial du jury :

**Mlle Véronique Sioussaram** pour son courage, sa volonté et la qualité de son travail sur « l'évolution spatio-temporelle de la commercialisation « des laits peuls » autour de la ville de Niamey.

Pour plus d'informations sur les communications : visiter le site [www.repol.info](http://www.repol.info)

## **2. NOTES DE LECTURE**

### **Thèse de doctorat sur la filière laitière au Sénégal**

Papa Nuhine Dièye, chercheur à l'ISRA, a soutenu le 20 juin 2006 sa thèse de doctorat en économie du développement agricole agro-alimentaire et rural de l'ENSA de Montpellier sur le thème « Arrangements contractuels et performances des marchés du lait local au Sud du Sénégal : les petites entreprises de transformation face aux incertitudes de l'approvisionnement ». Cette thèse analyse globalement l'approvisionnement des marchés et la compétitivité des filières agricoles en Afrique. L'entrée choisie ici porte sur les transactions et les relations contractuelles entre les différents acteurs de la filière laitière locale dans la région de Kolda au Sud du Sénégal.

Le système étudié est centré sur le ramassage journalier du lait frais et la transformation par des petites entreprises (ateliers coopératifs, centres de collecte, mini-laiteries) pour l'approvisionnement des pôles urbains de consommation. Il s'agit d'un système de surplus (au sens de l'excédent de l'autoconsommation) basé sur des innovations dans le système de conduite des élevages, l'organisation de la collecte et du transport du lait, la commercialisation des produits. L'auteur démontre que la stabilité et la viabilité de ce système sont fragilisées par les incertitudes associées à la saisonnalité de la production et à la qualité des produits. Par ailleurs, pour limiter ces incertitudes transactionnelles, des mécanismes de coordination hybride, centrés sur les arrangements contractuels implicites et les réseaux, sont mis en place. Pour plus d'informations, contacter [pndieye@yahoo.fr](mailto:pndieye@yahoo.fr) ou [pndieye@refer.sn](mailto:pndieye@refer.sn)

### **Une étude sur les bactéries associées aux mammites subcliniques dans les élevages bovins laitiers de Niamey**

Cette étude est parue dans la Revue Africaine de Santé et de Production Animale (RASPA, 3 (2) : 119-124). Le but était de déterminer, sur des vaches de race locale, la prévalence des mammites subcliniques et les bactéries associées dans les élevages urbains et périurbains de Niamey (Niger).

Les résultats de cette étude montrent qu'aucun signe de mammite clinique n'a été observé chez des vaches en début, en milieu et en fin de lactation. Cependant, les résultats du CMT ont révélé une prévalence globale de mammites subcliniques chez les vaches en fin de lactation. L'analyse bactériologique a permis l'isolement et l'identification de 101 germes appartenant à 18 espèces bactériennes avec une prédominance de *Staphylococcus aureus* et une forte proportion des Staphylocoques à coagulase négative. Des souches de Bacilles à Gram positif ont également été isolées.

Les résultats de l'antibiogramme effectué sur 22 souches de Staphylocoques ont révélé une excellente sensibilité de ces germes à la gentamicine, la tétracycline, la péfloxacin et à l'association triméthoprime-sulphaméthoxazole.

L'étude recommande le contrôle efficace des mammites, ce qui passe par l'application des mesures d'hygiène (hygiène à la traite et dans les locaux d'élevage) le renforcement des traitements à l'aide d'antibiotiques adéquats lors des mammites cliniques.

Pour plus d'informations sur cette étude, contacter R. BADA-ALAMBEDJI1 ([riana@refer.sn](mailto:riana@refer.sn)) ou F. G. VIAS ([vfgilles@yahoo.fr](mailto:vfgilles@yahoo.fr))

### **La problématique de l'importation de la poudre de lait au Burkina Faso**

L'analyse de la problématique de l'importation de la poudre de lait au Burkina Faso et de son effet sur le développement de la filière lait a été réalisée par le Professeur Daniel-Mercier Gouin pour le groupe AGECO. L'étude avait pour objectif de comprendre le circuit des produits laitiers importés, le degré de concurrence entre les produits locaux et importés, de mesurer la différenciation des produits à base de lait frais par rapport aux produits reconstitués à partir de la poudre de lait, mais aussi d'analyser le contexte international, national et sous-régional en matière de politique et de stratégie de développement de la filière laitière. Le travail s'est appuyé sur une revue exhaustive de la littérature et sur des entretiens auprès de personnes ressources au Burkina-Faso.

L'étude montre que les nombreuses unités de transformation laitière qui fabriquent du yaourt sont plus compétitives (du point de vue prix) lorsqu'elles utilisent du lait en poudre reconstitué plutôt que du lait local. De même, le consommateur trouve le lait liquide d'origine locale plus cher et moins accessible que la poudre de lait importée. Par ailleurs, des détaillants de produits laitiers et des consommateurs révèlent que les produits importés sont de meilleure qualité par rapport aux produits locaux.

Les subventions aux exportations de l'Union Européenne vers le Burkina Faso sont assez élevées. Les exportations de poudre de lait entier, le plus important produit importé par le Burkina étaient subventionnées à raison d'un minimum de 470 FCFA par kg en 2002-2003, ce qui équivaut à 30 % de la valeur du kilogramme de poudre importé en sacs de 25 kg. En 2006, le niveau de la subvention a baissé à environ 20 % de la valeur du produit en raison de l'augmentation du prix de la poudre de lait sur le marché mondial.

Au niveau de la distribution, les distributeurs, les consommateurs ne semblent connaître l'origine des produits qu'ils vendent ou consomment, d'où la nécessité de mettre en place un bon système d'étiquetage des produits.

Contact : Daniel-Mercier Gouin, [dmgouin@eac.ulaval.ca](mailto:dmgouin@eac.ulaval.ca)

### **3. MANIFESTATIONS**

#### **Validation du plan d'actions pour le développement de la filière lait au Burkina Faso**

Un atelier national pour le développement de la filière lait a été tenu au Burkina Faso. Cet atelier a regroupé plusieurs structures de recherche nationale et internationale, d'appui technique, de financement à la filière lait, le Ministère des Ressources Animales du Burkina. L'objectif était la présentation et la validation du plan d'actions pour le développement de la filière lait, élaboré par le Ministère des Ressources Animales.

Le diagnostic de la filière lait a ressorti les atouts et les contraintes au niveau des différents maillons que sont la production, la transformation, la commercialisation et l'organisation des acteurs. L'accent a été également mis sur l'analyse de l'environnement institutionnel et réglementaire de la filière. Les contraintes résident dans l'absence de stratégie de promotion du lait local, la sécurisation foncière et la faible disponibilité des services spécialisés.

Les axes stratégiques du plan d'action retenu et dont l'objectif global est de promouvoir durablement le développement de la filière lait en vue contribuer à l'amélioration et à la sécurisation des revenus des producteurs, en particulier les plus pauvres, et à la lutte contre la pauvreté sont :

- Axe 1 : Amélioration du maillon de la production ;
- Axe 2 : Amélioration du maillon transformation ;
- Axe 3 : Amélioration du maillon de la commercialisation ;
- Axe 4 : Organisation et professionnalisation des acteurs ;
- Axe 5 : Cadre réglementaire et environnement incitatifs ;
- Axe 6 : Amélioration des capacités institutionnelles et des acteurs publics.

Pour info, contacter [hseyni@yahoo.com](mailto:hseyni@yahoo.com)

#### **4ème Assemblée Générale Ordinaire de la Table Filière Lait de Bobo-Dioulasso**

La 4<sup>ème</sup> AG ordinaire de la Table filière lait de Bobo Dioulasso a regroupé les producteurs représentés par l'Union des éleveurs producteurs de lait (UEPL) et l'association des Producteurs de lait de Bobo (PROLAIT), les transformateurs représentés par Faso Kossam, Bonnet vert, Kossam de l'ouest et Thou Yaourt, des structures de recherche, d'encadrement et de financement (CIRDES, PAF, PAOB), ainsi que l'Etat. L'objectif de l'AG était de faire le bilan des activités au niveau des acteurs de la filière, des activités de la Table Filière Lait du bureau sortant, le renouvellement du bureau et les questions diverses.

L'UEPL et PROLAIT ont présenté leurs activités de formation en santé animale et qualité du lait, la conduite du troupeau laitier et l'organisation des unités de production, la construction des fenils, la coupe et la conservation du fourrage naturel. Des activités en rapport avec l'amélioration génétique par la pratique de l'insémination artificielle et la santé animale ont également été présentées.

Les transformateurs ont rappelé leur participation à la formation sur le guide de bonnes pratiques.

La Table Filière Lait a également présenté le bilan de ses activités. Il s'agit de :

- l'élaboration du nouveau PSD 2005-2008 ;
- la participation aux 3<sup>è</sup> Journées Agro-Alimentaires (JAAL) ;
- la rencontre des deux Tables Filière Lait sur la «chaîne des valeurs» et «la stratégie vers l'autonomie des TFL» ;
- la rencontre des deux Tables Filières sur l'étiquetage des produits laitiers, la mise en place d'une structure des transformateurs ;
- la rencontre de Goundi sur les interprofessions au Burkina Faso ;
- les journées du lait à l'école.

Le projet Politiques Laitières a également été présenté lors de ces travaux avant l'élection du nouveau bureau de la Table Filière Lait de Bobo-Dioulasso et l'élection du bureau.

Pour cette année, le représentant des producteurs fut choisi comme coordonnateur de la Table.

Pour info, contacter [hseyni@yahoo.com](mailto:hseyni@yahoo.com)

### **Lancement de la campagne Lait : l'Europe est vache avec l'Afrique**

Le collectif « Alimenterre » animé par la France, la Belgique et le Luxembourg lance le 10 octobre 2006 une campagne de pétitions pour la souveraineté alimentaire adressées à la Commission européenne et au gouvernement français. Il se propose de défendre l'agriculture familiale africaine pour la lutte contre la fin et la pauvreté. Ce collectif illustre la crise de l'agriculture africaine par le faible niveau de production laitière des pays comme le Sénégal, le Mali, la Tanzanie ou le Kenya. Il impute cette situation à un manque de volonté politique à un certain nombre de gouvernements africains, mais aussi aux politiques européennes qualifiées de « vaches avec l'Afrique ». Les options politiques européennes en faveur de l'agriculture africaine paraît défavorable aux économies nationales. En effet :

- l'Union Européenne a réduit drastiquement son aide au développement en faveur de l'agriculture africaine depuis 20 ans ;
- elle subventionne ses exportations de produits laitiers pour vendre du lait en poudre en dessous de son coût de production. Elle concurrence ainsi de manière déloyale la production africaine ;
- elle pousse les pays africains à ouvrir leurs marchés aux produits agricoles européens, dans le cadre des négociations d'Accords de Partenariat Economique, qui entreront dans une phase décisive fin 2006.

La journée du 10 octobre proposera une manifestation publique visuelle, pouvant fournir des images et du son pour des reportages TV ou radio, une conférence de presse.

Un éleveur malien, un responsable de coopérative laitière sénégalaise et l'animateur de la campagne camerounaise « aidez les à nous nourrir », apporteront leur témoignage.

Pour mobiliser davantage de monde, la campagne sera relayée dans toute la France par plus de 160 associations.

Bulletin préparé par : Djiby Dia, Guillaume Duteurtre, Seyni Hamadou

Coordination : Papa Nuhine Dièye et Guillaume Duteurtre

Edition : REPOL ([www.repol.info](http://www.repol.info))

Bulletin n°5



La Lettre du REPOL n°5

(Juillet à décembre 2006)

1. LA VIE DU REPOL

*L'évaluation du projet « Politiques laitières »*

Le projet « Politiques laitières » enregistré sous le numéro CORAF FC-2003/35 a reçu début septembre 2006 une mission d'évaluation. Une équipe constituée d'un évaluateur externe, de la coordination scientifique du Coraf et des services financiers du Coraf a rencontré l'ISRA-BAME, coordonnateur du projet, ainsi que les autres membres de l'équipe régionale.

Les évaluateurs ont globalement donné une appréciation positive du projet tant dans le déroulement des activités que du point de vue du suivi financier. Ils ont émis des remarques et propositions visant à améliorer la pertinence du projet. Il s'agit principalement de mieux valoriser les nombreux résultats recherche en produisant des supports de communication (fiches techniques, synthèses) destinés aux différents utilisateurs potentiels : décideurs politiques, responsables professionnels, experts, etc.

*Suite du dossier d'institutionnalisation du Repol*

L'atelier de Bamako qui s'est tenu en juin 2006 a constitué un pas décisif vers l'institutionnalisation du Réseau de recherches et d'échanges sur les politiques laitières (Repol). Au cours de cet atelier, s'est tenue l'assemblée générale constitutive du Repol qui a permis la validation des statuts et du règlement intérieur de l'association

Depuis cette date, une demande de constitution en association dûment reconnue a été introduite auprès des autorités sénégalaises. Les enquêtes de moralité des membres du Bureau ont été faites par la gendarmerie. Nous attendons la délivrance du récépissé.

Les statuts et le règlement intérieur sont disponibles sur [www.repol.info](http://www.repol.info)

*Les marchés du lait vus par les géographes : regards croisés Sénégal/Niger*

Une animation scientifique a été organisée par l'équipe Sénégal du projet « Politiques laitières » sur le commerce des produits laitiers au Sénégal et au Niger. Le thème a été introduit par des géographes co-encadrés par des chercheurs du projet dans le cadre de DEA ou de thèses de doctorat.

Cette conférence a permis d'aborder les liens entre le local et le global, de comprendre le rôle de l'agriculture locale dans l'alimentation des villes, d'analyser l'impact du commerce international sur la production locale et de discuter enfin de la place des différents territoires régionaux dans les économies nationales. Le lait a été considéré ici comme un « cas d'école », par l'importance du niveau des importations, mais aussi par son rôle dans les systèmes de production, dans la culture alimentaire et dans les dynamiques des territoires des pays d'Afrique de l'Ouest.

Les présentations ainsi que le compte-rendu de la rencontre peuvent être téléchargés sur : <http://www.repol.info/spip.php?article10>

## La laiterie de Kasséla, un outil économique des producteurs laitiers de la périphérie de Bamako

---

La Laiterie de Kasséla située à 40 km au Nord/Est de Bamako est gérée par une coopérative d'éleveurs pour la promotion de l'élevage local.

Elle collecte quotidiennement 1 200 litres de lait frais auprès des éleveurs de du village de Kasséla et des localités environnantes. Cette collecte permet d'approvisionner l'usine de Mali-lait cinq jours sur sept à raison de 500 à 600 litres par jour, le reste de la production étant vendue à la laiterie. Le litre de lait cru pasteurisé est cédé à 300 francs.

La laiterie artisanale de Kasséla est équipée d'un four à bois pour le chauffage du lait dans deux marmites de 60 litres chacune, permettant de pasteuriser le lait à 80°C. Elle comprend également un dispositif de pasteurisation au bain marie constitué de 4 tanks de 50 litres de fabrication locale qui fonctionne avec du gaz butane, le village n'étant pas doté d'électricité, ni d'adduction d'eau.

La coopérative encadrée par l'ONG CAB DEMESO, VSF Suisse et le projet Lait Saint pour le Sahel permet ainsi aux producteurs laitiers de la zone de trouver des débouchés quotidiens. La route internationale Bamako/Niger passant par Mopti, Gao et qui traverse le village de Kasséla, ainsi que la foire hebdomadaire à bétail qui y a lieu favorisent la construction d'un marché local du lait local.

Les contraintes demeurent les coûts de production élevés, les services aux éleveurs, la sécurisation des débouchés, l'absence d'infrastructure de stockage et de conservation des excédents laitiers.

Pour plus d'informations, contacter [bassirou@agrosoc.insah.org](mailto:bassirou@agrosoc.insah.org)

### « Le goût du vrai lait » : une nouvelle laiterie s'installe au Nord du Sénégal

---

Une laiterie vient de s'installer dans la région de Saint-Louis, au Sénégal. Il s'agit d'une initiative particulièrement intéressante, car jusqu'à présent, aucune laiterie moderne ne collectait du lait local au Sénégal depuis la fermeture de l'usine Nestlé en 2003. Installée à Richard-Toll, la « Laiterie du Berger » collecte du lait auprès des éleveurs peuls de la zone et fabrique divers produits : lait pasteurisé et fermenté en emballage en carton de type « Pack » d'1/2 litre, crème fraîche, etc. La laiterie commercialise aussi des jus de Bissap et de Gingembre. En dehors du marché de Saint-Louis, ces produits sont disponibles dans les grandes surfaces de Dakar.

Selon Bagoré Bathily, Directeur Général de la laiterie, « *Nous sommes actuellement à un niveau de collecte de 650 litres/jours mais nous espérons pouvoir progressivement passer à environ 2000 litres/ jour au cours de la prochaine saison des pluies. Le lait est collecté jusqu'à une cinquantaine de km de Richard-Toll, et transporté dans des bidons à température ambiante.* ». Pas de gros système de collecte réfrigérée, cher et fragile à la fois, à la différence d'autres expériences que l'on a pu voir dans le passé. Selon l'entrepreneur, « *Les résultats sont satisfaisants du point de vue du respect de la démarche qualité que s'est imposée l'entreprise, et grâce à laquelle nos produits ont un réel succès auprès des consommateurs. L'expérience est trop jeune pour pouvoir déjà valider nos hypothèses relatives à l'efficacité financière de la démarche, et nous devons travailler énormément sur la sécurisation de nos débouchés. Nous menons actuellement une campagne de publicité de nos produits pour se faire connaître et reconnaître.* ».

Cette PME laitière en plein devenir a du travailler beaucoup pour en arriver là : mûrir le projet, s'inspirer des expériences réussies de la sous-région, organiser la collecte, installer l'unité de fabrication, et surtout élaborer un packaging pouvant valoriser le lait d'origine locale. L'originalité de cette laiterie, dans le contexte sénégalais c'est d'être la seule laiterie industrielle travaillant exclusivement à partir de lait de collecte. C'est en quelque sorte sa marque de fabrique qu'elle valorise par divers slogans : « *Un produit naturel et sain au goût authentique du vrai lait* » ou « *Des produits vrais, sains, équitables et 100% Sénégalais* ». Ce nouveau dispositif vient renforcer le système de collecte déjà existant dans plusieurs villes secondaires du Sénégal, notamment en zone cotonnière, et composé de mini-laiteries artisanales.

M. Bathily, qui est de formation vétérinaire, a aussi su s'entourer de partenaires et de personnels compétents. Il se définit lui-même « à la charnière entre le monde de l'élevage et l'industrie ! En achetant le lait des éleveurs de la région du Fleuve, la Laiterie du Berger participe activement à la valorisation et au développement de l'élevage au Sénégal. » Un formidable défi à relever !

Contact du promoteur : [bx.bathily@ldb.sn](mailto:bx.bathily@ldb.sn)

## **2. MANIFESTATIONS**

### **Séminaire sur le traitement des produits sensibles dans la libéralisation du commerce des produits agricole Ouagadougou, 29 janvier - 2 février 2007**

---

Un séminaire technique a été organisé avec l'appui du Bureau Issala et en partenariat avec le CTA, le Hub Rural (MAE, UE, FIDA) et l'AFD sur le thème « Le traitement des produits sensibles dans la libéralisation du commerce : enjeux, approches et outils méthodologiques ». Ce séminaire s'inscrit dans une volonté, au niveau de la CEDEAO et de l'UEMOA, d'avancer sur une démarche régionale pour la détermination des produits sensibles, dans la perspective des négociations bilatérales avec l'UE et multilatérales à l'OMC.

Les objectifs de cette rencontre étaient de :

- Débattre des enjeux relatifs à la libéralisation du commerce régional ;
- Partager les méthodologies de détermination des produits sensibles et discuter les instruments de politique commerciale permettant de leur accorder un traitement cohérent avec les options prises par les politiques régionales, notamment sur le plan agricole ;
- Définir les orientations pour une démarche régionale partagée de détermination des produits sensibles (catégorisation, critères, etc.) en précisant les étapes et les travaux à conduire ;
- Permettre à la région de construire et d'exprimer sa position de négociation sur la base d'un dialogue entre les différents pays et entre les administrations concernées (agriculture, économie, commerce en particulier).

Les principales conclusions ont porté sur la nécessité de l'intégration régionale, l'importance de la concertation entre les acteurs et de la reconnaissance du dialogue avec les ruraux organisés, le fait que l'APE doive être avant tout un outil au service du développement durable et des politiques sectorielles de la région, la contribution du commerce au développement, la liaison très forte et la cohérence à établir entre la définition du TEC, la négociation de l'APE et la négociation de l'OMC.

Sur la détermination des produits sensibles, le séminaire a proposé une démarche qui doit conduire à la définition d'une liste arbitrée au niveau régional pour le prochain Comité ministériel de suivi prévu en juin 2007.

Vous pouvez trouver des documents de synthèse du séminaire en cliquant sur : [http://www.hubrural.org/activites-thematiques/negociations\\_commerciales/seminaire\\_prod\\_sensibles\\_ouaga\\_sequence4.php](http://www.hubrural.org/activites-thematiques/negociations_commerciales/seminaire_prod_sensibles_ouaga_sequence4.php)

## **3. NOTE DE LECTURE**

### **Le prix mondial du lait en hausse de 30%**

---

Les prix mondiaux du lait sont en hausse début 2007. C'est le résultat d'une étude relatée par l'IFCN.

Dans le passé, les prix internationaux du lait ont varié entre 15 et 20 US\$/100 kg. En 2005 et 2006, les prix ont été évolués à la hausse, atteignant les 24 US\$/100 kg. En décembre 2006 et janvier 2007, ils étaient de l'ordre de 29 US\$/100 kg, ce qui équivaut à environ 150 Francs CFA/kg de lait.

Il s'agit d'une estimation du prix mondial du « lait » calculée par l'IFCN sur la base des prix internationaux de la poudre de lait écrémé et du beurre, et de coûts de transformation de 311 Euros/tonne pour le beurre et de 290 Euros/tonne pour la poudre de lait écrémée.

La même étude évalue les prix du lait « à la ferme » (lait de collecte) à 183 Francs CFA/kg en Union Européenne et à 157 Francs CFA/kg aux Etats-Unis.

L'IFCN (International Farm Comparison Network) est une association réunissant des institutions de recherche sur le lait ainsi que 27 compagnies laitières internationales.

Plus d'infos sur : <http://www.repol.info/spip.php?rubrique4>

### **La filière laitière au Burkina Faso sur la route de la modernité**

La filière lait au Burkina Faso est en pleine mutation depuis une décennie. La production traditionnelle se modernise de plus en plus, avec le recul de l'image de la femme peul portant sur sa tête une calebasse. De plus en plus, le lait est reconditionné dans des sachets ou dans des pots et vendu dans différentes grandes surfaces. « On dénombre à ce jour, plus de 73 marques de lait burkinabè : lait de Koubri, lait du Gulmu, Bahadio Kossam, Fromac, Déogracias, Faso Kossam, etc, sont entre autres, les marques les plus en vue en ce moment ». Ces marques de produits laitiers sont issues des fermes laitières situées en zone périurbaine du Burkina.

Environ 125 fermes laitières autour de la ville de Ouagadougou produisent en moyenne 3 150 litres par jour, dont 1200 litres sont pasteurisés et commercialisés, le reste étant destiné à l'auto-consommation.

Autour de Bobo Dioulasso, plus de 80 fermes laitières locales, produisent 2 000 litres de lait par jour, mais seulement le tiers est commercialisé.

Le renouveau de cette filière laitière locale est lié à un engagement de l'Etat et des partenaires mais aussi à un intérêt manifeste des opérateurs économiques pour le secteur.

En dépit des progrès notés dans ce domaine, la production laitière nationale demeure insuffisante pour absorber la demande. « Le pays importe pour environ onze milliards de F CFA de lait en poudre par an ». Les taux de taxation des produits importés sont assez bas. « Le lait en poudre, lorsqu'il est reconstitué en liquide, revient à moins de 200 F CFA, le litre. Et donc nettement moins cher que le lait national qui se vent entre 250 et 300 F CFA, le litre.

Extrait de l'article de presse réalisé par Fatouma Sophie OUATTARA (voir site <http://www.sidwaya.bf>)

Bulletin préparé par : Djiby Dia, Guillaume Duteurtre

Coordination : Papa Nuhine Dièye et Guillaume Duteurtre

Edition : REPOL ([www.repol.info](http://www.repol.info))

Contribution à envoyer à [politiques.lait@isra.sn](mailto:politiques.lait@isra.sn)

Bulletin n°6



La Lettre du REPOL n°6

(Janvier à mars 2007)

**1. LA VIE DU REPOL**

***Préparation des ateliers nationaux sur les filières laitières***

Des ateliers nationaux de concertation sur les « filières laitières » sont en cours de préparation dans les pays partenaires du projet « Politiques laitières » le Burkina-Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal. Ces ateliers nationaux seront organisés avec plusieurs partenaires du REPOL en marge de la journée mondiale du lait qui se tient le 1<sup>er</sup> juin 2007.

L'objectif de ces rencontres nationales est de faire le point sur l'état du secteur laitier dans chacun des pays, ses perspectives de développement et les stratégies collectives à mettre en œuvre. Ces ateliers, sous forme de forum, devront permettre de réunir l'ensemble des partenaires impliqués dans des actions de développement de l'élevage :

- les professionnels du secteur : organisations d'éleveurs, organisations interprofessionnelles, industriels, transformateurs, commerçants ;
- les services de l'Etat : Ministère de l'élevage ou des Ressources animales, Direction de l'élevage, services de santé, autres ministères impliqués dans le développement rural, projets de développement ;
- les autres structures d'appui au développement et de financement : ONGs, partenaires au développement, bailleurs de fonds, institutions internationales ou sous-régionales, et
- les structures d'information, de recherche et de plaidoyer : Instituts de recherche, bureaux d'études, presse, organisations de la société civile, association de consommateurs, etc.

Ces ateliers nationaux précéderont le séminaire régional de clôture du projet « Politiques laitières » qui sera organisé en début octobre 2007 à Ouagadougou sous l'égide du Repol. Le thème de séminaire international portera sur « La sécurisation des débouchés pour les producteurs laitiers Ouest-africains : solutions techniques et choix politiques ». Ce séminaire permettra de faire le point sur les connaissances actuelles sur les filières laitières en présence de spécialistes venus de plusieurs régions du monde, de responsables professionnels et des responsables des institutions de développement de la sous-région.

Contact : [politiques.lait@isra.sn](mailto:politiques.lait@isra.sn)

**2. LE POINT SUR LES FORMATIONS ENCADREES PAR LE PROJET POLITIQUES LAITIÈRES**

Ce paragraphe fait le point sur plusieurs rapports de recherche produits dans le cadre des activités de formation du projet « Politiques laitières ».

***L'approvisionnement de Dakar en produits laitiers : état des lieux et perspectives***

Les travaux réalisés avaient pour objectifs d'étudier le marché et la consommation des produits laitiers à Dakar et d'analyser l'offre de produits laitiers, afin de préciser les possibilités d'accroître la part de marché du lait local. A partir d'une actualisation des données sur les filières d'approvisionnement et de distribution des produits laitiers à Dakar puis d'une analyse de la demande, l'étude s'intéresse à la

compétitivité prix et hors-prix des différents produits. En conclusion, des recommandations spécifiques pour améliorer l'approvisionnement de Dakar en produits à base de lait cru sont formulées.

**Auteur : Xavier Desmoulin**

Mémoire de Master

Filière droit/études internationales, Spécialité Gestion de projets de développement en Afrique / Université de Paris-Sud

Dakar, GRET, 185 pages

Contact : [xavier.desmoulin@yahoo.fr](mailto:xavier.desmoulin@yahoo.fr) ou [cecile.broutin@ird.sn](mailto:cecile.broutin@ird.sn)

### ***Les indications territoriales et culturelles dans les marques et publicités des produits laitiers au Sénégal***

---

Ce mémoire de DEA montre qu'au Sénégal, les importations de lait et produits laitiers participent fortement à la résorption du déficit laitier. Elles sont essentiellement dominées par la poudre de lait et ont favorisé l'émergence de nouvelles entreprises laitières dans le secteur. Par ailleurs de petites unités de transformation du lait local se développent dans des villes secondaires du Sénégal. Le développement des mini laiteries s'ajoute aux PMI de transformation et de reconditionnement de la poudre de lait et contribue à la diversification des produits et marques sur le marché national.

Les produits laitiers sont identifiés par des marques et valorisés par la publicité, différentes selon leurs indications. Les marques des mini-laiteries indiquent souvent le terroir de production ou le nom du promoteur de l'unité, la culture peule est également utilisée par ces mini-laiteries, tandis que chez les industries laitières, la santé est très indiquée. Les publicités des produits laitiers qui sont pratiquées par certaines industries, indiquent la culture peule, ce qui ne reflète pas la réalité sur la nature des produits. Cette publicité mensongère tend à abuser le consommateur et rend très difficile la distinction entre les produits locaux et les produits importés

**Auteur : Demba BAKHOUM**

Mémoire de DEA

Département de Géographie Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Dakar, ISRA, 76 pages

Contact : [baxdemba@yahoo.fr](mailto:baxdemba@yahoo.fr) ou [djibydia@gmail.com](mailto:djibydia@gmail.com)

### ***Commercialisation du lait et des produits laitiers dans la ville de Bobo-Dioulasso : Détermination de la fourchette des prix acceptables pour le consommateur***

---

L'étude visait à analyser la perception des consommateurs face aux prix du lait et des produits laitiers (LPL). Elle a été menée dans la ville de Bobo-Dioulasso, deuxième pôle de consommation du LPL au Burkina Faso. Les résultats montrent que les consommateurs sont sensibles au prix avec une fourchette de prix acceptables variant entre 135 et 240 F CFA pour le ¼ du litre de yaourt. Les analyses doivent être approfondies en élargissant la gamme des produits et l'échantillon d'étude.

**Auteur : Hermann W.S. BASSEPE**

Stage d'entreprise

Institut du Développement Rural/Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso (IDR/UPB)

Bobo-Dioulasso, CIRDES

Contacts : [wepia1@yahoo.fr](mailto:wepia1@yahoo.fr) ou [hseyini@yahoo.com](mailto:hseyini@yahoo.com)

### ***Analyse de la diversification des systèmes de production agricole vers l'activité laitière : Cas de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)***

---

L'étude cherche à cerner les pratiques d'introduction et/ou d'amélioration de la production laitière dans les systèmes de production périurbains de Bobo-Dioulasso. Elle est placée dans le prolongement du diagnostic des élevages de 2001 et basée sur le suivi de 41 exploitations à faibles intrants et 5 élevages à

visée commerciale. Plusieurs stratégies participent alors à l'orientation des activités vers la production laitière. Parmi elle, la sécurisation foncière, la diversification des sources de revenus, les actions de promotion du lait local, l'adoption de l'approche filière comme outil d'aide à la décision,...

**Auteur : Zoumana TOU**

Mémoire d'Ingénieur

Institut du Développement Rural/Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso (IDR/UPB)

Bobo-Dioulasso, CIRDES

Contact : [touzoumana@yahoo.fr](mailto:touzoumana@yahoo.fr) ou [hseyni@yahoo.com](mailto:hseyni@yahoo.com)

### **Analyse des facteurs de compétitivité de la filière laitière locale : Cas de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)**

---

L'étude porte sur la compétitivité de la filière laitière locale à partir de l'exemple de Bobo-Dioulasso. Elle est basée sur l'analyse des stratégies et des comptes d'exploitation des principaux acteurs de la filière. Au maillon production, l'étude a été placée dans le prolongement du diagnostic de 2001 et les résultats révèlent des marges brutes de 111 F CFA par litre dans les élevages à faibles intrants contre 8 F CFA/l dans les élevages semi-intensifs. Dans les élevages intensifiés par contre, si l'on tient compte de l'amortissement des bâtiments et autres infrastructures lourdes, la production du lait engendre une perte de l'ordre de 58 F CFA/l. En ce qui concerne les maillons transformation et distribution, l'activité est partout rentable avec une marge plus élevée pour le fromage. La concurrence entre lait importé et lait local ne semble pas se jouer en termes de prix mais plutôt en termes de qualité et de disponibilité.

Malgré les améliorations récentes sur le plan organisationnel, la filière reste vulnérable du fait de l'incertitude de l'offre. La saisonnalité de la production se répercute en effet, sur les niveaux d'approvisionnement des unités de transformation et sur les prix du marché. La pérennité de la filière passe alors par l'adoption de stratégies de sécurisation de l'offre (arrangements contractuels), de réduction des coûts de production, d'organisation des acteurs et d'amélioration de son environnement institutionnel.

**Auteur : Ousmane W. KABORE**

Mémoire d'Ingénieur

Institut du Développement Rural/Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso (IDR/UPB)

Bobo-Dioulasso, CIRDES

Contact : [wendkabo@yahoo.fr](mailto:wendkabo@yahoo.fr) ou [hseyni@yahoo.com](mailto:hseyni@yahoo.com)

### **Analyse de la consommation du lait et des produits laitiers : Cas de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)**

---

L'étude vise à comprendre les déterminants de la consommation du lait et des produits laitiers. Elle a été menée à Bobo-Dioulasso, second pôle urbain du Burkina Faso. L'enquête de type individu avait concerné plus de 250 personnes échantillonnées selon la méthode des quotas. Les résultats révèlent une corrélation positive entre le revenu et les dépenses consacrées au lait et produits laitiers. Ils mettent également en exergue le rôle de la situation matrimoniale avec des dépenses plus importantes pour les mariés.

L'hygiène (évoquée par 26% de l'échantillon), le prix (22%), le goût (17%), la disponibilité (10 %), l'emballage (10 %), la facilité d'usage (7 %) et la conservation (7 %) constituent également autant de critères affectant la décision des consommateurs. Dans le cas spécifique du prix, l'analyse de la sensibilité révèle une fourchette de prix acceptables de 500 à 550 FCFA le litre pour le lait pasteurisé contre 1 000 et 1 400 F CFA le kg de yaourt.

**Auteur : Eric PALE**

Mémoire d'Ingénieur

Institut du Développement Rural/Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso (IDR-UPB)

Bobo-Dioulasso, CIRDES

Contact : [zeldabf@yahoo.fr](mailto:zeldabf@yahoo.fr) ou [hseyni@yahoo.com](mailto:hseyni@yahoo.com)

### **Analyse de la consommation du lait et des produits laitiers dans la ville de Ouagadougou (Burkina Faso)**

---

L'étude a tenté de cerner les caractéristiques de la consommation de lait et des produits laitiers. Elle a été menée à Ouagadougou sur un échantillon de 120 individus. Elle met alors en évidence un marché non négligeable pour les produits laitiers locaux, en particulier pour le lait frais et le yaourt. Cependant, plusieurs facteurs influencent la consommation. Parmi eux, le prix et le revenu des populations restent les principaux obstacles à la consommation des produits laitiers locaux, en particulier le lait frais local dont les substituts importés (lait concentré et lait en poudre) coûtent moins chers. Ces produits sont consommés par la majorité de la population, parce que leurs prix sont compatibles avec le pouvoir d'achat de la population locale.

**Auteur : Hermann DOANIO**

Mémoire de DEA

Université de Ouagadougou, Programme de Troisième Cycle Inter universitaire (DEA/PTCI)

Kamboinsé, INERA

Contact : [souleymane.ouedraogo@messrs.gov.bf](mailto:souleymane.ouedraogo@messrs.gov.bf) ou [hseyeni@yahoo.com](mailto:hseyeni@yahoo.com)

### **Analyse de la compétitivité de la filière laitière locale dans la zone périurbaine de Ouagadougou (Burkina Faso)**

---

L'étude a analysé les facteurs de compétitivité de la filière locale à partir de l'exemple de Ouagadougou et ses environs. Elle se base sur le calcul des marges réalisées par les acteurs des différents maillons de la filière, le calcul du coût en ressources domestiques des systèmes de transformation et par l'évaluation du niveau de protection de l'activité de production du lait. L'approche comptable et l'approche des prix de référence ont servi de cadre conceptuel.

Les résultats montrent d'une part, que le prix des produits laitiers locaux est plus influencé par les marges que le coût de production et de transformation et/ou distribution. D'autre part, que le système de transformation artisanale valorise mieux les ressources locales que les autres systèmes : le coût en ressource domestique est partout inférieur l'unité. Enfin que le coefficient de protection nominale est supérieur à l'unité, ce qui montre que les éleveurs sont protégés bien que le niveau de protection ne puisse pas permettre une rentabilisation de l'activité des fermes modernes. Pour une meilleure compétitivité du lait local, une hausse du niveau de taxation du lait importé s'avère nécessaire, de même que la poursuite des actions d'amélioration génétique des animaux et de promotion du lait local.

**Auteur : Issa ZONGO**

Mémoire de DEA

Université de Ouagadougou, Programme de Troisième Cycle Inter universitaire (DEA/PTCI)

Kamboinsé, INERA

Contact : [souleymane.ouedraogo@messrs.gov.bf](mailto:souleymane.ouedraogo@messrs.gov.bf) ou [hseyeni@yahoo.com](mailto:hseyeni@yahoo.com)

### **3. NOTE DE LECTURE**

#### ***Lait : Une production dans la mondialisation***

---

« De la vache au lait, du lait à la poudre de lait, de l'Europe à l'Afrique : une production et une consommation, qui ne se rencontrent pas toujours » tel est le slogan apparu dans *Dynamiques Paysannes* du mois de décembre 2006. Ceci résulte de l'ampleur des importations de lait par la plupart des Etats de l'Afrique Subsaharienne. La production laitière mondiale a connu une forte croissance. Cependant, elle laisse entrevoir de grandes disparités à l'échelle des continents. Cette situation crée une différence nette entre pays excédentaires et pays déficitaires, ce qui se répercute sur le commerce mondial du lait. L'Afrique, en dépit d'une production faible de lait, dispose d'un potentiel laitier inexploité. La consommation de lait local est à encourager. Les producteurs locaux de lait en Afrique sortent toujours perdant dans les échanges commerciaux de lait et produits laitiers avec les pays du Nord.

Plus d'infos sur : [http://www.sosfaim.org/pdf/fr/dp/Dynam13\\_FR\\_PRINT.pdf](http://www.sosfaim.org/pdf/fr/dp/Dynam13_FR_PRINT.pdf)

### **Burkina-Faso : des laiteries se mobilisent contre les importations de lait en poudre**

Les 21 et 22 mars 2007, les représentants de 16 laiteries et de quelques groupements d'éleveurs se sont retrouvés à Ouagadougou. Le premier jour, chaque mini laiterie s'est présentée, avec son histoire et ses difficultés. Tous les intervenants ont manifesté leur fierté de maîtriser la transformation du lait frais en lait pasteurisé, en yaourt, en « dégué »... et exprimé la difficulté de la commercialisation de leurs produits. En fin de réunion, un échange informel a eu lieu, pendant lequel les laiteries ont dénoncé les méfaits des importations de lait en poudre sous forme de sac industriel de 25 kg.

Les participants ont décidé d'un plan d'action et d'un calendrier pour la mise en place d'une union de mini laiteries qui transforment exclusivement le lait local. Cinq représentants des laiteries ont été choisis pour organiser l'Assemblée constitutive de l'union avant fin juin 2007.

Plusieurs participants ont signifié qu'il fallait se mobiliser dès maintenant pour que le lait soit retenu comme produit sensible par la commission de la CEDEAO dans les négociations commerciales.

Source : Maurice Oudet, [www.abcburkina.net](http://www.abcburkina.net)

#### **4. MANIFESTATIONS**

##### **Journée de réflexion : l'environnement va-t-il remettre en question les activités d'élevage ?**

Une publication de la FAO à travers un rapport vient de faire état des effets des activités de l'élevage sur le réchauffement climatique. Ce rapport qui montre que l'élevage est davantage pollueur que tout le transport a été largement repris par les media. C'est ainsi que l'AFZ a jugé opportun d'organiser une journée de réflexion sur les thèmes abordés dans ce rapport ainsi que sur les conclusions et recommandations pour l'avenir, interpellant les zootechniciens et agronomes. Cette journée de réflexion aura lieu le 23 mai 2007 à l'amphithéâtre Tisserand AgroParisTech (ex INAPG) - 16 rue Claude Bernard - 75005 PARIS

Pour plus d'infos : Marie-Paul POULIN, [poulin@inapg.inra.fr](mailto:poulin@inapg.inra.fr) ou [afz@inapg.inra.fr](mailto:afz@inapg.inra.fr)

Bulletin préparé par : Djiby Dia, Seyni Hamadou, Guillaume Duteurtre

Coordination : Papa Nouhine Dièye et Guillaume Duteurtre

Edition : REPOL ([www.repol.info](http://www.repol.info))

Contribution à envoyer à [politiques.lait@isra.sn](mailto:politiques.lait@isra.sn)

### 1.3. Le site web du REPOL



## 2. Appui à la concertation

### 2.1. Les fiches techniques

#### Fiche politique Structuration professionnelle



## Accompagner la structuration professionnelle dans les filières laitières nationales

### Enjeux

Depuis l'indépendance, les politiques publiques, tantôt dirigistes, tantôt libérales, ont encouragé diverses formes d'organisations collectives : coopératives au lendemain des indépendances, groupements d'intérêt économique (GIE) à partir du milieu des années 80, puis fédérations et cadres de coordination plus récemment. Ces formes d'organisation répondent à la nécessité de créer des relations durables entre éleveurs et transformateurs pour sécuriser les débouchés. Elles favorisent également la mise en place de structures en mesure de défendre les intérêts des acteurs de la filière et représentent des interlocuteurs crédibles des collectivités locales et des services de l'Etat dans le cadre de l'élaboration et le suivi des politiques publiques.

La production laitière révèle des niveaux d'organisation professionnelle parmi les plus développées du secteur agricole. Aux cours des siècles passés se sont développées de par le monde des formes d'organisation collective performantes qui ont permis la gestion en commun du lait, produit fragile et fluide, en vue de son intégration rapide aux circuits de valorisation.

En Afrique de l'Ouest, où l'industrialisation laitière est encore timide, on assiste depuis quelques années à l'émergence de nouvelles formes d'organisation originales et dynamiques, associant producteurs et acteurs des filières. Leur principal rôle est de promouvoir des formes de coordination entre acteurs pour améliorer l'accès aux marchés.

### Résultats de recherche

#### Le dynamisme des organisations professionnelles.

Depuis une décennie, on assiste à un foisonnement des organisations professionnelles au Sénégal, notamment dans le secteur de l'élevage. De nombreuses formes d'organisations ont été créées, encouragées par une politique gouvernementale favorable et par divers projets résolument tournés vers l'appui aux organisations de producteurs. Cette dynamique est-elle favorable à la structuration professionnelle de la filière laitière ?

Les organisations professionnelles d'éleveurs, sous les formes de GIE, unions de producteurs, ou fédérations, ainsi que les Maisons des éleveurs et les Directoires de femmes en élevage, réparties dans les différents secteurs des productions animales, ont pour vocation d'assurer la coordination des acteurs, de faciliter leur accès aux ressources ou aux marchés, et de favoriser leur participation dans l'élaboration des politiques publiques.

Les organisations d'éleveurs et de pasteurs au Sénégal sont des groupes très hétérogènes, presque « erratiques ». Leur efficacité en termes d'action collective est très variable, voire faible. Finalement, ces organisations sectorielles apparaissent souvent comme accaparées par les « nouvelles élites locales » en lien avec le pouvoir traditionnel ou l'Etat, ou par les « élites économiques allochtones » en lien avec les acteurs internationaux et en mesure de mobiliser, avec plus ou moins de facilité, les ressources financières.

Ces organisations professionnelles prennent peu en charge le débat de fond sur le développement de l'élevage : réconcilier la vision moderniste du secteur avec celle qui considère l'élevage comme un mode de vie.

Pourtant, l'émergence de nouvelles organisations locales ou interprofessionnelles laisse à penser qu'on assiste à un changement générationnel des leaders paysans dans le secteur de l'élevage. Ces changements pourraient relancer la dynamique d'action collective.

### Les actions collectives localisées et l'émergence d'interprofessions



© M. Sall

Les organisations professionnelles les plus récentes et les plus dynamiques sont de type local, une approche qui favorise l'expression d'une dynamique de développement communautaire. En campagne, naissent des exemples d'auto-développement par le recours aux opportunités endogènes, la concertation, le plaidoyer local et la valorisation des ressources locales.

Le développement de plusieurs « mini-laiteries » en zones rurales et urbaines a suscité la mise en place d'organisations associant plusieurs corps de métiers intervenant au sein de la filière laitière : producteurs, collecteurs-livresseurs, transformateurs, distributeurs, etc. Ces organisations interprofessionnelles, nées de la nécessaire concertation entre « fournisseurs » et « utilisateurs » du lait de collecte, ont rapidement montré leur dynamisme et leur faculté de mobiliser à la fois les responsables politiques et les bailleurs de fonds. Cette nouvelle vision est centrée sur une mise en synergie des intérêts pour renforcer le pouvoir de négociation des acteurs, mais aussi leur représentativité.

On peut citer dans cette catégorie, la FENAFILS (Fédération nationale des acteurs de la filière lait local au Sénégal), le CINAFILE (Comité de l'interprofession nationale des acteurs de la filière lait local), la FEITLS (Fédération des éleveurs indépendants et transformateurs de lait du Sénégal).

En fin de compte, dans cette abondance d'initiatives, on constate un manque de clarté dans la définition du rôle des OP, dans leur mandat, et même parfois dans leur représentativité. Des espaces de concertation sont nécessaires pour mettre en cohérence ces dynamiques et favoriser les échanges d'informations.



La Fenafils, créée en 2003 a pour but de « promouvoir un développement durable de la filière laitière, unir ses membres et défendre leurs intérêts, les représenter auprès de l'Etat, des bailleurs et des partenaires au développement enfin, mettre en place un cadre de réflexion, de proposition de solutions de préservation de l'environnement et de l'hydraulique ».

Les stratégies d'action sont la mise à la disposition de ses membres les informations techniques et commerciales utiles à la profession, la coordination de la mise sur marché des productions par ses membres et engager si nécessaire toutes opérations de négociation et/ou de promotion, la mise en place de mutuelles d'épargne et de crédit, la modernisation de l'élevage en rapport avec les services techniques compétents par la promotion de la stabulation des vaches laitières.

Aujourd'hui, la Fenafils coiffe 72 organisations professionnelles de base et unités de transformation sur l'ensemble du territoire national. Elle participe à la coordination de plusieurs projets de développement des filières.

## Options politiques

Les options politiques publiques en matière d'organisation de la filière laitière nationale d'amont en aval pourraient tourner autour de 5 objectifs majeurs :

- **la reconnaissance du rôle des interprofessions** : des dispositions fortes doivent être prises pour une reconnaissance effective du rôle des interprofessions laitières comme cela est prévu dans la Loi d'orientation agro-sylvopastorale (LOASP) promulguée en 2004 qui préconise une interprofession par filière. C'est le premier jalon d'une filière forte ;
- **la création de cadres de concertation locaux** : il s'avère nécessaire d'encourager la concertation locale d'où émergent les idées qui sous-tendent l'organisation cohérente des filières locales, l'identification et les solutions aux goulots d'étranglement à chaque maillon de la filière ;
  - **la création d'un cadre de concertation nationale** : cet espace de dialogue permettra de souligner les véritables obstacles de la filière, mais aussi d'en montrer les opportunités à exploiter. Le cadre de concertation nationale élargie à tous les segments de la filière (de la production à la distribution et la consommation) est un moyen d'associer les OP dans l'élaboration des politiques. Il peut être organisé sous forme d'un observatoire ;
- **la redynamisation du Bureau du lait du Ministère de l'élevage et des partenariats avec les autres ministères et institutions publiques** : cette option permet de pérenniser les acquis en termes de recherche, de vulgarisation, de normalisation, de partenariat public-privé. Elle permettra de valoriser au mieux la production nationale de lait pour mettre en place les conditions d'une labellisation des produits nationaux
- **le renforcement des capacités des organisations professionnelles** : il s'agit de développer l'offre et les actions de formation continue des acteurs à la base pour faciliter l'introduction et l'adoption des innovations techniques, mais aussi de consolider les actions de plaidoyer notamment dans le cadre d'une économie globalisante.

© D. Dia



© D. Dia



© D. Dia



## Références bibliographiques

**BROUTIN C. (2005) :** *Note sur les interprofessions au Sénégal.* GRET, Dakar ; 13 p.

**CASTANEDA D. (2005) :** *Les organisations d'éleveurs et de pasteurs au Sénégal : approche socio-politique.* ISRA, Série « Réflexions et Perspectives », vol. 6 n°1, 64 p.

**CORNIAUX C., DUTEURTRE G., DIEYE P.N., POCCARD-CHAPUIS R., 2005 :** « Les mini-laiteries comme modèle d'organisation des filières laitières en Afrique de l'Ouest : succès et limites », in *Rev. d'élev. et de méd. Vét. Pays trop.*, 58 (4), pp. 237-243

**DIA D.(2004) :** *Compte Rendu de l'atelier de validation des TDR de la FEITLS.* ISRA-BAME ; Dakar, 14 p.

**DIA D (2003) :** *Compte Rendu de la Mission d'observation de l'Assemblée Générale Constitutive de la FENAFILS.* UCAD-ISRA Dakar, 8 p.

**DIEYE P. N., DUTEURTRE G., SISSOKHO M. M., SALL M., DIA D., (2003) :** Les mini-laiteries et la valorisation de la production laitière locale en Haute Casamance (Sénégal). *Etudes et Recherches Sahéliennes*, n 8-9 : p 149-154.

Fiche rédigée par Djiby DIA, ISRA-BAME

avec la collaboration de Guillaume Duteurtre, Papa Nuhine Dièye, Minielle Tall et Cécile Broutin



avec l'appui financier de



## Fiche politique Taxation des produits



### Taxer ou exonérer ? La filière laitière sénégalaise face aux politiques fiscales et douanières

#### Enjeux

Depuis 2000, l'ouverture des frontières aux importations alimentaires s'est accentuée en Afrique de l'Ouest. La mise en place du tarif extérieur commun (TEC) dans le cadre des nouvelles politiques commerciales et fiscales de l'UEMOA a conduit à l'abaissement des barrières tarifaires. Pour les produits laitiers, les niveaux de taxation de porte sont depuis 7 ans de l'ordre de 5%. Cette ouverture des frontières devrait s'accélérer avec la signature des Accords de partenariats économiques (APE) entre l'Union Européenne et les pays ACP qui prévoient la suppression des tarifs douaniers dès 2008 pour au moins 80% des produits.

Les négociations internationales et les campagnes des ONG ont pointé du doigt les dangers d'une libéralisation trop rapide des secteurs laitiers africains soumis à la concurrence des industries laitières les plus développées. Selon ces ONG, cette concurrence a un coût important. Pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, en 20 ans, le déficit commercial en ce qui concerne les produits laitiers s'est encore accru : il est passé de 250 à 450 millions de US\$. Ces dépenses pèsent lourd dans les balances commerciales des Etats. Mais le coût des importations à bas prix ne s'arrête pas là. Celles-ci pèsent également très fortement sur la baisse des prix des produits sur les marchés domestiques, concurrençant ainsi les productions nationales. Les prix des produits agricoles constituent en effet l'incitation à l'investissement la plus importante. Ces importations à bas prix sont donc interprétées comme un frein de plus au développement des filières agricoles et plus largement de l'ensemble de l'économie nationale.

Pourtant, les importations à bas prix de biens de consommation alimentaires comme le lait permettent aux populations urbaines d'accéder à une nourriture bon marché. L'ouverture des frontières génère donc des gains économiques pour les consommateurs. Ces gains sont d'autant plus importants que la demande en produits laitiers connaît une croissance marquée, liée à l'accroissement démographique et à l'évolution des modes de consommation. D'un point de vue global, la consommation de lait et de produits laitiers dans le monde devrait augmenter de 3.8 à 4 % par an entre 1999 et 2020, en particulier dans les pays du Sud.

Les politiques laitières sont ainsi au cœur des arbitrages entre protectionnisme et ouverture des marchés. Elles doivent trouver le juste équilibre entre la promotion de la production locale et le soutien à la consommation. Cette note présente quelques résultats de recherche qui permettent de dégager des pistes politiques, entre tentatives d'exonération et volonté de protection.

#### Résultats de recherche

##### Le lait, produit social

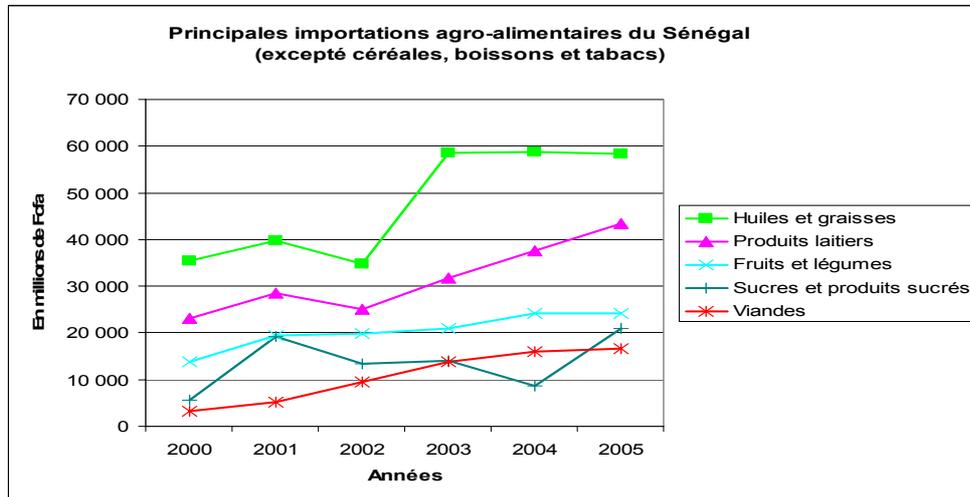
Les arguments d'une politique en faveur de la production locale sont d'autant plus justifiés que le lait est une production aux fortes implications sociales. Il représente une source de revenus stratégiques pour les producteurs des zones pastorales mais aussi pour un nombre croissant de producteurs agricoles. Il s'agit notamment des producteurs céréaliers, cotonniers ou arachidiers engagés dans un processus d'intensification de leurs exploitations et d'intégration agriculture-élevage. Au niveau de la consommation, le lait reste un produit de consommation de masse dans les villes, accessibles aux ménages les plus pauvres grâce aux importations de produits laitiers comme le lait en poudre.



© C. Broutin

Le développement des productions animales offre probablement une des meilleures opportunités pour favoriser la croissance économique dans les zones rurales de la région, en faveur notamment des petits éleveurs pauvres. Dans ce cadre, la substitution du lait en poudre par la production locale doit être au cœur des stratégies de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté rurale. Pourtant, on note au Sénégal une hausse importante de ces importations en même temps que les importations des huiles des fruits et légumes, de sucre et de viande (figure 1)

Figure1

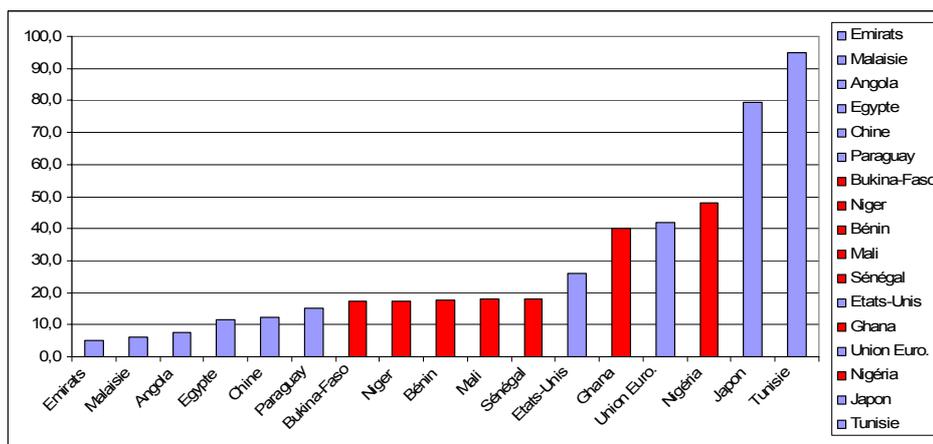


#### Des niveaux de protection variables mais en baisse

Aujourd'hui, les tarifs laitiers sont en moyenne de 24 % pour la poudre de lait, de 23 % pour les fromages et pour 28% pour le beurre. Mais ces moyennes cachent de très fortes disparités : certains pays appliquent des tarifs très élevés (ou « méga-tarifs »). C'est le cas du Japon, de la Suisse, de la Norvège, ou du Canada pour lesquels les taxes à l'importation sont supérieures à 200%. C'est aussi le cas, mais dans une moindre mesure, pour l'Union Européenne ou le Nigeria qui pratiquent des tarifs de l'ordre de 100 % pour les laits et crèmes de lait (cas de l'UE), ou pour le fromage (cas du Nigeria).

En Afrique de l'Ouest, les tarifs laitiers ont été fortement réduits depuis 2000, notamment dans les pays de l'UEMOA. Au Bénin, par exemple, il sont passés de 60 à 18 % en moyenne pour les différents produits laitiers ; au Burkina, ils sont passés de 100 à 17 %. Aujourd'hui, les tarifs appliqués en Afrique de l'Ouest sont très proches de la moyenne mondiale (figure 2).

Figure2 : niveaux des barrières tarifaires appliquées aux produits laitiers en 2005 (moyenne)



#### Des marges de manœuvre pour les pays

Le débat sur les politiques commerciales en Afrique de l'Ouest se cristallise aujourd'hui sur les marges de manœuvre dont disposent les Etats pour faire varier les barrières tarifaires. En effet, plusieurs

outils sont aujourd'hui disponibles afin de limiter l'ouverture complète des marchés pour certains produits jugés « stratégiques ». Dans le cadre de la mise en place d'un Tarif Extérieur Commun au sein de la CEDEAO (TEC-CEDEAO), il existe actuellement 4 niveaux de tarifs douaniers (ou bandes tarifaires) qui varient de 0 à 20 %, selon qu'il s'agisse d'un produit de première nécessité, d'une matière première industrielle, ou d'un bien de consommation. Les discussions portent aujourd'hui sur l'opportunité de définir une « 5<sup>ème</sup> bande » tarifaire dont le niveau serait supérieur aux 4 premières.

Dans le cadre de la négociation des APE, les discussions portent sur les critères de définition de produits « sensibles » pour lesquels la réduction des tarifs douaniers entre l'UE et les pays ACP serait progressive voire impossible. Enfin, dans le cadre des négociations à l'OMC, plusieurs pays en développement ont défendu l'idée de disposer de Mécanismes de Sauvegarde spéciale qui pourraient être déclenchés en réaction à des « poussées d'importation ». Dans le même cadre, les partenaires débattent aujourd'hui sur la notion de produits « spéciaux » pour lesquels des mesures de protection exceptionnelles pourraient être justifiées par la fragilité de certains secteurs émergents. Bien sûr, le lait figure parmi les produits éligibles aux statuts de produits « sensibles » (nomenclature APE) ou « spéciaux » (selon le vocabulaire OMC).

### La nécessaire complémentarité entre politiques commerciales et politiques sectorielles

L'établissement de politiques commerciales favorables à la production locale ne garantit pas à lui seul les conditions du développement laitier. Au contraire, la politique commerciale apparaît comme un des outils des politiques sectorielles plus vastes. Ainsi, les politiques fiscales et tarifaires doivent être accompagnées de mesures concernant l'appui technique à la production, la promotion de la transformation, l'amélioration de la qualité des produits, mais aussi les programmes sanitaires, etc.



© G.Duteurtre

En effet, il faudrait tenir compte des facteurs prix (fiscalité douanière notamment) mais aussi des facteurs autres que prix (infrastructures, organisation, logiques de qualité, etc.) dans le développement du secteur laitier au Sénégal. On peut envisager quatre cas de figures simulant la définition de politiques dans un pays donné.

Dans le premier cas, on suppose une politique limitée à une politique de prix, mais dans un contexte où les facteurs autres que prix sont déjà en place, comme dans les pays industrialisés (bons niveaux d'infrastructures, de formation et d'information, standards de qualité, etc.). La réponse de l'offre aux variations de prix est alors relativement importante.

Dans le deuxième cas, la politique engagée se résout à une politique de prix, dans un contexte où les conditions institutionnelles sont favorables mais non optimales. On suppose alors qu'une hausse de prix dans le court terme va seulement donner lieu à une faible réaction de l'offre. Cette hausse va déclencher une série d'initiatives privées pour résoudre les contraintes des facteurs non-prix. Une augmentation de prix sera une condition nécessaire mais non suffisante pour initier un progrès technique. Dans la période intermédiaire, avant que l'offre ne réagisse de manière conséquente, le niveau de prix pour les consommateurs sera élevé.

Dans le troisième cas, on suppose qu'une politique de prix est entreprise en conjonction avec des mesures éliminant les contraintes autres que le prix. Ici, une augmentation de prix seule n'est pas considérée comme suffisante, et par là, elle est mise en œuvre en combinaison avec un programme d'investissement public. Les retombées attendues de telles politiques sont importantes dans des pays à forte contrainte institutionnelle.

Dans le quatrième cas, on suppose qu'une augmentation de prix en elle-même n'est pas nécessaire et l'on engage une politique centrée sur l'amélioration des conditions institutionnelles. Tous les efforts sont concentrés sur l'élimination des contraintes autres que prix. Là aussi, les retombées attendues sont importantes. Mais le problème est alors de savoir comment le gouvernement peut acquérir des fonds suffisants pour financer les investissements nécessaires.

Ces interactions montrent la nécessité de prendre en compte l'ensemble des facteurs prix (pris en compte dans les politiques commerciales et fiscales) et hors-prix (classiquement développés dans les projets sectoriels d'appui à l'élevage) dans l'élaboration de politiques laitières cohérentes.

## Options politiques

- **Encourager la prise en compte des enjeux sociaux** de la production laitière dans les mécanismes de protection
- **Garantir un approvisionnement** en produit de base aux populations urbaines
- **Mettre en place un véritable plan de développement laitier** sur lequel pourrait s'appuyer d'éventuelles politiques commerciales limitant les effets de la libéralisation.
- **Promouvoir les travaux de recherche** susceptibles d'alimenter les négociations commerciales, notamment par des études de cas sur le secteur laitier.
- **Participer activement aux discussions sur les critères de définition des produits sensibles** dans le cadre des Accords de Partenariat Economiques UE-ACP
- **Participer aux négociations dans le cadre de l'OMC** pour justifier la mise en place de mesures de sauvegarde spéciale et des produits spéciaux.



© G. Duteurtre

### Références bibliographiques

Diarra A., Duteurtre G., 2005 : « L'analyse des politiques de prix dans les filières laitières : l'utilisation de la Matrice d'Analyse des Politiques (MAP) », Série Notes méthodologiques, Réseau de Recherche et d'Echanges sur les Politiques laitières (REPOL), Coordination ISRA-BAME, Dakar ([www.repol.sn](http://www.repol.sn)) 12 p.

Dieye P.N., Duteurtre G., Sissokho M.M., Sall M., Dia D., 2005 : « Linking Local Production to Urban Demand: the Emergence of Small-Scale Milk Processing Units in Southern Senegal », in Livestock Research for Rural Development (LRRD), 17 (4) 2005, Revue en ligne (<http://www.cipav.org.co/lrrd/lrrd17/4/diey17040.htm>)

Duteurtre G., Dieye P.N., Dia D., 2005 : « Ouverture des frontières et développement agricole dans les pays de l'UEMOA : l'Impact des importations de volailles et des produits laitiers sur la production locale au Sénégal », ISRA, Série « Etudes et Documents », vol. 8 n°1, 78 p.

Duteurtre G., 2006 : « Ouverture des frontières et politiques laitières en Afrique de l'Ouest : la cohérence entre politiques commerciales et sectorielles est-elle possible ? ». Communication à l'atelier régional « Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest ». Bamako (Mali), 29 mai-02 juin 2006 ([www.repol.sn](http://www.repol.sn)).

Duteurtre G., Dieye P.N., Dia D., Faye M.D. : 2006 : « Ouverture des marchés et développement de l'élevage au Sénégal : les politiques commerciales sont-elles « pro-poor » ? », Communication à l'atelier FAO / CREA de Sally, 8-10 mai 2006, CREA, Dakar, 13 p.

Fiche rédigée par Guillaume Duteurtre et Abdoulaye Diarra (Isra-Bame/Cirad)

avec la collaboration. de Papa Nuhine Dieye et Djiby Dia (Isra), Cécile Broutin (Gret), Minielle Tall (Imedia)



avec l'appui financier de



## Fiche politique Qualité des produits



### Améliorer la qualité des produits laitiers locaux par des démarches collectives

L'amélioration de la qualité contribue à sécuriser les débouchés de la production laitière nationale. Elle a pour objectif à la fois d'assurer la sécurité des consommateurs en mettant sur le marché des aliments sains et adaptés à leur besoins et attentes, et de promouvoir les produits laitiers locaux en valorisant leurs caractéristiques distinctives.

#### Enjeux

La qualité peut être définie comme l'ensemble des propriétés d'un produit qui lui confèrent son aptitude à satisfaire les besoins implicites ou explicites du consommateur. Elle renvoie donc à des caractéristiques d'usage et de service (distribution, facilité de préparation, emballage), des caractéristiques organoleptiques (goût, odeur), des caractéristiques symboliques et transférées (image du produit) et des caractéristiques nutritionnelles, d'hygiène et de santé. Elle revêt donc des enjeux sanitaires et commerciaux.

#### 1. Assurer la santé des consommateurs



Parce que le lait est un produit sensible sur le plan microbiologique et physico-chimique, le principal danger, qui incite à une grande vigilance des professionnels, est l'apparition de toxi-infections alimentaires collectives dues à l'ingestion de produits laitiers impropres à la consommation. Elles sont liées à la contamination de ces produits par un agent infectieux, la multiplication et/ou la survie de micro-organismes dans des conditions favorables. Cet agent infectieux peut être apporté par le cheptel, l'environnement, le matériel, les conditionnements, les matières premières et le personnel. Les pratiques et procédés de transformation et de conservation des aliments pourront ensuite créer des conditions favorables à leur développement. **La mise en place d'une politique de qualité dans les entreprises, même les plus petites, ainsi qu'en amont, au niveau de la gestion du cheptel, de la traite et de la collecte et, en aval, au niveau du circuit de distribution, est donc une priorité en termes de protection du consommateur.**

#### 2. Valoriser l'origine des produits et les caractéristiques distinctives

Les réflexions sur l'appui à l'amélioration des produits laitiers locaux renvoient également à la promotion des caractéristiques distinctives. Les démarches collectives de gestion de la qualité peuvent être des supports de valorisation de la typicité des produits locaux par la mise en exergue de leurs caractéristiques organoleptiques, nutritionnelles et symboliques (image du produit). Ces attributs des produits laitiers, issus de la production nationale, doivent aussi être reconnus par l'État et permettre aux consommateurs d'être rassurés et informés sur les produits qu'ils achètent. **L'amélioration de la qualité ne doit donc pas se limiter à la salubrité des produits mais valoriser les différentes caractéristiques du produit, notamment l'origine de la matière première.**

### 3. Accompagner les démarches collectives et l'élaboration de réglementations adaptées aux contextes de production

La transformation des produits laitiers au Sénégal est tributaire d'un grand nombre de petits producteurs et de petites entreprises. Cette organisation comporte des avantages socio-économiques. Elle conduit néanmoins à des risques spécifiques liés à l'introduction de nouvelles technologies, à l'urbanisation et l'allongement des circuits de distribution, à l'inadéquation des installations ou le manque de formation du personnel en matière d'hygiène alimentaire.

Les contrôles sur les produits ou la fermeture des entreprises utilisés par les services publics ne sont pas ainsi une réponse satisfaisante. Il est préférable de promouvoir des outils et pratiques d'autocontrôle de la qualité par la responsabilité active du producteur ou du fabricant qui doit mettre en place les moyens lui permettant d'assurer la sécurité et la salubrité des denrées alimentaires mises sur le marché. **Aider les professionnels de la filière à améliorer collectivement la qualité sanitaire et commerciale des produits mis sur le marché, est donc un enjeu important. Il comprend également la connaissance par l'État de la validité de ces démarches collectives de gestion de la qualité afin que la spécificité des conditions de production et des risques correspondant à cette activité, ainsi que la typicité des produits soient mieux prises en compte dans les normes et réglementations nationales.**

### Résultats de recherche

#### Des consommateurs mal informés mais de plus en plus attentifs à la qualité sanitaire et nutritionnelle des produits

Les consommateurs sont de plus en plus sensibles à la qualité des produits, notamment en milieu urbain, et sont prêts à payer plus chers des aliments présentant des caractéristiques sanitaires, nutritionnelles ou symboliques spécifiques. Ils souhaitent accroître la consommation de lait issu de la production nationale avec un attrait de plus en plus important pour les produits emballés le conditionnement en sachet ou en pot étant souvent perçu comme un signe de qualité. Cependant le niveau d'information insuffisant lié en partie à l'utilisation d'images et de symboles et/ou à l'absence de certaines indications sur les emballages amènent les consommateurs à croire que certains produits à base de poudre de lait importée sont issus de la production nationale.

#### Des produits « typiques » à forte connotation culturelle

Nombre de consommateurs reconnaissent dans les produits laitiers des biens de consommation à forte connotation culturelle. Les nomenclatures et savoir-faire pastoraux font partie intégrante de l'identité de nombreuses populations, même en milieu urbain. Cet héritage culturel s'illustre dans la grande diversité des produits (*laits de ferme, laits caillés, beurres*) et des préparations culinaires à base de lait (*lakh, fondé, cakry, etc.*). Les produits laitiers de type européen comme le lait et poudre, le lait pasteurisé ou le beurre symbolisent la modernité, la santé et la convivialité. **Les produits laitiers sont donc au cœur de la recomposition des identités urbaines, entre tradition et modernité.**

#### Des risques à connaître et à maîtriser pour améliorer la qualité des produits laitiers

Le principal danger à redouter pour les professionnels est la contamination des produits laitiers par des agents infectieux ou micro-organismes. Les autres dangers sont la contamination du lait par des résidus chimiques, notamment les antibiotiques, ou les autres impuretés, présentes dans les matières premières ou introduites au cours du traitement. **Repérer et connaître les risques tout au long de la filière, de la production à la distribution des produits est un gage d'amélioration de la qualité et de préservation de la santé publique.**

L'éleveur doit surveiller la **santé de l'animal**, qui a un impact sur la qualité et la quantité de lait produit. Les principaux dangers proviennent de l'atteinte des vaches par la tuberculose, la brucellose ou la fièvre Q



Suivi de l'état de santé des animaux et conseils aux éleveurs. GBPH, 2005

car les micro-organismes sont présents dans le lait. Les infections de la mamelle (mammites) peuvent aussi entraîner une contamination du lait. Par ailleurs, lorsque les animaux ont été traités avec des antibiotiques, des résidus peuvent subsister dans le lait empêchant la fermentation.

**Au niveau de la traite**, les pis de la vache peuvent être à l'origine de contaminations du lait s'ils ne sont pas bien nettoyés. Le mouvement de la queue de l'animal présente un risque d'apport d'agents infectieux. Certaines pratiques de traite (trempier les mains dans le lait pour lubrifier les pis, ou une mauvaise hygiène des trayeurs ...) contribuent à augmenter le nombre de micro organismes présents dans le lait.

**La durée de la collecte peut accroître les risques** car pendant le temps de livraison, la température du lait s'élève favorisant la multiplication des micro-organismes.

L'utilisation de bidons en plastique à petite ouverture (par exemple anciens bidons à huile) pour le transport présente des risques car ils sont difficilement lavables.

Les risques proviennent également **des autres matières premières**. L'eau constitue un vecteur potentiel de contamination microbienne. Un ferment de mauvaise qualité, en dehors du défaut de caillage, pourrait souiller le lait avec des germes indésirables. Il en est de même pour le sucre ou les arômes stockés dans de mauvaises conditions.

**Le personnel de traite, les employés des unités laitières ou les visiteurs, représentent une source majeure de contamination microbienne**. Les sources et les vecteurs de contaminations sont liés à l'état de santé du personnel et des micro-organismes naturellement présents sur la chevelure, les mains, les vêtements ou les chaussures.

**Des étapes de transformation** sont également à surveiller et à maîtriser, notamment la pasteurisation, la fermentation, le conditionnement et les conditions de stockage et de livraison des produits.

**Le matériel et les linges et tissus utilisés** pour les diverses manipulations ou conservation représentent également un risque majeur de contamination (avant la pasteurisation) et de re-contamination (après la pasteurisation), du fait de son contact régulier avec la matière première. Ce risque devient plus élevé lorsque ce matériel est inadapté (en bois), mal ou insuffisamment lavés et désinfectés.

Enfin **la conception des locaux**, les surfaces de contacts et l'air ambiant sont autant de facteurs de risques de contamination microbienne du lait que le producteur doit maîtriser.

### Des démarches et méthodes accessibles à tous les acteurs des filières laitières

Les textes internationaux, comme le *Codex alimentarius*, qui définissent les principes généraux d'hygiène à adopter pour les industries de transformation alimentaire sont basés sur l'utilisation de la méthode HACCP (Hazard analysis critical control points) ou l'analyse de danger et détermination des points critiques. Ils prévoient également le recours aux guides de bonnes pratiques, pour définir, dans chaque secteur de production, selon sa spécificité. **Les bonnes pratiques de fabrication peuvent contribuer à assurer la sécurité du consommateur.**



© Franck Boyer (Agence Kamikazz)

Le développement des petites unités de pasteurisation au Sénégal nécessite de définir des nouvelles pratiques de gestion de la qualité

Les guides de bonnes pratiques d'hygiène (GBPH) fournissent à certains industriels des éléments pratiques pour initier une démarche HACCP détaillée, adaptée à leur entreprise. Ils s'adaptent davantage aux petites entreprises de transformation et aux éleveurs. En effet ils permettent aux professionnels de mutualiser les premières étapes de la démarche HACCP (identification des risques) et de développer des éléments de maîtrise concrets et adaptés à leur structure d'entreprise. Une telle démarche d'élaboration de GBPH pour la transformation laitière, a été mise en œuvre au Sénégal et au Burkina Faso avec l'appui du Gret et de la coopération française. Basée sur la concertation entre les professionnels et les services de l'Etat, avec la collaboration des autres acteurs institutionnels (laboratoires, recherche, développement, normalisation, association de consommateurs), elle a permis d'identifier les risques, en

mettant en perspective les réglementations, les normes et les pratiques mises en œuvre par les acteurs de la filière.

Les débats ont abouti à la définition de points clefs à maîtriser (cf. encadré) et à l'élaboration d'un certain nombre de procédures et de pratiques, applicables par les acteurs en tenant compte de la réalité locale, qui permettent d'accéder à des niveaux de qualité sanitaire satisfaisants. Dans ce processus, le point de vue des experts comme celui des acteurs de terrain sont pris en compte.

Le guide élaboré au Sénégal s'adresse aux micro et petites entreprises artisanales et semi-industrielles qui transforment le lait cru ou le lait en poudre en lait pasteurisé, lait caillé, yaourt.

La maîtrise des risques repose sur deux piliers essentiels :

- la maîtrise des dangers liés à la transformation du lait par la compétence des opérateurs ;
- la maîtrise de la qualité du lait – matière première par la pasteurisation.

Les recommandations privilégient des gestes d'hygiène simples (travail dans un environnement et avec du matériel propres et désinfectés, lavage des mains avant la transformation, vêtements adaptés, évacuation des déchets, maintien de la chaîne du froid, ...), et l'utilisation d'équipements courants maintenus dans un parfait état de propreté.

#### Les points clefs pour la maîtrise des dangers

##### Porter attention à la santé du cheptel

##### Respecter l'hygiène de la traite

##### Surveiller les conditions et la durée de transport du lait

##### Contrôler la qualité du lait cru à la réception

##### Surveiller la qualité des autres matières premières

- Veiller à la qualité de l'eau, source potentielle de contamination
- Bien choisir et stocker correctement les ferments et les autres matières premières

##### Surveiller l'état de santé du personnel et le respect des règles d'hygiène

##### Maîtriser les étapes de fabrication

- Pasteuriser systématiquement le lait cru et reconstitué
- Refroidir rapidement le lait après pasteurisation
- Maîtriser la technologie de fermentation
- Bien conditionner et étiqueter les produits
- Respecter la chaîne du froid à la livraison

##### Veiller à la propreté du matériel et à un rangement efficace

##### Bien concevoir les locaux, les maintenir propres dans un environnement propre

##### Assurer un nettoyage et une désinfection efficace du matériel et des locaux

## Options politiques

Les travaux de recherche sur l'amélioration de la qualité des produits laitiers locaux amènent à formuler des recommandations pour l'élaboration des politiques publiques adaptées :

Le **guide de bonnes pratiques d'hygiène**, élaboré collectivement par l'État et les organisations professionnelles, avec l'appui de la recherche et du développement, **doit être largement diffusé et transposé en supports d'information et de formation** pour tous les acteurs de la filière lait, les organismes d'appui et les agents de l'État. Il est également nécessaire de réfléchir aux modalités qui permettront que son application puisse donner aux professionnels une reconnaissance de qualité. On peut penser par exemple à l'**appui à la création de marques commerciales, de marques collectives ou de labels** susceptibles de promouvoir l'adoption des bonnes pratiques recommandées pour la gestion du « lait de collecte ».

L'état doit se donner les moyens de **mieux connaître et suivre la situation sanitaire du bétail**. Les autorités compétences et les projets intervenant dans les zones de collecte doivent élaborer des recommandations pour les éleveurs en fonction de la prévalence des maladies et les sensibiliser aux dangers liés à la consommation des produits laitiers des vaches atteintes.

**Des recherches** doivent être menées **pour améliorer la maîtrise des procédés de transformation** (notamment fermentation, conservation des produits) et **la connaissance des caractéristiques des produits laitiers** en tenant compte des attentes des consommateurs qui doivent être également mieux étudiées et connues.

L'information auprès des consommateurs doit être améliorée conformément à la législation en vigueur au Sénégal. Les emballages doivent mentionner clairement l'origine de la matière première, afin que les produits à base de lait de collecte puissent être différenciés des produits fabriqués à base de poudre importée. Les produits contenant des matières grasses végétales ne doivent pas être qualifiés de « lait ». Les messages publicitaires et les images sur les emballages doivent être conformes à la nature du produit. Les connaissances sur la spécificité des produits locaux doivent être communiquées auprès des consommateurs.

Enfin la réglementation souvent obsolète ou peu adaptée ainsi que les normes doivent être actualisés dans le cadre d'une concertation multi-acteurs, et la performance des systèmes de contrôle doit être améliorée.

## Références bibliographiques

Broutin C. Francois M., Niculescu N., 2006, *Gestion de la qualité dans la transformation laitière : Expérimentation d'une démarche d'élaboration concertée de guides de bonnes pratiques d'hygiène au Sénégal et au Burkina*, Atelier sous régional « vers de nouvelles politiques laitières », Bamako, juin 2006, 9p. [www.gret.org](http://www.gret.org)

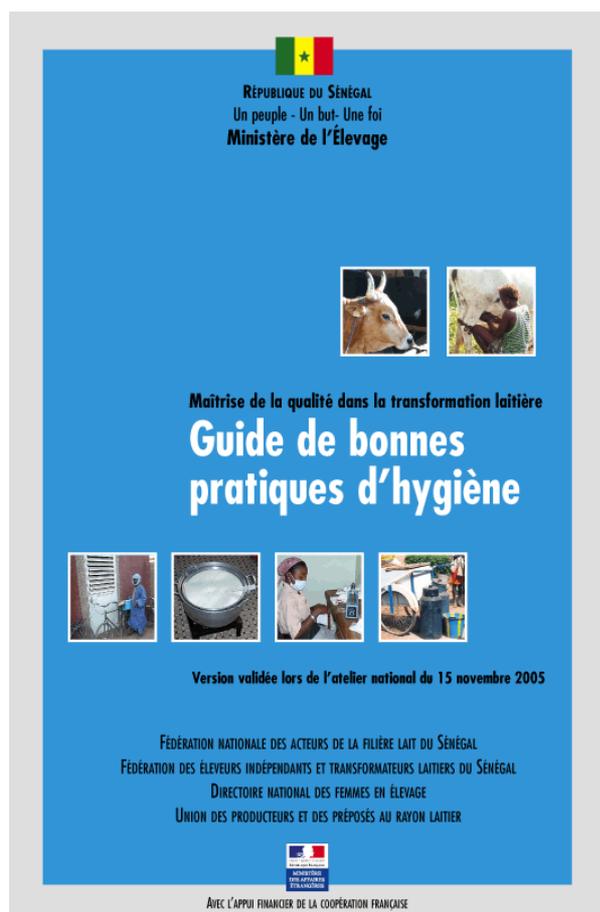
Dia D., Broutin C., 2005, Compte-rendu de l'atelier national de restitution de la démarche d'élaboration d'un guide de bonnes pratiques d'hygiène pour la maîtrise de la qualité dans la transformation laitière, GRET, Ministère de l'élevage, MAE, Sénégal, 16p.

Duteurtre G., 2003, Normes exogènes et traditions locales : la problématique de la qualité dans les filières laitières africaines, Séminaire Lait sain au Sahel, Bamako, 24 février-1<sup>er</sup> mars 2003.

Infoconseil, PAOA, 2005, État des lieux de la filière lait au Sénégal, Gret, Enda graf, Paoa, Dakar, [www.infoconseil.sn](http://www.infoconseil.sn)

Lompo L., Niculescu N., Broutin C., 2005, Compte-rendu de l'atelier régional de restitution de la démarche d'élaboration d'un guide de bonnes pratiques d'hygiène pour la maîtrise de la qualité dans la transformation laitière, GRET, MAE, 44p.

Ministère de l'élevage, FENAFILS, FEITLS, DINFEI, UPPRAL, 2005, Maîtrise de la qualité dans la transformation laitière au Sénégal : guide de bonnes pratiques d'hygiène, [www.gret.org](http://www.gret.org), [www.repol.info](http://www.repol.info)



Fiche rédigée par de Cécile Broutin, Gret, ([broutin@gret.org](mailto:broutin@gret.org))

avec la collaboration de Guillaume Duteurtre (Cirad), Pape Nuhine Dieye, Djiby Dia (Isra), Minielle Tall (Imedia).



avec l'appui financier de



## 2.2. Les comptes-rendus de réunions

### Compte-rendu de la réunion de présentation du projet « Politiques laitières » aux partenaires Sénégal

Le 19 novembre 2004, de 11 h à 12 h 30, s'est tenue dans les locaux de la Direction Générale de l'ISRA (pièce 32), une réunion sur le Projet « Politiques Laitières » intitulé « **Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : Options politiques pour des filières laitières compétitives et durables** »

L'ordre du jour a été la présentation du projet aux partenaires et questions diverses.

Ont pris part à cette réunion :

- ✓ Papa Nouhine DIEYE, Chercheur ISRA/CRZ de Kolda ;
- ✓ Issa SIDIBE, Chef d'unité de recherche (URBIO) au CIRDES, Ouagadougou ;
- ✓ Mian O. KOUSSOU, Laboratoire de Farcha, Njaména ;
- ✓ Abdoulaye K. DIENG, Chargé de la Formation du réseau GRAINE, Dakar ;
- ✓ Kalidou T. BA, Président de la FEITLS, Dakar ;
- ✓ Fatou THIAM, Chargée de la Formation, réseau GRAINE, Dakar ;
- ✓ Ibrahima BA, Président du Réseau GRAINE, Secrétaire administratif de la FEITLS ;
- ✓ Moussa SALL, Assistant de Recherche, ISRA/CRZ Kolda ;
- ✓ Cheikh LY, Service Economie Rurale de l'EISMV, Coordinateur Initiative Pro-Poor de la FAO, Dakar ;
- ✓ Guillaume DUTEURTRE, Chercheur ISRA-BAME, Dakar ;
- ✓ Djiby DIA, Thésard Département Géographie UCAD, Stagiaire ISRA-BAME.

En introduction, Papa Nouhine DIEYE a procédé à une présentation du projet « **Politiques Laitières** ». Le projet a pour objectif de contribuer à l'élaboration des politiques publiques nationales et régionales visant la diversification des systèmes de production agricole et l'accès aux marchés laitiers. Il se limite aux filières laitières dans la zone UEMOA.

Cette option passe par :

- *la production de connaissances scientifiques régionales* par les activités de recherche
- *le renforcement des cadres de concertation nationale et régionale* en vue d'élaborer des politiques publiques dans le secteur laitier ;
- *la formation de ressources humaines* impliquées dans l'élaboration de politiques laitières et dans les recherches scientifiques sur le secteur laitier. C'est ainsi que le REPOL envisage de consolider le noyau de thésards déjà existant sur la filière lait ;

- *Les échanges et l'information* pour favoriser une communication entre acteurs et un meilleur partage des expériences.

Le projet, prévu pour durer 2 ans, a obtenu un financement de 80 millions de FCFA de la CORAF/WECARD. La coordination sera assurée par l'ISRA-BAME.

La première année est consacrée à la recherche et à la formation. La deuxième année sera réservée à la formulation de politiques. Trois ateliers sont prévus : au démarrage, à mi-parcours et en fin de projet.

Le projet renforcera le partenariat entre la recherche, le développement et les OP dans les pays suivants : Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad, Sénégal. Il identifie également des partenaires régionaux et internationaux dans différents pays. Ce sont : le Laboratoire de Farcha (Tchad), l'Université de Yaoundé (Cameroun), le CIRAD (France), l'Université de Nanterre (France), l'ILRI (Nairobi au Kenya), la Commission de l'UEMOA, la Plate-forme multi-bailleurs de l'Afrique de l'Ouest (*hub*), ...

Un tour de table a permis aux participants de poser des questions sur la démarche du projet et de dégager des idées sur les orientations à prendre.

Les contributions des uns et des autres ont rappelé la nécessité de bien comprendre cette notion de réseau autour du projet. Ceci oblige à chacun de jouer pleinement son rôle afin de trouver les conditions de travail fonctionnel et optimal notamment dans le contexte de modicité des financements (80 millions à partager aux 4 pays qui constituent le projet). D'où la nécessité d'insister sur le réseau, en profiter, exploiter les opportunités et pérenniser les acquis. La philosophie de ce réseau est ainsi de créer une plateforme d'informations sur le lait pour arriver à contribuer à la formulation de politiques dans ce secteur.

La nécessité de faire circuler les informations est également apparue dans les discussions. Cette information doit être très précise et doit descendre jusqu'à la base. Cela permet de favoriser les échanges entre organisations de producteurs, commerçants, bref tous les acteurs. En réalité, les rapports entre acteurs sont si étroits qu'aucun segment ne doit être occulté. La recherche ne saurait être conduite sans associer les producteurs, de même les échanges ainsi que la concertation laissent la place aux producteurs pour identifier les besoins de recherche et de renforcement des capacités. La recherche ne fait que fournir des éléments d'appréciation, des informations utiles pour susciter un forum, le reste étant dévolu à la volonté publique et à la capacité de mobilisation des acteurs à la base.

A titre d'exemple, les études monographiques permettent de rendre l'information disponible et accessible. La distribution est vite facilitée par le projet.

La création d'un site web pour le compte du projet facilitera la circulation de l'information surtout entre pays.

En ce qui concerne la formation, il ressort du tour de table que celle-ci est administrée aux leaders et à l'administration à travers des sessions et par la diffusion de fiches techniques.

Les échanges scientifiques adossés sur le réseau de thésards représentent également une grande dynamique de formation par le partenariat et les échanges de méthodologies.

La recommandation issue de cette réunion est que l'ensemble des OP doivent être invités pour évoluer collectivement dans la mesure où la liberté d'association est grande au Sénégal. Il est admis que c'est dans la diversité et l'indépendance qu'il y a progrès et épanouissement.

Le projet démarre en principe en début d'année 2005. Le premier atelier (lancement) sera organisé vers le mois de mars 2005.

## Compte-rendu de la réunion de l'équipe Sénégal du projet « Politiques laitières » du 15 mars 2005

Mardi 15 mars 2005 de 9 :00 à 12 :00

à l'ISRA Bel Air

### Ordre du jour de la réunion

1. Tour de table des participants et présentation des activités de recherche et de développement déjà en cours sur les filières laitières au Sénégal
2. Rappel des objectifs du projet régional CORAF et programmation des activités
3. Avancement du travail de synthèse bibliographique sur la filière laitière au Sénégal
4. Statut du Réseau REPOL

### Etaient présents

**Alioune BA**, enseignant-chercheur au département de géographique de Faculté de Lettres et Sciences Humaines de l'UCAD (Université Cheikh Anta Diop de Dakar), [baliouneca@yahoo.fr](mailto:baliouneca@yahoo.fr), (562 34 44)

**Ibrahima BA**, Secrétaire Administratif. de la FEITLS (Fédération des Eleveurs Indépendants et Transformateurs de Lait du Sénégal), [graine@sunumail.sn](mailto:graine@sunumail.sn), (505 22 93)

**Maty BA DIAO**, chercheuse ISRA-LNERV, [mbdiao@sentoo.sn](mailto:mbdiao@sentoo.sn) (641 19 58 / 832 36 78)

**Cécile BROUTIN**, représentante du GRET (Groupe de Recherches et d'Echanges Technologiques), [broutin@gret.org](mailto:broutin@gret.org) (849 34 38 / 633 40 70)

**Djiby DIA**, doctorant en géographie à l'UCAD, stagiaire BAME (Bureau d'Analyses Macro-économiques de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles), [djibsdia@yahoo.fr](mailto:djibsdia@yahoo.fr) (832 23 13 / 640 93 35)

**Joseph DIOUF**, FEITLS, [joseph\\_diof@yahoo.fr](mailto:joseph_diof@yahoo.fr), (680 08 86 / 835 86 07)

**Guillaume DUTEURTRE**, chercheur BAME, [gduteurtre@isra.sn](mailto:gduteurtre@isra.sn) (832 23 13 / 544 27 30)

**Cheikh LY**, Enseignant-chercheur à l'EISMV (Ecole Inter-Etats de Sciences et Médecine Vétérinaires), responsable du Département d'économie, [chly@refer.sn](mailto:chly@refer.sn) (865 10 08)

**Moussa MBAYE**, Chef de la Division « Productions Animales » de la DIREL (Direction de l'Elevage du Ministère de l'Elevage), [msbayer@hotmail.com](mailto:msbayer@hotmail.com) (823 43 99 / 684 52 65)

**Thiayedia NDIAYE**, SG adjoint de la FENAFILS (Fédération Nationale des Acteurs de la Filière Lait Local au Sénégal), [adid@arc.sn](mailto:adid@arc.sn) (548 51 31)

**Cheikh Mbacké NDIONE**, chercheur BAME, représentant la chef du BAME, [bame@isra.sn](mailto:bame@isra.sn) (832 23 13)

### 1. Activités en cours sur le thème des filières laitières au Sénégal

La réunion a été présidée par Cheikh Mbacké Ndione, représentant le chef du BAME. Il a demandé aux personnes présentes de faire le point de leurs activités en cours sur la filière laitière.

**Dans le cadre du Programme INCO sur le rôle des PME** (clôturé en 2004), des études ont été menées par le GRET en relation avec d'autres partenaires comme ENDA. Elles ont porté notamment sur l'analyse de la filière lait ; les PME laitières ; la consommation de lait à Dakar et à Kolda (C. Broutin).

**Le Programme Info-Conseil** financé par l'OCDE la Coopération Française inclut des activités d'appui aux petites entreprises laitières, notamment des formations en marketing ou des conseils pour améliorer l'accès aux marchés. L'organisation de tests de dégustation de produits laitiers permet également

d'encourager la qualité des produits locaux. Ce programme vise l'amélioration de l'accès à l'information au profit des entreprises

Un projet d'un an pour élaborer un guide de bonnes pratiques et d'hygiène du lait est également en cours (C. Broutin).

**Le Projet d'élaboration de Guides de Bonnes Pratiques** coordonné par le GRET est un projet d'un an financé par la Coopération française. Il vise à élaborer en partenariat avec les acteurs des filières un guide de bonnes pratiques et d'hygiène du lait. Deux ateliers de synthèse sont prévus : un atelier national en septembre 2005 et un atelier sous régional UEMOA à Ouagadougou en décembre 2005 (C. Broutin).

**Le Département de Géographie de l'UCAD participe à l'encadrement d'étudiants** préparant des mémoires de Maîtrise, de DEA ou des thèses touchant à la problématique du développement. Il s'agit notamment de la thèse de Djiby DIA (A. Ba)

**Le cours du département de Géographie de l'UCAD sur « Sociétés et stratégies pastorales en Afrique occidentale »** autrefois dispensé par le Pr Cheikh BA est actuellement tenu par Alioune BA ; Ce dernier a par ailleurs travaillé autour de ces questions avec le CPE-FAPIS, avec ENDA dans la Vallée du Fleuve Sénégal, et dans le cadre du Pôle Pastoral Zone Sèches (PPZS) (A. Ba).

**Le Service d'économie rurale et de Gestion de l'EISMV** encadre actuellement plusieurs thèses sur la filière laitière dans les zones de Nguékokh et de Dahra, ainsi que sur la consommation de produits laitiers à Dakar. Le Service est aussi impliqué dans une étude en partenariat avec le Ministère de l'Education (Groupe d'Etude de l'éducation dans la population) sur la consommation de produits laitiers à Dakar. L'objectif de cette étude est d'impliquer des élèves du cours secondaire dans des enquêtes alimentaires auprès de leurs familles. Dans un premier temps, les enquêtes concernent les produits laitiers. Puis viendront les autres produits comme les huiles, ... (Ch. Ly).

**Le Programme pour des Politiques d'Élevage en faveur des Pauvres de la FAO** (Programme « Pro-Poor ») a réalisé des études bibliographiques sur les services dans la filière laitière. Des ateliers de restitution locaux ont permis de mettre en place des plates-formes d'action locales à Dahra, Kolda et Nguékokh. La deuxième phase des travaux devrait probablement se concentrer sur le site de Dahra pour mener des actions de recherche-développement. Il s'agira de voir comment les organisations peuvent se mettre ensemble pour structurer une filière laitière dynamique prenant en compte tous les aspects relatifs à l'hygiène, la qualité, ... (Ch. Ly).

**Le Bureau d'Analyses Macro-économiques de l'ISRA** est impliqué dans l'encadrement de plusieurs thèses sur les filières laitières en Afrique. Il s'agit notamment des thèses de Papa Nuhine Dieye et de Djiby Dia au Sénégal, de Véronique Sioussaram au Niger, de Koussou Mian Oundanang au Tchad et de Jean-Marie Essomba et Amélie Chaboud au Cameroun (G.Dueteurtre).

**Le Pôle de services de Kolda** vise à coordonner les actions de recherche et de développement menées dans les régions de Kolda et de Tambacounda en appui au secteur de l'élevage. Il implique notamment l'Isra, la Sodefitec et Vétérinaires Sans Frontières. Le Pôle travaille en particulier avec les acteurs de la filière laitière qui se sont récemment fédérés autour du CINAFFILL (Comité Interprofessionnel National des Acteurs de la Filière lait Local) (G.Dueteurtre).

**Le Laboratoire National d'Élevage et de Recherches Vétérinaires (LNERV) de l'ISRA** participe à différents projets de recherche sur la production laitière. Il s'agit notamment du Projet PROCORDEL (en phase de clôture) et qui était chargé de réaliser une analyse des performances techniques et économiques des élevages métis, du projet CORAF « Cultures fourragères » (en cours de démarrage). Il y a également eu de nombreux travaux sur les élevages laitiers dans la zone des Niayes (M. Ba Diao).

**La Direction de l'Élevage (DIREL)** participe actuellement à l'élaboration du **Projet de Développement des Marchés Agricoles au Sénégal (PDMAS)** financé par la Banque Mondiale et l'Agence Française de Développement. Le volet élevage du PDMAS (qui doit durer 3 ans) comprend notamment des actions d'appui à 3 filières : la filière « viande rouge », la filière « poulet de chair » ; et la filière « lait ». Un des objectifs du projet est d'encourager la participation coordonnée des acteurs dans le pilotage des filières particulièrement la filière laitière où il est noté un réel problème de coordination. Il ya un besoin de travailler en partenariat avec les interprofessions) (M. Mbaye).

**La DIREL travaille sur la mise en place d'accords-cadres « public-privé » y compris les consommateurs** dans les différents domaines du secteur de l'élevage, surtout sur le développement des marchés. Une méthodologie est en cours d'élaboration qui comprend un diagnostic institutionnel et l'identification de besoins d'appuis (M. Mbaye).

## 2. Structuration professionnelle des acteurs de la filière

Les participants à la réunion ont beaucoup débattu de la **structuration professionnelle** de la filière.

**La Fédération Nationale des Acteurs de la Filière Lait local au Sénégal (FENAFILS)** a pour objectif de fédérer les acteurs de la filière pour une meilleure prise en compte de leurs préoccupations par les décideurs politiques. Elle est basée à Tambacounda.

L'expérience de Kolda est fascinante. Cependant, il reste beaucoup à faire sur la filière locale. La solution est de tendre une oreille attentive aux acteurs à la base.(T. Ndiaye).

**La Fédération des Eleveurs Indépendants et des Transformateurs Laitiers (FEITLS)** vise à faciliter le commerce des produits laitiers et l'accès au crédit. Elle est basée à Dakar et possède des relais dans les régions. Elle est affiliée au Réseau « Graine » et bénéficie de l'appui du PAPES. Un des objectifs prioritaires de la FEITLS est de mettre en place des centres de groupage et d'achats. Elle vise aussi à favoriser l'accès de ses membres au crédit (J. Diouf / I. Ba).

**Le Comité Interprofessionnel National des Acteurs de la Filière Lait local (CINAFILL)** vise aussi à fédérer les acteurs de la filière. Il s'appuie sur des membres localisés dans la zone cotonnière, c'est-à-dire dans les régions de Kolda, de Tambacounda et de Kaolack. Il est constitué d'un collège de producteurs, d'un collège de Transformateurs, un collège de collecteurs-transporteurs et un collège de RTPA (Techniciens assurant les Relais Techniques de Productions Animales) (D. Dia).

Les participants ont noté la tendance des acteurs à **multiplier les instances de représentation** nationales (Fédérations). Ils ont reconnu la nécessité que les acteurs s'organisent dans leur diversité. Ils ont aussi souligné qu'il était important que les fédérations nationales s'appuient sur des organisations locales et régionales dynamiques. Mais ils ont aussi convenu que les organismes d'appui et les bailleurs de fonds ne devaient pas encourager la duplication des organisations professionnelles et interprofessionnelles, dès lors qu'elles avaient vocation à « fédérer ». C'est ce qui tend à saper le dynamisme des filières locales.

Enfin, il a été souligné que la **circulation de l'information** favorisait la mise en cohérence des actions de développement financées par les organismes d'appui.

Par analogie avec la filière laitière, les participants ont rendu compte de l'existence de deux interprofessions avicoles : la FAFA (Fédération des Acteurs de la Filière Avicole) et l'UNAFI (Union Nationale des Acteurs de la Filière Avicole). Ch. Ly a évoqué la constitution récente d'un « Comité d'initiative pour l'unification des acteurs de la filière avicole » au sein du COTAVI (Collectif des Techniciens en Aviculture).

La recherche se doit de trouver les moyens d'unifier les organisations. C'est une question de recherche assez préoccupante et le REPOL pourrait même y réfléchir.

## 3. Projet CORAF : objectifs et programmation des activités

Le projet a été présenté par G. Duteurtre (document de projet en fichier pdf disponible sur demande)

Le projet CORAF a pour objectifs de :

1. *Produire des connaissances scientifiques régionales* sur l'analyse des marchés et de la demande en lait et produits laitiers, l'analyse des facteurs de compétitivité des filières laitières locales, la compréhension des déterminants de la diversification des systèmes agricoles vers la production laitière, et la formulation d'options politiques pour renforcer l'accès des petits producteurs aux marchés ;
2. *Renforcer la concertation nationale et régionale* pour l'élaboration de politiques publiques dans le secteur laitier
3. *Contribuer à la formation de ressources humaines* impliquées dans l'élaboration de politiques laitières (acteurs de la filière, services d'encadrement, OP, ONG, administrations ...) et dans les recherches scientifiques sur le secteur laitier (étudiants, techniciens, ingénieurs, chercheurs).

Ces objectifs devraient permettre d'atteindre les résultats suivants :

- *La production* de rapports, d'articles scientifiques et de vulgarisation, de communication à des séminaires sur l'évolution des marchés laitiers, sur les facteurs de compétitivité des filières locales, sur la diversification de l'agriculture et sur les options de politiques laitères
- *L'animation du REPOL* (Réseau régional de Recherches sur les Politiques Laitières en Afrique de l'Ouest) incluant la mise en place d'un site web, la production de notes de synthèses et des échanges avec les experts de l'UEMOA.
- *L'organisation en fin de projet d'un séminaire régional* sur les politiques publiques et la compétitivité des filières laitères en Afrique de l'Ouest
- *L'animation d'instances de concertation nationales* impliquant chercheurs, décideurs, ONGs et organisations professionnelles et permettant la formation et l'information des acteurs du secteur laitier sur les résultats scientifiques du projet
- *La rédaction d'un ouvrage de synthèse* destiné aux acteurs et décideurs, faisant le bilan des recherches et des cadres de concertation en fin de projet.
- *La formation des acteurs et décideurs* lors de sessions de diffusion et vulgarisation des résultats de recherche
- *La formation des chercheurs* du projet aux techniques de recherche-action et aux choix méthodologiques communs, par un atelier en début de projet regroupant toute l'équipe de recherche.
- *La réalisation de 12 thèses de doctorat* et l'encadrement de stagiaires (EISMV, ENSA Thiès, Faculté d'agronomie de Niamey, Ecole polytechnique de Katibougou)

Le programme du projet inclut à court terme :

- La réalisation d'une synthèse bibliographique par pays sur la filière laitière (mai 2005)
- L'organisation d'un atelier de démarrage régional (début juin 2005)
- La confection d'un site web du REPOL (juillet 2005)
- Le lancement des activités de recherche, de concertation et de formation (mi 2005)

Un groupe de travail « site web » a été constitué. Il comprend Ibrahima Ba, Thiayédia Ndiaye, Alioune Ba, Cécile Broutin, Cheikh Ly, Guillaume Duteurtre. Ce groupe est chargé de réfléchir à des propositions de site qui seront présentées lors de l'atelier de lancement.

Un groupe de travail « Atelier de lancement » a été constitué. Il comprend Ibrahima Ba, Thiayédia Ndiaye, Guillaume Duteurtre, Moussa Mbaye, Djiby Dia.

#### 4. Synthèse bibliographique

Actuellement, des documents de synthèse sont disponibles sur le thème des systèmes de production laitiers (M. Ba Diao), des performances de la filière (P.N. Dieye), des importations et de la consommation (C. Broutin), du transport (D. Dia), de la démarche filière (C. M. Ndione).

Il a été suggéré que ces documents soient complétés par :

- Une introduction sur le contexte général de l'agriculture et de l'élevage au Sénégal : stratégies traditionnelles et modernes ; les nouvelles dynamiques (Alioune Ba et D Dia)
- Une synthèse sur les services d'appui à la filière (Ch. Ly / rapport FAO « Pro-Poor »)
- Une synthèse sur le financement de la production (Ibrahima Ba)
- Une note sur la démarche « guide de bonnes pratiques » (Cécile Broutin)
- Un répertoire des organismes agissant dans le domaine de la production laitière (T. Ndiaye)
- Une liste des documents disponibles : compléter les références déjà rassemblées par C Broutin (Cécile Broutin)
- Une liste des publications des membres du Réseau (Guillaume Duteurtre)

## **5. Statut du réseau REPOL**

Les participants ont confirmé leur intérêt à participer à un réseau informel d'échanges sur les politiques laitières dont le secrétariat pourrait être assuré (au moins au démarrage) par l'ISRA-BAME. Ils ont rappelé que pour être efficace rapidement, ce réseau devait :

- Ne pas être lié à un seul projet (recherche de financements)
- Ne pas être institutionnalisé mais plutôt s'appuyer sur un réseau d'individus
- Ne pas être « accaparé » par une ou plusieurs institutions
- Avoir un secrétariat tournant
- Passer par des « structures relais » nationales
- Etre porté par des structures politiques (OP ou institutions régionales)
- Favoriser à la fois la circulation « transversale » d'informations (entre pays, entre chercheurs, entre transformateurs, entre producteurs, etc.) et la circulation « verticale » (entre acteurs des filières, entre chercheurs et décideurs, etc.). Pour cela, des groupes d'échanges pourraient être constitués : groupe « Sénégal », groupe « thésards », groupe « chercheurs », groupe « OP », etc.

D'autre part, il a été recommandé (C. Broutin) que le REPOL prenne contact avec la « Plateforme pour le développement rural et la Sécurité alimentaire » (hub) qui partage un certain nombre d'objectifs communs avec le REPOL.

La réunion s'est clôturée à 12 :00

## Compte-rendu de la réunion préparatoire de la Journée mondiale du lait (1er juin 2005)

LNERV, mardi 03 mai 2005

### **Questions posées**

- Quel message veut-on faire passer ? Public-cible ?
- Sous quelle forme organiser la journée ? Contenu ?
- Qui va l'organiser ?

### **Etaient présents :**

Guillaume Duteurtre, ISRA/BAME  
Thiayedja Ndiaye, FENAFILS

Ibrahima Ba, Réseau GRAINE

Kalidou Thierno Ba, FEITLS

Abdoulaye Diarra, ISRA/BAME (Etudiant en DESS)

Etienne Montaigne, ENSA Montpellier (en mission au Sénégal dans le cadre de la thèse de PN Dièye)

Mme Maty Ba Diao, ISRA/LNERV

Se sont excusées : Cécile Broutin du GRET et Safiétou Touré Fall de ISRA/LNERV

### **Points discutés et principales conclusions**

1. Il a été retenu de célébrer « cette fête » en une demi-journée pour seulement marquer l'événement cette année compte-tenu des délais très courts et de l'organisation dans la même période de l'atelier de démarrage du projet CORAF-politiques laitières. Pour les années à venir, le 1<sup>er</sup> juin devra être une date à retenir par l'ensemble des acteurs de la filière et pourrait être un moment fort de réflexion sur la filière laitière.
2. Il a été proposé d'organiser une conférence-débat suivie d'une séance de présentation et de dégustation de produits laitiers. Les populations devront être largement informées grâce à la présence des médias (télévision, radios, presse écrite).
3. Il a été également proposé d'élaborer une plaquette de présentation (valeurs nutritionnelles du lait, organisations des producteurs, organismes d'appuis techniques et financiers, etc.).
4. Plusieurs propositions ont été faites sur le type de message
  - a. Importance du lait (plan nutritionnel, sociologique ou économique)
  - b. Valorisation du lait local (innovations, diversité)
  - c. Nécessité d'une politique laitière cohérente

5. Des slogans comme « Buvez du lait, c'est la vie », « le Peul produit et le Sénégalais boit », « Consommer du lait, c'est la santé » ont été avancés. Toutefois, l'appui d'un spécialiste de la communication sera nécessaire.
  
6. Un comité d'organisation de la journée n'a pas pu être mis en place compte-tenu du nombre faible de participants à la réunion.

### **Conclusion**

Il n'y a pas eu de décision définitive prise. Il est demandé à tous de réfléchir sur ces différents points et de venir avec des propositions concrètes à la prochaine réunion prévue le vendredi 13 mai 2005 à 9 heures au LNERV à Hann. D'autres partenaires devraient être invités à cette réunion : ITA, ADEPME, PAPAES/ONUUDI, POAO, PAPEL

Maty Ba Diao

## Compte-rendu de la réunion de coordination de l'équipe Sénégal du projet « Politiques laitières » du 3 avril 2006

**Lundi 3 avril 2006 ; ISRA-DG, salle 55, à 14:30**

**Présents** : Cécile BROUTIN, Djiby DIA, Guillaume DUTEURTRE

**Excusés** : Papa Nouhine DIEYE, Maty BA DIAO

### **Ordre du jour :**

- Etat des Financements
- Activités réalisées
- Programme d'activités pour les mois à venir
- Atelier Bamako
- Divers

### **1. Etat des Financements**

Attente du virement du Coraf avant fin avril pour approvisionnement des comptes.

Attention : réserver dès que possible les billets d'avion pour Bamako. Voir si on peut financer les billets à partir de Dakar.

### **2. Activités réalisées**

#### **Stage d'Abdoulaye DIARRA**

► *Demander à Abdoulaye DIARRA de corriger son rapport (partie sur les importations) puis diffuser le rapport.*

#### **Stage d'Amadou NDIAYE**

► *Peut-on éditer un rapport ? Présenter une communication à partir du rapport à l'atelier de Bamako ?*

► *Peut-on prendre en charge le thème du métissage, transversal à ces 2 études ? Peut-on avoir des éléments pour porter un avis sur les programmes d'insémination ?*

#### **Thèse de Djiby DIA**

Tenue d'une réunion du comité de pilotage.

Restitution à Kolda d'une étude sur la cartographie des bassins d'approvisionnement de Kolda à la demande des producteurs de Kolda (CINAFILL).

Terrain à Dahra et à Dakar.

Dakar : entretien auprès des entreprises laitières (Keur Moussa, Kirène, Mamelles Jaboot. Reste à visiter : Laiterie Dakaroise, Satrec) et des grandes fermes (Wayembame, Niacoulrab. Reste à visiter : Mbouss, Pastagri, Keur Normand).

Thèmes abordés :

Approvisionnement matière première

Qualité des produits (analyses par l'Institut Pasteur commanditées par certains clients)

Stratégies des fermes intensives

Marketing des laiteries

► *Diffuser le rapport de mission de D. Dia sur le Pôle de services*

### **Thèse de P.N. Dieye**

Phase de rédaction à Montpellier jusqu'en mai 2006. Soutenance prévue le 20 juin 2006 à Montpellier.

**Etude Info-conseil** : actualisation des données sur l'offre de produits laitiers à Dakar. Communication prévue à Bamako en co-signant avec A. Tandia. Valorisation des données DPS.

**Guide Bonnes pratiques d'hygiène** : Démarche aboutie au Sénégal et au Burkina-Faso, guide publié et en cours de diffusion. Disponible sur le site du Gret en téléchargement.

**Appui méthodo** de C. Broutin sur les enquêtes consommation Burkina-Faso, échanges sur les questionnaires Mali, etc.

### **3. Programme d'activités**

**Enquête conso Dakar** : Idée : travailler avec des étudiants de l'ENEA. En attente du budget.

**Thèse Djiby Dia** : finir les enquêtes terrain et rédaction

**Thèse Diarra** : partenariat à formaliser

### **4. Atelier Bamako**

Communications prévues (*en italique : résumé envoyé*).

*Ndiaye A. et al. : « Le lait dans les stratégies de diversification des revenus des agro-pasteurs de la région de Fatik »*

*Dia D. et al. : « Organisation spatiale de la production laitière au Sénégal : des quartiers Mewutu aux nouvelles dynamiques en milieu rural »*

Duteurtre G. et al : Qu'est-ce qu'une politique laitière ? Réflexion à partir des expériences de plusieurs pays du Nord et du Sud

Broutin C. et Al. : « Evolution de l'offre de produits laitiers à Dakar »

Broutin C. et al. : « Etude de consommation lait Dakar (ou à Kolda) 2002 »

Broutin C. et al : « Risques sanitaires et maîtrise de la qualité dans la transformation à petite échelle »  
ou bien : « Démarche de guide de bonnes pratiques »

Attention : résumés à envoyer dès que possible.

## **5. Divers**

**Projet de Notes politiques** : Voir dernière journée de l'atelier.

Voir régulation étatique au niveau d'un bureau interministériel mais avec acteurs privés. Réguler les intérêts divergents.

Statuts REPOL : des projets de statuts ont été rédigés pour formaliser l'association « REPOL ».

► *Diffuser projets de statuts REPOL aux collègues du projet*

La réunion est clôturée à 17 :00

## Compte-rendu de la réunion de coordination du Projet « Politiques laitières » du 27 septembre 2006

Mercredi 27 septembre 2006, ISRA-DG

### **Ordre du jour :**

1. CR de la mission d'évaluation
2. Etat d'avancement des activités
3. Activités de concertation et de valorisation :
  - Programmation de l'atelier national de concertation
  - Travail sur les fiches techniques
  - Rédaction des synthèses
  - Numéro spécial Revue EMVT
4. Présentation du draft du projet d'atelier régional final
5. Divers

### **Mission d'évaluation**

Evaluateur principal : Samba Ly, DG INERA

1<sup>er</sup> jour : présentation du projet avec remise de documents

2<sup>e</sup> jour : visite d'exploitations : Mme Diaw et Niacoulrab

3<sup>e</sup> jour : restitution

Aspect important : diffusion de l'information : articles, revues, bulletins d'information, concertation

Préciser le niveau de participation d'autres projets (technique et financier)

Synthèse finale : insister sur le caractère régional

Volet financier : problème de qualité de facture avec le Niger

Voir avec le CORAF la possibilité de faire une mission au Niger (comptable Isra ou répondant du coraf au Niger)

### **Activités de concertation, valorisation**

Urgence : **organisation de l'atelier national de concertation**

Envisager quelque chose de similaire à la journée du lait de 2005

Thème : Emballages, réglementation : faire une note d'information, un point de presse, thème ne pouvant pas susciter des discussions

Thèmes : collecte du lait : échange d'expériences entre zone comme Kolda et zone de Saint-louis où intervient la BADEA ?

Relancer l'idée de la lactoperoxydase

Expérience de la Sodefitec : enjeu est de financer les services avec la production de lait et de maïs (diversification de la production de coton). Production de lait : 600 millions injectés dans le système de collecte ; mais un seul site fonctionnel : Kolda. Voir avec cette structure la cohérence de la politique d'appui au secteur laitier : mini-laiteries ou industries ?

Prise en charge de l'atelier ?

Possibilité de cofinancement avec CFSI (10 000 euros mobilisables en octobre)

Voir avec la Coopération Suisse et la FAO (Dr Kaboré : un TCP lait en préparation pour le Sénégal)

Cécile Broutin a RV à la FAO : pourrait demander une participation

Rencontres /prise de rendez-vous

Sodefitec : Pape Nuhine, Cécile Broutin

Coopération Suisse : Pape Nuhine

Fao : Cécile Broutin

Draft : Guillaume Duteurtre et Djiby Dia

Invités d'autres pays : Table filière, Dayana Nono

Invités Sénégal : Direl, Papel, OP, PAOA, PAPES/onudi

Date : début décembre 2006

### **Notes politiques :**

Note de 2-4 pages : envoi à tous les journaux ; si pas de réaction prise en charge d'un journaliste

Existe une note politique laitière au Sénégal écrite par Djiby Dia à revoir

Emballages de produits : Cécile Broutin et Demba Bakhoum (réactualiser la carte de Cécile Broutin avec commentaires)

Ouverture des barrières douanières : Abdoulaye Diarra, Guillaume Duteurtre et Papa Nuhine Dièye

Guide de bonne pratique : Cécile Broutin

Insémination artificielle : Maty Ba Diao, Nuhine Dièye

Mission à prévoir sur Touba-Mbacké pour voir la situation de l'IA.

**Mardi du BAME** à prévoir pour discuter de la politique laitière

Organiser en rapport avec la Direl ? Exposé sur les stratégies de l'état par leur représentant

Exposé du Bame : donner des chiffres sur les résultats de recherche

Date : 7 novembre

### **REPOL**

Inscription : 7 dont 2 du Sénégal

Relance de l'information auprès des structures : ISRA, CORAF, Inter-réseaux

Adhésion : Amadou Tidiane Dieng de Kirène (a invité le Bame pour une visite de l'usine), Pierre Ndiaye de Jaboot, Abdoulaye Gouro du Cirdes

Institutionnalisation : dossier récupéré ; pièces à fournir : procès verbal, statut, liste des membres fondateurs, timbres (20 000) ; demande adressée au Gouverneur s/c du préfet de Grand Dakar

### **Etat d'avancement des activités**

*Stage de Demba Bakhoum* : Indications territoriales, culturelles dans les marques, les emballages des produits laitiers au Sénégal

Fin du stage

- Kolda : 5 Unités laitières enquêtées, 50 consommateurs, 25 distributeurs
- Linguère : 3 Unités laitières, 20 consommateurs, 10 distributeurs
- Dakar : zone de distribution de la Satrec 100 consommateurs et 50 distributeurs ; à compléter avec les enquêtes d'unités de transformation (Rendez-vous pris avec Jaboot)

Rapport à terminer avant le 20 novembre

*Stage Xavier Desmoulins* : Voir doc de Cécile

Rapport sorti ; faire un résumé et réfléchir sur les notes à rédiger à partir de ce travail

Enquêtes futures : pendant le ramadan et période hors ramadan sur les noms et usages

A compléter avec les résultats de Demba Bakhoum sur la nomenclature des ustensiles et produits dans les villages de Kolda.

Présentation du draft du projet d'atelier régional (renvoyé au lundi 02 oct à 15h)

Numéro spécial de la revue EMVT

## Compte-rendu de la réunion d'évaluation de l'atelier de concertation nationale

« *Sécuriser les débouchés pour dynamiser la production laitière nationale* »

Vendredi 8 juin 2007, Bureau d'appui à la Coopération Sénégalo-Suisse

Présents : Babacar Sene, Abder Benderdouche, Djiby Dia, Guillaume Duteurtre, Adama Faye, Bocar Diaw, Marie-Françoise Boissy, Farmara Sarr.

### **Bilan financier**

- **SCAC** : transmettre facture définitive Imédia de 1 100 000 Fcfa au SCAC
- **Coop Suisse** : OK. Justificatifs OK
- **CDE** : en attente du responsable qui sera de retour la semaine prochaine. Justificatifs OK. Sud-Quotidien a été pré-financé par FENAFILS. Sud-Quotidien et Banderolles a été préfinancé par la FENAFILS.
- **GRET** : règlement sur place par le GRET
- **ISRA-BAME** : OK
- **PAOA** : OK

Au total, le budget de l'atelier a été ajusté à 6 690 000 Fcfa

### **Bilan technique**

DVD de l'atelier : disponible la semaine prochaine.

**Compte-rendu de l'atelier** : Alpha Sow indisponible. Donc rapport pris en charge par Djiby Dia et Abdoulaye Diarra.

Plan du Compte-rendu de l'atelier : 50 pages

#### **1. Compte-rendu de la première session :**

- Mot de président de la Fenafils
- Introduction de Papa Nuhine Dieye
- Présentations des résultats de recherche
- Présentation des expériences
- Synthèse de la première journée

#### **2. Compte-rendu du Forum du lait**

- Discours du DIREL
- Synthèse de débats
- CR de la conférence de presse

### 3. Revue de presse

- 2 articles sortis dans la presse + reportage Sud-Radio
- Support DVD : pourrait être utilisé pour informer des médias internationaux
- Numéro spécial agro-pasteur
- Publi-reportage dans quotidiens (Le Soleil).

Problème : le Ministre n'est pas venu + élections législatives.

### 3. Annexes

- Liste des participants
- Présentations en images
- Photos

### Perspectives

#### Commentaires sur le Rapport :

Faire ressortir les débats sur la nouvelle donne du marché mondial du lait et les perspectives offertes par la hausse du lait importé.

Pour la prochaine fois : anticiper sur les questions de communications et presse.

#### Autres formes de diffusion des résultats de l'atelier

Diffusion auprès des producteurs, sur les radios locales, faire ressortir ce qui a été dit auprès des producteurs. Utilisation possible du Pôle de service (budget Coopération Suisse).

- *Tournée nationale de restitution prévue par la FENAFILS à partir du 20 juin jusqu'au 19 juillet : Fatick, Kaolack, Tamba, Kolda : support vidéo commenté dans des langues nationales*
- *Diffusion sur 2 ou 4 pages auprès des décideurs des conclusions de l'atelier.*
- *Présenter une note sur la stratégie vis-à-vis de l'envolée des prix.*
- *Voir élaboration 4ème note politique à envoyer par mail projet + valider par une petite réunion.*

#### Évaluation de la FENAFILS

Nous trouvons que l'atelier a été une réussite, grâce à l'implication de toutes les parties, notamment dans le comité et financièrement.

Les gens ont apprécié le déroulement de l'atelier. Les gens ne se sont pas toujours retrouvés car les présentations d'expériences n'ont pas toutes fait ressortir le thème de l'atelier. Certaines présentations n'ont pas assez pris en compte le thème de l'atelier.

Du côté de la presse, cela a été un fiasco. Nous avons été déçus.

Déception que la Ministre n'ait pas été présente.

Du point de vue de la FEITLS, cet atelier n'a pas été bien perçu non plus. Mais nous avons fait le maximum. Nous souhaitons que les acteurs de la filière soient tous unis.

Nous avons dit : il faut continuer ce comité et l'élargir pour qu'il commence déjà à réfléchir à l'organisation de l'année prochaine.

Il faut que la Journée du lait soit une fête ouverte au public, avec manifestations culturelles et promotion des produits. Donc organiser une « **Foire du lait** » en 2008.

Sur le Plan national : nous avons commencé à élaborer un plan sur la base d'une consultation permettant de rendre compte de la vision des acteurs. : « Programme de développement de la filière lait local au Sénégal » : Etat des lieux et proposition des acteurs.

Nous prévoyons de le soumettre aux autres acteurs (privés et services d'appui) sous la forme d'un atelier de présentation.

**Remarques de Adama Faye :**

Il aurait fallu préparer plus en avance cet atelier.

Ne pourrait-on pas avoir un comité où on se rencontre régulièrement

Dans le rapport il faut parler en avance de l'atelier.

Peut-on soumettre le programme National au Comité d'organisation de la journée du lait ?

La FENAFILS doit travailler là-dessus.

**Conclusion**

Peut-on insérer dans le rapport un mot du président de la FENAFILS ? Déclaration du président de la FENAFILS. Tracer des perspectives. Voir ce qu'a dit Awa Diallo : qu'enfin on considère le lait comme une cause nationale.

La réunion est close à 17 :20

## 2.3. Les comptes-rendus d'ateliers

### Compte-rendu atelier Bamako (29 mai-2 juin 2006)

L'atelier régional à mi-parcours sur le thème « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* » s'inscrit dans le cadre des concertations régionales du projet « **Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : Options politiques pour des filières laitières compétitives et durables** ». Cet atelier s'est tenu à Bamako du 29 mai au 02 juin 2006, soit un an après l'atelier de démarrage du projet, tenu à Dakar du 2005.

L'atelier a regroupé une quarantaine de participants (le Ministère de l'Agriculture du Mali, l'IER, le CNRA, la Chambre d'Agriculture du District de Bamako, les acteurs, des services de développement et de recherche venus du Burkina-Faso, du Cameroun, de France, du Kenya, du Mali, du Niger, du Sénégal, de la Suisse et du Tchad.

Les objectifs de l'atelier étaient :

- d'évaluer l'état d'exécution des activités de recherche, de concertation et de formation menées dans les différents pays ;
- de discuter des résultats préliminaires du projet entre partenaires du projet et personnes ressources impliquées dans le REPOL ;
- de programmer les activités prévues en dernière année du projet : édition de documents, soutenance de thèses, organisation de réunions de concertation, séminaire de fin de projet.

En marge de l'atelier, la Journée Mondiale du Lait, a été célébrée la matinée du 01 juin 2006, afin de restituer les résultats partiels du projet aux acteurs de la filière laitière malienne.

Les sessions de présentation des communications ont porté sur 4 thèmes : les déterminants de la consommation, la compétitivité des filières, la diversification des systèmes de production et les options politiques pour des filières laitières compétitives et durables.

### Déroulement de l'atelier

L'atelier s'est déroulé en 4 étapes :

- une visite de terrain ;
- des présentations de communications ;
- l'organisation de la journée mondiale du lait.
- la programmation des activités futures

### Visites de terrain

La visite de terrain a concerné 3 sites : un site de production, un site de collecte et un site de transformation industrielle.

La visite d'une unité de production a permis au groupe d'échanger autour des conditions de production laitière, des stratégies d'intensification, de la gestion de la commercialisation.

La visite du centre de collecte de Kassela, encadré par VSF-Suisse/Cab-Demeso, et de 2 fermes, a rendu compte du dynamisme de la collecte artisanale organisée autour d'un groupement de producteurs, mais également des différentes contraintes liées aux coûts de production et à la gestion de commercialisation.

Enfin, la visite de l'Unité de transformation industrielle Eurolait, qui commercialise sous franchise des produits des marques Candia et Yoplait, a permis au groupe de mieux comprendre les stratégies de valorisation de la poudre importée et les perspectives envisagées par cette industrie pour augmenter la collecte de lait local.

Une séance de restitution de ces visites, organisée l'après-midi du premier jour, a permis à l'ensemble des participants d'échanger autour de ces impressions de terrain.

## Présentation des communications

L'atelier a enregistré 23 communications en sessions abordant les différents aspects de la filière lait (techniques, sociologiques, économiques, spatialisation, consommation, transformation, politiques, réglementation, formation et concertation des acteurs,) et une série de 4 communications en hors session.

L'exposition des résultats de recherche a été faite en 5 sessions de présentation orale suivie de débats :

### **Session 1 : Notes introductives**

Elles ont fait l'objet de trois présentations.

La première est intitulée « **Les avatars de la laiterie en Afrique de l'Ouest au miroir de l'expérience historique européenne** ». Elle tente de montrer qu'un regard de longue période sur l'industrialisation laitière relativise les analyses que l'on peut faire des situations africaines présentes. Il en résulte qu'il est possible d'isoler des questions techniques pointues : comme celle de l'amélioration génétique du cheptel, d'une réflexion plus large sur les transformations des structures sociales, dans les campagnes (offre de produits laitiers) comme dans les villes (demande de produit laitier) africaines.

La seconde s'intitule « **Accès aux marchés et politiques de développement de l'élevage en Afrique de l'Ouest : le cas du lait** ». Elle montre que le **lait est un produit stratégique en Afrique de l'Ouest mais que** les politiques publiques n'ont jusqu'à présent pas cherché à favoriser un meilleur accès au marché des produits locaux. **Les enjeux des politiques de développement laitier** impliquent des mesures urgentes à mettre en œuvre pour améliorer l'accès au marché des petits producteurs.

La dernière présentation sur le thème « **Travailler en réseaux : l'expérience du projet « Politiques laitières** » montre à travers un cas pratique que la construction de nouvelles compétences est exigée par la nécessité de prendre en compte les dimensions socio- économiques des stratégies des acteurs. Ainsi, pour les instituts de recherche sur l'élevage, qui avaient construit leur reconnaissance et leurs savoir-faire sur les disciplines techniques telles que les sciences vétérinaires, l'agronomie ou le pastoralisme, l'évolution conduit à basculer progressivement des compétences « disciplinaires » à dominante technique à des compétences « thématiques, trans- et multidisciplinaire » à dominante socio- économique.

### **Session 2 : Marchés laitiers : analyse de la consommation et de ses déterminants**

La session 2 a enregistré 4 communications :

« **Marché du lait et des produits laitiers à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) : caractéristiques et principaux déterminants de la consommation** » ;

« **La consommation de produits laitiers dans les villes maliennes : une analyse de marché pour mieux piloter la filière** »

« **Analyse de la consommation du lait et des produits laitiers dans la ville de Niamey au Niger** »

« **Les déterminants de la consommation du lait caillé et des autres produits laitiers à Dakar : quelles opportunités de conquête du marché par les produits locaux ?** »

Il est ressorti de cette session la nécessité de mettre l'accent sur le problème méthodologique des enquêtes « déclaratives », notamment pour l'évaluation des quantités consommées. Pour autant les études « consommation » étaient prioritaires dans le cadre du projet dans la mesure où ce sont des données souvent inexistantes, surtout au Niger, au Burkina et au Mali (rappelons qu'une idée directrice du projet est qu'il est nécessaire de bien connaître le marché pour mieux orienter les politiques laitières).

### **Session 3 : Les déterminants de la compétitivité des filières laitières**

Cinq communications étaient au menu.

**«Hygiène des produits et politiques de développement des filières laitières locales au sahel : la qualité comme facteur de compétitivité ».** Cette communication a soulevé des questions importantes notamment celle de savoir s'il faut un standard de normes différent pour le marché local et un autre pour le marché national/ international. Elle préconise également que le prix soit fonction de la qualité du lait, autrement, les producteurs ne feront pas l'effort de continuer à pratiquer une bonne hygiène

#### **Compétitivité des produits laitiers locaux : vers une standardisation du féné, un lait spontanément fermenté au Mali**

Cette communication montre que les facteurs de la variabilité de la qualité et du goût sont les saisons, et aussi les laits qui sont mélangés. Cependant, cette grande variabilité n'est pas toujours mauvaise. Le féné est un produit pas connu de tous. Il est important de mettre en place une nomenclature en langue vernaculaire pour les différents pays.

#### **Prix et disponibilité des produits laitiers dans les villes du Mali**

L'objectif était d'établir une hiérarchie des facteurs déterminants de la compétitivité des produits laitiers et la place des produits locaux. Il ressort de cette problématique que le prix et la disponibilité restent des facteurs essentiels.

Par ailleurs, le prix des produits importés varie en fonction de la marque et du volume de conditionnement.

Par ailleurs, on note que la dévaluation du FCFC n'a pas permis au secteur informel de décoller pour répondre à la demande.

#### **L'organisation spatiale de la production laitière au Sénégal : des quartiers « meewtu » aux nouvelles dynamiques en milieu rural**

L'objectif est de comprendre les déterminants de la localisation spatiale de la production laitière. Des circuits de vente du lait local, au nombre de 3 sont identifiés :

- les ventes locales à la ferme ;
- les ventes de produits laitiers industriels ;
- les mini-laiteries artisanales valorisant lait de vache ou lait de chèvre

La spécialisation des territoires est abordée par cette communication.

#### **Le rentabilisme dans les micro et petites entreprises laitières au Cameroun : l'anormalité face à la normalisation**

Elle montre que les principales fonctions de commercialisation sont dans les mains des promoteurs qui ciblent les marchés de proximité pour diminuer la distance entre producteurs et consommateurs. Les promoteurs sont souvent des hommes, jeunes et d'éducation moyenne.

### **Session 4 : Innovation et diversification des systèmes de production**

La première communication a porté sur la diversification des systèmes de production agricole vers l'activité de production laitière à Bobo-Dioulasso. Elle s'inscrivait dans le prolongement du diagnostic des élevages périurbains de Bobo-Dioulasso effectué en 2002. Elle a abordé :

- les caractéristiques générales des élevages enquêtés
- les objectifs de production par type d'élevage
- les stratégies d'amélioration génétique
- l'alimentation et la santé des animaux

La seconde communication a porté sur la typologie des exploitations approvisionnant en lait les villes de Sikasso et Ségou au Mali. Elle a permis de caractériser la diversité des exploitations d'élevage et de définir les types d'exploitation des troupeaux bovins laitiers. Elle met en évidence l'existence d'une grande diversité de fonctionnement et de type d'exploitation.

L'évolution spatio-temporelle de la commercialisation « des laits peuls » autour de la ville de Niamey a été la troisième communication. Elle a montré qu'aujourd'hui, la vente du lait frais se généralise chez les Peuls et qu'il existe une jonction entre un système traditionnel de production et de collecte du lait entièrement prise en main par des initiatives spontanées et un système industriel de traitement du lait collecté qui lui est aux mains des laiteries. De même, l'exposé aborde les relations homme/femme dans la gestion du lait en faisant observer que si les femmes peules occupent une place historique dans la filière traditionnelle, il y a aujourd'hui une diversification ethnique et de genre des acteurs. Le lait n'est plus seulement une affaire de femmes peules.

La quatrième communication porte sur la caractérisation des systèmes de production laitière et analyse des stratégies de valorisation du lait en milieu rural et périurbain au Niger : le cas de la CUN et de la commune rurale de Filingué. Ce travail a caractérisé les systèmes de production, identifié les obstacles à la diversification, proposé des solutions et fixé les priorités de recherche ou de développement ultérieures. Il présente en même temps les stratégies de valorisation du lait dans les deux zones d'études (urbaine et rurale) et expose les principales contraintes au développement et à la valorisation du lait, contraintes liées à l'animal, à l'homme et aux moyens.

Les « Stratégies d'alimentation des troupeaux bovins laitiers à la périphérie de N'Djamena » constituent la cinquième communication de cette session. Elle revient sur la capacité des systèmes pastoraux à répondre à l'augmentation de la demande : l'intégration au marché induit-elle des changements techniques au niveau des producteurs ? L'augmentation constatée de l'offre commerciale en lait est-elle le résultat de nouvelles pratiques d'intensification ?

La dernière communication de la session 4 a porté sur « le lait dans les stratégies de diversification des revenus des agro pasteurs de la région de Fatick (Sénégal) ». Les résultats ont permis d'identifier quatre types de producteurs pour lesquels les niveaux de revenus ont été analysés. L'analyse a révélé que la part du lait dans la formation des revenus des producteurs était très modeste, variant entre 8 et 12% à cause de la faiblesse de la production et de la forte autoconsommation. Cette réalité montre qu'il n'y a pas de développement réel de la production laitière pour la diversification des revenus.

La session 4 a permis de soulever des questions sur le niveau de production des races locales et les stratégies d'amélioration génétique. Elle a relevé le faible niveau de production des races locales, la capacité des filières locales à répondre aux fortes demandes en lait. Par ailleurs, le coût de production du litre de lait local est jugé trop élevé par rapport aux cours mondiaux, ce qui justifierait l'intérêt grandissant des unités de transformation pour le lait en poudre.

#### ***Session 5 : Options politiques et rôles des cadres de concertation***

Cette session renferme 5 communications :

**Analyse de la filière laitière locale burkinabè : les acteurs et leurs organisations dans la périphérie de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou**

**Ouverture des frontières et politiques laitières en Afrique de l'Ouest : la cohérence entre politiques commerciales et sectorielles est-elle possible ?**

**Déterminants de l'adoption de l'insémination artificielle bovine au Sénégal : cas de Niakhar, région de Fatick**

**Gestion de la qualité dans la transformation laitière : Expérimentation d'une démarche d'élaboration concertée de guides de bonnes pratiques d'hygiène au Sénégal et au Burkina**

**Dispositifs de partenariats et promotion de nouvelles politiques laitières: l'expérience du Smallholder Dairy Project au Kenya**

Elles relèvent les dispositifs de concertation mis en place pour améliorer l'environnement de la production et de la commercialisation des produits laitiers en Afrique.

Des communications hors sessions ont également été présentées lors de l'atelier.

Un comité scientifique a évalué les résultats des recherches menées au cours de la première année d'exécution, ainsi que les méthodes et outils utilisés par les équipes de recherche. Il recommande cependant d'harmoniser les méthodes pour permettre une comparaison des résultats obtenus par les différentes équipes de recherche.

### **Journée mondiale du lait**

La journée mondiale du lait a été organisée au Mali le 1<sup>er</sup> juin, en marge des travaux de l'atelier. Il s'agit d'une activité qui s'inscrit dans le volet animation de cadres de concertation entre acteurs des filières laitières locales.

La journée avait permis de réunir les acteurs de la filière lait du Mali et des pays représentés à l'atelier pour faire connaître les acteurs de la filière lait, leurs activités et de mener des réflexions sur les voies de promotion des produits laitiers locaux. Ce qui a permis d'instaurer un dialogue et de créer un espace d'échange entre les différents acteurs.

### **Programmation des activités**

Cette session a été marquée par la tenue de l'assemblée générale constitutive du REPOL (Réseau de Recherche et d'Echanges sur les Politiques Laitières). Les statuts, ainsi que le règlement intérieur de l'association ont été adoptés à l'unanimité par les membres fondateurs et un bureau mis en place. Le réseau dont l'adhésion est individuelle a été ouvert à toute personne œuvrant pour la promotion des filières lait locales et régionales.

Ensuite 4 groupes de travail ont été constitués pour réfléchir sur la mise en œuvre du projet et les perspectives du REPOL. Il s'agit du :

Groupe 1 : Préparation du séminaire de fin de projet

Groupe 2 : Briefing sur les techniques de rédaction de thèse

Groupe 3 : Propositions pour l'édition et la valorisation des résultats

Groupe 4 : Mise à jour du site web REPOL et fonctionnement du réseau

La synthèse des travaux de groupe a recommandé l'organisation d'un atelier de fin du projet mi 2007, la rédaction d'articles scientifiques, et la prise en charge du fonctionnement du site REPOL après le projet.

Le Comité scientifique a décerné les prix suivants dans l'optique d'encourager les jeunes chercheurs et les développeurs intégrés dans les travaux de recherche-développement.

- prix des **meilleures communications orales** :

- Monsieur Abdoul Razack Boukary, pour le travail fait avec Messieurs Mahamadou et Marichatou sur la « **Caractérisation des systèmes de production laitière et analyse des stratégies de valorisation du lait en milieu rural et périurbain au Niger ; cas de la communauté Urbaine de Niamey et de la commune rurale de Filingué** » ;
- Monsieur Djiby DIA sur « **L'organisation spatiale de la production laitière au Sénégal : des quartiers « meewtu » aux nouvelles dynamiques en milieu rural** », en association avec Messieurs DUTEURTRE, Ba et Ba ;
- Monsieur Mian Oudanang Koussou, associé à Monsieur Mopaté sur les « **Stratégies d'alimentation des troupeaux bovins laitiers en saison sèche dans la périphérie de N'Ndjamena** ».

- Prix de la recherche et développement :

Madame Cecile Broutin associée à Messieurs François et Niculescu sur « **La gestion de la qualité dans la transformation laitière : expérimentation d'une démarche d'élaboration concertée de guides de bonnes pratiques d'hygiène au Sénégal et au Burkina** ».

- Prix spécial du jury :

Mlle Véronique Sioussaram pour son courage, sa volonté et la qualité de son travail sur « **L'évolution spatio-temporelle de la commercialisation « des laits peuls » autour de la ville de Niamey** ».

### **Composition du comité scientifique :**

Président : Didier RICHARD (Cirad/France)  
Coordinateur édition : Bassirou BONFOH (ITS/INSAH/Mali)  
Membres : Isabelle BALTENWECK (ILRI/Kenya)  
Michel BENOIT-CATTIN (Cirad/France)  
Papa Nouhine DIEYE (ISRA/Sénégal)  
Guillaume DUTEURTRE (ISRA/MAE/Sénégal)  
Bernard FAYE (Cirad/France)  
Aly KOURIBA (IER/Mali)  
Cheikh LY (ITC/Gambie)  
Etienne MONTAIGNE (Agro-Montpellier/France)  
Adama TRAORE (CNRA/Mali)  
François VATIN (Univ. Paris X Nanterre/France).

### **Rapport de synthèse du Comité scientifique**

1°) Le Comité scientifique constate la qualité des présentations faites au cours de l'atelier. Cet ensemble d'observations et d'analyses montre des acquis importants obtenus par un groupe de chercheurs et d'ingénieurs du développement aux expériences variées. Le Conseil Scientifique attend les documents écrits nécessaires pour valoriser les résultats et recommande des efforts de rédaction à court terme.

2°) Le Comité constate que les participants du projet ont des acquis variables sur les quatre thèmes de recherche :

- analyse de la consommation et de ses déterminants ;
- déterminants de la compétitivité ;
- innovations et stratégies de diversification des systèmes de production ;
- options politiques et concertation.

Cette variabilité des résultats est due en partie à une diversité des méthodes avec le risque d'avoir des données difficilement comparables. Il apparaît donc essentiel que des points précis soient faits par thèmes en premier lieu par les équipes de chaque pays, puis entre les pays. Il est recommandé que chaque équipe fasse un bilan par rapport à ce qui était prévu dans la programmation faite en 2005.

Le projet est à mi-parcours ; il devra dans un an démontrer l'intérêt des acquis des quatre équipes et en dégager des informations génériques permettant de bien comprendre l'évolution de la demande et de l'offre en lait au sens large avec en toile de fond l'objectif d'apporter des réponses ou des débuts de réponse sur les critères de choix des consommateurs entre le lait des éleveurs locaux et la poudre de lait importée. Ces informations génériques ne pourront être dégagées qu'avec des informations comparables.

3°) Le Comité scientifique considère qu'il reste à poursuivre l'harmonisation des méthodes et recommande que des formations sur l'analyse des données soient assurées selon les moyens financiers disponibles ou à acquérir.

4°) Le Comité Scientifique insiste sur la qualité des données à différents niveaux d'informations :

- qualité des données statistiques qui nécessite d'avoir accès aux différentes statistiques locales, nationales et régionales, et d'avoir une analyse critique des chiffres collectés ;
- qualité des données sur les coûts de production qui apparaissent pour l'instant insuffisamment enregistrés, donc calculés ;
- qualité des observations faites en général.

Cette qualité des données et leur analyse critique devraient conduire à valider ou infirmer la cohérence des données (par exemple, la cohérence entre production, importation et consommation ; cohérence entre intrants alimentaires et production à l'échelle de l'exploitation, etc.).

5°) Le Comité scientifique estime nécessaire que des analyses méso-économiques soient entreprises. Il y a un certain risque à approfondir des observations et des analyses à l'échelle micro (unité de production) et de ne pas suffisamment travailler sur des échelles plus englobantes

Ces analyses méso-économiques devraient permettre de repérer les facteurs bloquants du développement des filières locale, nationale et régionale et d'élaborer des scénarii.

6°) Le comité recommande que des travaux soient entrepris sur :

- la nomenclature des produits laitiers à grand groupe de produits (lait cru, lait caillé, yaourt, fromage, ...);
- l'évolution du métier d'éleveur à orientation « lait », en particulier sur les éleveurs dits du « dimanche ».

7°) Le Comité scientifique félicite la coordination régionale, les coordinations nationales et tous les participants du projet pour le travail réalisé et les encourage pour les activités à mener dans l'année à venir. Le comité suggère que des projets soient élaborés et proposés à différents guichets pour assurer une continuité des actions.

8°) Le Comité scientifique a attribué les prix suivants dans l'optique d'encourager les jeunes chercheurs et les développeurs intégrés dans les travaux de recherche-développement.

- prix des **meilleures communications orales** :
  - o Monsieur Abdoul Razack Boukary, pour le travail fait avec Messieurs Mahamadou et Marichatou sur la « **Caractérisation des systèmes de production laitière et analyse des stratégies de valorisation du lait en milieu rural et périurbain au Niger ; cas de la communauté Urbaine de Niamey et de la commune rurale de Filingué** » ;
  - o Monsieur Djiby DIA sur « **L'organisation spatiale de la production laitière au Sénégal : des quartiers « meewtu » aux nouvelles dynamiques en milieu rural** », en association avec Messieurs DUTEURTRE, Ba et Ba ;
  - o Monsieur Mian Oudanang Koussou, associé à Monsieur Mopaté sur les « **Stratégies d'alimentation des troupeaux bovins laitiers en saison sèche dans la périphérie de N'Ndjamena** ».
- Prix de la recherche et développement :

Madame Cecile Broutin associée à Messieurs François et Niculescu sur « **La gestion de la qualité dans la transformation laitière : expérimentation d'une démarche d'élaboration concertée de guides de bonnes pratiques d'hygiène au Sénégal et au Burkina** ».

- Prix spécial du jury :

Mlle Véronique Sioussaram pour son courage, sa volonté et la qualité de son travail sur « **L'évolution spatio-temporelle de la commercialisation « des laits peuls » autour de la ville de Niamey** ».

### **Rapport général de l'atelier « Vers des nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest »**

L'atelier régional à mi-parcours du projet « *Intégration régionale, accès aux marchés, et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : options politiques pour des filières laitières compétitives et durables* » s'est tenu à Bamako du 29 mai au 2 juin 2006. Il a rassemblé une cinquantaine de participants venus du Burkina-Faso, du Cameroun, de France, du Kenya, du Mali, du Niger, du Sénégal, de la Suisse et du Tchad.

L'atelier s'est déroulé en 4 temps : une visite de terrain, des sessions de présentation des communications, une conférence-débat, et une journée de programmation et de synthèse des activités.

La visite de terrain a porté sur 3 sites : un site de production, un site de collecte et un site de transformation industrielle. La visite d'une unité de production a permis au groupe d'échanger autour des conditions de production laitière, des stratégies d'intensification et de la gestion de la commercialisation. La visite du centre de collecte de Kassela, encadré par VSF-Suisse/Cab-Demeso et de deux fermes, a rendu compte du dynamisme de la collecte artisanale organisée autour d'un groupement de producteurs, mais également des différentes contraintes liées aux coûts de production

et à la gestion de commercialisation. Enfin, la visite de l'Unité de transformation industrielle Eurolait, qui commercialise sous franchise des produits des marques Candia et Yoplait, a permis au groupe de mieux comprendre les stratégies de valorisation de la poudre de lait importé et les perspectives envisagées par cette industrie pour augmenter la collecte de lait local. Une séance de restitution de ces visites, organisée l'après-midi, a permis à l'ensemble des participants d'échanger autour de ces impressions de terrain.

Les sessions de présentation des communications ont porté sur 4 thèmes : les déterminants de la consommation, la compétitivité des filières, la diversification des systèmes de production et les options politiques pour des filières laitières compétitives et durables. Les différentes présentations ont montré la diversité et la qualité des travaux entrepris. Elles ont été suivies de discussions riches et animées. Des propositions ont été faites pour améliorer les différentes recherches.

La Conférence-débat organisée à l'occasion de la « Journée mondiale du lait » s'est tenue le matin du 1<sup>er</sup> Juin au Palais de la Culture. Les débats ont porté en particulier sur la place relative du lait local et de la poudre de lait dans l'approvisionnement des marchés. A l'issue de cette conférence, une exposition et une dégustation de produits ont permis des échanges avec les professionnels intervenant dans le secteur laitier.

La dernière journée a été consacrée à la programmation des activités et à la mise en place des statuts et du règlement intérieur du REPOL. Les activités futures du projet porteront sur la restitution des résultats dans les différents pays et sur l'approfondissement des travaux dans les directions qui ont été soulignées par le Comité scientifique. Le Réseau REPOL aura pour charge de prolonger les activités du projet au-delà de son échéance, grâce notamment aux cotisations des membres mais aussi grâce à la recherche de financements complémentaires. Le REPOL doit notamment poursuivre l'animation du site web, l'organisation d'ateliers et l'appui à la formation des jeunes chercheurs. L'après-midi du dernier jour, des groupes de travail ont permis de faire des propositions sur la rédaction de notes politiques, sur l'organisation du colloque de fin de projet, sur la mise à jour du site web, et sur les perspectives de valorisation des travaux sous forme d'articles scientifiques. Le bureau du REPOL s'est réuni et a procédé à la désignation des postes. Enfin, le comité scientifique a rendu son rapport et a remis des distinctions à 5 chercheurs du REPOL.

La coordination régionale du projet remercie tous les membres du comité scientifique pour leur appui et leur patience au terme de cet atelier de 5 jours. Leur présence a représenté une aide précieuse et a permis d'identifier de nouvelles perspectives pour approfondir les recherches et mieux les valoriser.

La Coordination régionale du projet remercie aussi très sincèrement l'ensemble des membres du comité d'organisation : M. Doubangolo Coulibaly, son président, mais aussi Messieurs Abou Traoré, Christian Corniaux, Moussa Diabaté, Bassirou Bonfoh, Amadou Diallo, Amadou Napo. Nous remercions aussi le Dr. Bara Ouologuem, chef du programme Bovins, le Dr. Aly Kouriba, Coordinateur à la direction scientifique de l'IER, ainsi que la Direction Général de l'IER pour leur accueil et leur appui sans faille.

Merci à tous les partenaires du développement, les organisations des producteurs, les professionnels du secteur laitier malien pour leur participation à nos débats et pour leur accompagnement dans nos visites de terrain.

Je tiens à remercier en dernier lieu l'ensemble des chercheurs de l'équipe du projet et les chercheurs, thésards associés, qui travaillent depuis un an avec nous pour mieux comprendre les systèmes laitiers et éclairer les politiques d'élevage. Ils ont montré, par leur motivation et par leurs résultats, qu'il nous était permis d'espérer en un avenir meilleur pour les petits agriculteurs africains.

Enfin, nous disons aux sœurs et aux frères du Mali : «*Aw ni tié* ». Merci et à bientôt.

## Liste des participants

N°	Prénom /Nom	Pays	Institution	Tél/Fax	E-mail
01	Aly KOURIBA	MALI	IER	223 222 26 06	<a href="mailto:Aly.kouriba@ier.ml">Aly.kouriba@ier.ml</a>
02	Cécile BROUTIN	SENEGAL	GRET	221 849 35 38	<a href="mailto:broutin@gret.org">broutin@gret.org</a>
03	Modibo DIARRA	MALI	FAPLDE	644 93 07	<a href="mailto:modibodiarra@yahoo.com">modibodiarra@yahoo.com</a>
04	Adama FANE	MALI	L.C.V.	648 45 35	<a href="mailto:afaneother@yahoo.fr">afaneother@yahoo.fr</a>
05	Souleymane KOUYATE	MALI	IPR/IFRA	673 06 33	<a href="mailto:soulkoubko@yahoo.fr">soulkoubko@yahoo.fr</a>
06	Bara OUOLOGUÉM	MALI	IER	646 15 30	<a href="mailto:Bara.ouologuem@ier.ml">Bara.ouologuem@ier.ml</a>
07	Doubangolo COULIBALY	MALI	IER	+223 624 90 14 +223 262 14 17	<a href="mailto:doubangolo.coulibaly@ier.ml">doubangolo.coulibaly@ier.ml</a>
08	Lassina TOURE	MALI	IER	643 95 91	<a href="mailto:Lassina.toure@ier.ml">Lassina.toure@ier.ml</a>
09	Papa Nouhine DIEYE	SENEGAL	ISRA	221 635 08 69	<a href="mailto:pndieye@yahoo.fr">pndieye@yahoo.fr</a>
10	Maty BA DIAO	SENEGAL	ISRA	221 641 19 58	<a href="mailto:mbadio@sento.sn">mbadio@sento.sn</a>
11	Bèye Kadiatou CAMARA	MALI	Société Laiteries du Mali	223 224 29 36	
12	Samaké Nakani SOUMARE	MALI	Eurolait/YOPLAIT	676 96 02 608 94 88	<a href="mailto:soumarenina@yahoo.fr">soumarenina@yahoo.fr</a>
13	Amadou DIALLO	MALI	ICD	223 22 36 61 223 55 78	<a href="mailto:icd@cefib.com">icd@cefib.com</a>
14	Denis RIPOCHE	MALI	VSF Belgique	619 02 31	<a href="http://vsfb@afribonemali.net">vsfb@afribonemali.net</a>
15	Amadou NAPO	MALI	APCAM	647 17 06	<a href="mailto:amadou.napo@apcam.org">amadou.napo@apcam.org</a>
16	François VATIN	FRANCE	Université Paris X	223 221 87 37 33 1 45651833	<a href="mailto:vatin@u-paris10.fr">vatin@u-paris10.fr</a>
17	Guillaume DUTEURTRE	SENEGAL	ISRA	221 832 23 13	<a href="mailto:duteurtre@cirad.fr">duteurtre@cirad.fr</a>
18	Isabelle BALTENWECK	KENYA	ILRI	254 20 422 3402	<a href="mailto:i.baltenweck@cgiar.org">i.baltenweck@cgiar.org</a>
19	Schelling ESTHER	KENYA	ILRI /ITS	254 20 422 3064	<a href="mailto:e.schelling@cgiar.org">e.schelling@cgiar.org</a>
20	Djiby DIA	SENEGAL	ISRA	221 832 23 13	<a href="mailto:djibydia@isra.sn">djibydia@isra.sn</a>
21	Yacouba SANON	BURKINA FASO	MRA/CNRST	226 70 11 21 68 226 76 62 72 99	<a href="mailto:sanonyacouba@yahoo.fr">sanonyacouba@yahoo.fr</a>
22	KOUSSOU Mian O.	TCHAD	LRVZ	235 625 34 25	<a href="mailto:Koussou59@yahoo.fr">Koussou59@yahoo.fr</a>
23	HAMADOU Seyni	BURKINA FASO	CIRDES	226 20 97 20 53 226 20 97 26 38	<a href="mailto:hseyni@yahoo.com">hseyni@yahoo.com</a>
24	Mamadou OUATTARA	MALI	DNSV	672 45 44 223 222 61 93	<a href="mailto:ouattmamadou@yahoo.fr">ouattmamadou@yahoo.fr</a>
25	Boukary Abdou RAZAC	NIGER	ONG KARKARA	227 97 63 26	<a href="mailto:razacboukary@yahoo.fr">razacboukary@yahoo.fr</a>
26	Hamani MARICHATOU	NIGER	Université Abdou Moumouni	227 91 65 31	<a href="mailto:maricha@refer.ne">maricha@refer.ne</a>
27	Diakariya DIAWARA	MALI	Ministère de Finance	616 00 66	<a href="mailto:w.vvdiaw@yahoo.fr">w.vvdiaw@yahoo.fr</a>
28	Gilles VIAS	NIGER	ONG KARKARA	227 96 43 96	<a href="mailto:vfjilles@yahoo.fr">vfjilles@yahoo.fr</a>
29	Yaya KONATE	MALI	DRDIA BKO	678 97 39	
30	René ALPHONSE	MALI	Président FEBEVIM	611 81 54	<a href="mailto:barbieren2001@yahoo.fr">barbieren2001@yahoo.fr</a>
31	Bernard FAYE	FRANCE	CIRAD-EMVT	33 4 67 59 37 03	<a href="mailto:faye@cirad.fr">faye@cirad.fr</a>
32	BENOIT-CATTIN Michel	FRANCE	CIRAD	33 4 67615782	<a href="mailto:benoitca@cirad.fr">benoitca@cirad.fr</a>
33	MONTAIGNE Etienne	FRANCE	AGRO-M.	33 4 99 61 24 48	<a href="mailto:montaign@ensam.inra.fr">montaign@ensam.inra.fr</a>
34	THIAM Aminata SISSOKO	MALI	L.C.V	637 37 89	<a href="mailto:sissockomi@yahoo.fr">sissockomi@yahoo.fr</a>
35	RICHARD Didier	FRANCE	CIRAD-EMVT	33 4 67 59 38	<a href="mailto:didier.richard@cirad.fr">didier.richard@cirad.fr</a>
36	CORNIAUX Christian	MALI	IER/CIRAD	676 79 40	<a href="mailto:Christian.corniaux@cirad.fr">Christian.corniaux@cirad.fr</a>
37	Jean marie ESSOMBA	CAMEROUN	UYDI/LEAAA	736 62 14	<a href="mailto:essombajm@yahoo.fr">essombajm@yahoo.fr</a>
38	Véronique SOUSSARAM	NIGER/France	Université Moumouni/Niamay	227 75 26 20	<a href="mailto:Veronique.sioussaram@club">Veronique.sioussaram@club</a>
39	Aguibou SALL	MALI	PAFLAPUM/CAB.Dèmèso	678 43 78	<a href="mailto:Asall.10@yahoo.fr">Asall.10@yahoo.fr</a>
40	Boulabassi COUMARE	MALI	PAFLAPUM /CAB.Dèmèso	676 54 33	<a href="mailto:boul.coumare@yahoo.fr">boul.coumare@yahoo.fr</a>
41	WOIRIN Didier	MALI	VSF-Suisse/PAFLAPUM	689 61 33	<a href="mailto:pafilapum@ikaso.net">pafilapum@ikaso.net</a>
42	Mady SIDIBE	MALI	G.A.M.	223 221 58 53	
43	Sidiki KEÏTA	MALI	Harry Délices	649 23 52	<a href="mailto:keitasidiyak@hotmail.fr">keitasidiyak@hotmail.fr</a>
44	POCCARD René	MALI	IER/CIRAD	642 34 00	<a href="mailto:poccard@cirad.fr">poccard@cirad.fr</a>
45	Abou TRAORE	MALI	IPR/IFRA	223 222 26 55	<a href="mailto:aboutraore@yahoo.fr">aboutraore@yahoo.fr</a>
46	Moussa Balla DIABATE	MALI	CAB/Demeso	673 25 18	<a href="mailto:balladiabate@yahoo.fr">balladiabate@yahoo.fr</a>
47	COULIBALY Salimata DIARRA	MALI	ASCOMA	942 22 75	<a href="mailto:Ascoma70@yahoo.fr">Ascoma70@yahoo.fr</a>
48	Adama SIDIBE	MALI	Ministère du Plan	607 31 26	
49	Hamidou TALL	MALI	Mam Cocktail	678 71 74	<a href="mailto:mam_cocktail@yahoo.fr">mam_cocktail@yahoo.fr</a>
50	Bassirou BONFOH	MALI	Programme NCCR-INSAH	674 09 79 922 07 24	<a href="mailto:Bassirou@agrosoc.insah.org">Bassirou@agrosoc.insah.org</a>
51	Guindo Fatimata DIARRA	MALI	Institut du Sahel NCCR- INSAH	223 222 30 43 646 46 82	<a href="mailto:fatimata@agrosoc.insah.org">fatimata@agrosoc.insah.org</a>
52	Mohamed DICKO	MALI	Institut d'Economie Rurale	262 14 17	

Bamako, le 02 juin 2006

Compte-rendu atelier de concertation. Dakar, 31 mai-1er juin 2007

# Atelier national de concertation

«Sécuriser les débouchés pour dynamiser la production laitière nationale»



Du 31 mai au 01 juin 2007  
au CESAG, Dakar

(Sénégal)



RAPPORT FINAL



**GRET**



BAME



BACSS



Ministère de  
l'Élevage



Réseau de recherches et d'échanges  
sur les politiques laitières



## **Liste des sigles et abréviations**

ADID :	Association pour le développement intégré du Djolof
APREMKA :	Association pour la promotion d'un élevage moderne à Kaolack
BACSS :	Bureau d'Appui à la Coopération Sénégal-Suisse
BAME :	Bureau d'Analyses Macro-Economiques
CDE :	Centre de Développement des Entreprises
CEDEAO :	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CINAFIL :	Comité interprofessionnel national des acteurs de la filière lait local
DINFEL :	Directoire national des femmes en élevage
DIREL :	Direction de l'Elevage
DIRFEL :	Directoire régional des femmes en élevage
EISMV :	Ecole Inter-Etat des Sciences et Médecine Vétérinaires
EqL :	Equivalent lait
FAO :	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCFA :	Franc de la communauté financière africaine
FENAFILS :	Fédération nationale des acteurs de la filière lait locale du Sénégal
GIE :	Groupement d'intérêt économique
GRET :	Groupe de recherche et d'échanges technologiques
ISRA :	Institut sénégalais de recherches agricoles
ITA :	Institut de technologie alimentaire
OMC :	Organisation Mondiale du Commerce
OMS :	Organisation mondiale de la santé
ONCAD :	Office national de coopération et d'assistance pour le développement
OP :	Organisation professionnelle
PAOA :	Projet d'appui aux opérateurs de l'agroalimentaire
PAPEL :	Projet d'appui à l'élevage
PIB :	Produit intérieur brut
PME :	Petite et moyenne entreprise
PNDL :	Plan national de développement laitier
PPGL :	Projet petites et grandes laiteries
REPOL :	Réseau de recherches et d'échanges sur les politiques laitières
SLP :	Système lactopéroxydase
SODEFITEX :	Société de développement et des fibres textiles
TVA :	Taxe sur la valeur ajoutée
TEC :	Tarif extérieur commun
UEMOA :	Union économique et monétaire ouest africaine
VSF :	Vétérinaires sans frontières

## Résumé

La filière laitière locale, potentiellement viable et compétitive, constitue une source de revenus pour des milliers de petits producteurs, collecteurs, transformateurs. Son développement sera un facteur de croissance en zones rurales et périurbaines, de renforcement de la sécurité alimentaire ; mais cela requiert l'attention de la recherche, des décideurs politiques et des consommateurs pour accroître la production, valoriser nos produits locaux, réguler l'ouverture des frontières dans un contexte de mondialisation des échanges.

La mise en place de filières laitières structurées (du type contrats producteurs-transformateurs) est un processus social qui nécessite la négociation entre acteurs individuels et entre groupes d'acteurs. L'action collective semble indispensable à la construction de ressources communes (savoir-faire, réputation, normes techniques de production, etc.) permettant l'essor des entreprises individuelles de production et de transformation.

Aussi, une large concertation nationale permet-elle de mettre l'ensemble des acteurs au même niveau d'information, condition *sine qua non* pour une filière nationale apte à relever le défi de la structuration, de l'organisation, de l'approvisionnement régulier des marchés et d'une commercialisation efficiente des produits locaux. Les résultats issus de la concertation visent à poser les jalons, puis mettre en pratique les options cohérentes d'un mouvement vers une filière laitière nationale aux modes de production, de transformation, de distribution et de commercialisation qui répondent aux exigences du consommateur Sénégalais et en perspective au consommateur étranger.

L'atelier de concertation sur les filières laitières nationales répondait à cet objectif de réunir les acteurs et les décideurs et la recherche autour des questions essentielles de sécurisation des débouchés, de dynamisation de la production, de reconquête des marchés domestiques.

Cet atelier a vu la participation de près de 80 personnes, représentant tous les maillons de la filière : producteurs, transformateurs, industriels, associations de consommateurs, organisations professionnelles, etc., en plus des décideurs publics et de la recherche.

Au cours des deux journées de concertation, des résultats de recherche et différentes expériences ont été présentés. Un forum a été organisé, permettant aux différents acteurs d'échanger sur l'avenir de la filière. Des débats, ont émergé d'importantes informations et propositions visant à améliorer la performance de la filière laitière locale.

## Mots d'introduction

L'atelier a été introduit par M. Bocar Diaw, président de la FENAFILS, Fédération nationale des acteurs de la filière lait local du Sénégal. Il a souhaité la bienvenue aux participants et remercié tous les partenaires ayant permis l'organisation de cette journée. La première matinée était consacrée à l'exposé de résultats de recherche et que l'après-midi devait donner lieu à la présentation d'expériences d'organisations de producteurs, d'entreprises privées, et d'institutions d'appui. La deuxième journée de l'atelier est dédiée à un « Forum » incluant une dégustation de produits et une table ronde sur le thème « **La production nationale peut-elle reconquérir le marché domestique** ».

Cette introduction a précédé l'intervention de Papa Nuhine Dieye de l'Isra-Bame. Après avoir présenté le thème de l'atelier: « **Sécuriser les débouchés pour dynamiser la production nationale** », il a rappelé l'importance du lait dans la diversification des revenus des éleveurs de nombreuses régions du Sénégal, et le rôle de l'élevage dans la valorisation des parcours naturels et dans la sécurisation du tissu social.

Les politiques laitières qui se sont succédées au Sénégal ont davantage mis l'accent sur l'amélioration de la productivité. Cependant, les faibles niveaux d'adoption des innovations proposées amènent à privilégier aujourd'hui une approche « filière » prenant en compte l'accès aux débouchés des producteurs. Il devient donc impossible d'encourager l'augmentation de la production et de sa part commercialisée sans sécuriser l'accès des producteurs aux débouchés. Les politiques laitières devraient être reformulées en considérant le système d'acteurs qui concourent à produire, transformer commercialiser et consommer les produits. Ce nouveau type de politique amène à s'intéresser à l'appui aux acteurs des filières : mini-laiteries, laiteries industrielles, commerçants, organisations de consommateurs, etc.

Les politiques tarifaires favorables aux importations à bas-prix de poudre de lait permettent aux populations urbaines d'accéder à une nourriture bon marché. Cette priorité accordée à la consommation est favorable aux industries urbaines qui utilisent la poudre, mais elle laisse peu de place à la production locale. Les politiques laitières devraient donc se baser sur un meilleur équilibre entre la satisfaction des besoins des consommateurs et l'appui à la production laitière nationale pour sécuriser les revenus des producteurs. Cela passe par une meilleure valorisation du lait local.

Papa Nuhine Dieye conclut en insistant sur la sécurisation des débouchés, thème de cet atelier, qui devrait passer par *i)* l'amélioration de la qualité des produits, *ii)* l'amélioration de l'environnement fiscal, *iii)* l'appui à l'organisation professionnelle au sein de la filière.

## **Les résultats de la recherche**

Trois communications ont été présentées par des chercheurs. Elles ont permis de camper les enjeux de développement des filières laitières. La première communication est relative à l'amélioration de la qualité des produits, la seconde traite de la protection ou non de la filière par la taxation et la troisième porte sur la structuration professionnelle.

**1. Cécile Broutin du GRET a présenté une communication intitulée « Améliorer la qualité des produits locaux par des démarches collectives »**

La présentation de Madame Broutin souligne que la qualité renvoie à la satisfaction des besoins implicites ou explicites du consommateur, et donc à des caractéristiques d'usage et de services, organoleptiques, symboliques, nutritionnelles, de santé, et d'hygiène du produit. C'est un des moyens de sécuriser les débouchés.

L'amélioration de la qualité répond à deux soucis : celui d'assurer la santé du consommateur et valoriser l'origine des produits et les caractéristiques distinctives. Elle permet aussi d'accompagner les démarches collectives et l'élaboration de réglementations adaptées aux contextes de production. Il s'agit en fait de promouvoir des démarches d'auto-contrôle de la qualité par les acteurs. Il faut ensuite que ces démarches soient reconnues par l'Etat.

Les résultats de recherche récents montrent que les consommateurs sont attentifs à la qualité mais sont mal informés. Aussi, les produits laitiers sont-ils pour partie des produits « typiques » à forte connotation culturelle. Enfin, ces recherches préconisent la mise en place de démarches collectives pour identifier les risques et les maîtriser.

Cécile Broutin a ensuite présenté le Guide de bonnes pratiques d'hygiène et de transformation laitière au Sénégal qui constitue une expérience intéressante de démarche collective permettant d'améliorer d'une part la sécurité sanitaire des consommateurs et d'autre part la valorisation des produits locaux sur le marché.

En conclusion, elle propose des options de politique qui sont : la diffusion du guide, la définition de modalités de reconnaissances des démarches qualité, le renforcement du suivi sanitaire des animaux, le financement de travaux de recherche, et l'actualisation de la réglementation et des normes.

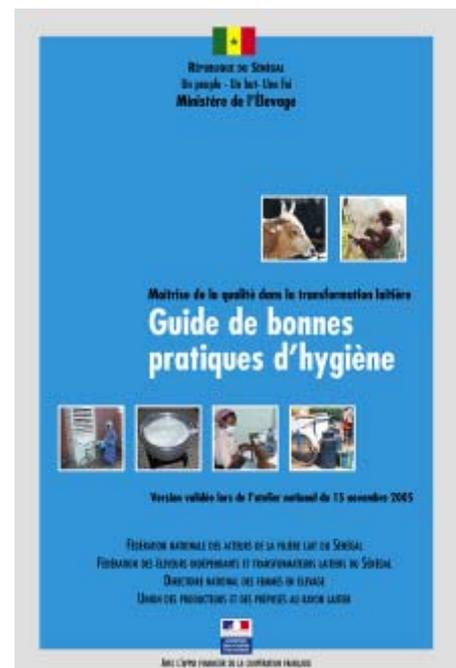
### Débats autour de la qualité

En ce qui concerne l'application du guide sur le terrain, l'accent a été mis sur l'utilisation d'images et de schémas pour faciliter sa mise en œuvre par les acteurs de la filière.

Pour la question des durées de chauffage et de fermentation, l'Institut de technologie alimentaire (ITA) indique que les normes pratiquées au sein de l'institution sont différentes de celles préconisées par le guide.

Par ailleurs, l'école vétérinaire (EISMV) a fait part de résultats d'expériences dans le cadre d'une thèse de doctorat vétérinaire en soulignant les niveaux plutôt satisfaisant de la qualité bactériologique des laits locaux au Sénégal. Elle a aussi posé la question de l'application du système lactopéroxydase (SLP).

Plusieurs précisions ont été apportées par Cécile Broutin. Elle a rappelé les difficultés liées à l'application du SLP en Afrique de l'Ouest, notamment en termes de réglementation et d'accès aux produits déclencheurs. L'urgence est de développer des supports de diffusion du guide adaptés (affichettes, schémas, etc.). Elle a également confirmé que les analyses sur les produits laitiers traditionnels montrent que les risques sont peu élevés. Enfin, elle confirme que la pasteurisation basse était à proscrire si on veut avoir des produits de qualité.



2. Abdoulaye Diarra, doctorant en Economie agricole à l'ISRA-BAME a présenté une communication sur « **Taxer ou exonérer : les filières laitières face aux politiques fiscales et douanières** ».

Monsieur Diarra a rappelé les enjeux en insistant sur la nécessité pour les politiques d'arbitrer entre protectionnisme favorable à la production locale et libéralisme favorable à la consommation urbaine. Il a souligné l'importance de mettre en place à la fois des politiques de prix favorables à la production (politiques fiscales et douanières) et des politiques d'appui institutionnelles prenant en compte les facteurs autres que prix (organisation professionnelle, appui à la qualité, infrastructures, etc.). Le lait étant un « produit social », il est nécessaire de mettre en place un véritable plan de développement laitier national intégrant les enjeux pour les producteurs ruraux et pour les consommateurs urbains. En matière de politiques commerciales, il est recommandé la poursuite de travaux de recherche pour alimenter les négociations commerciales internationales.

Les questions ont concerné la nouvelle conjoncture mondiale qui voit les prix du lait augmenter depuis la fin 2006. Plusieurs contributions ont mis l'accent sur l'importance de tirer partie de cette hausse conjoncturelle du prix du lait pour relancer la dynamique de « reconquête » du marché domestique par la production nationale. Elles ont aussi mis en avant la nécessité de considérer les questions tarifaires comme une priorité malgré cette hausse des prix.

### Débats autour de la taxation

Les intervenants ont souligné que les négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) étaient individuelles alors que les Accords de partenariat économiques (APE) sont des négociations collectives au niveau régional. Cela doit amener les acteurs de la filière lait à s'organiser et à s'allier avec les autres acteurs de la sous-région. Il faut développer du lobbying au niveau régional.

Le représentant du ministère de l'Elevage a souligné le besoin d'une collaboration étroite entre la recherche et les ministères afin de mieux exploiter les résultats de la recherche dans l'élaboration d'argumentaires en vue des négociations internationales.



Le débat a ensuite porté sur les priorités pour les politiques : doivent-elles mettre l'accent sur l'augmentation durable la production nationale ou bien doivent-elles aussi concerner la sécurisation des débouchés ?

Abdoulaye Diarra a précisé que les recettes fiscales étaient de l'ordre de 11 milliards de Fcfa et qu'elles n'étaient que très partiellement réinvesties dans la production locale. Il a précisé le caractère conjoncturel que connaît le marché mondial du lait et qu'il ne faut pas perdre de vue la possibilité d'une baisse de prix avec l'amélioration des conditions climatiques dans les principaux pays exportateurs et la reprise des exportations de l'Argentine.

3. Djiby Dia de l'ISRA-BAME a présenté une communication sur le thème « **Accompagner la structuration professionnelle dans les filières laitières** »

Monsieur Dia a souligné l'émergence d'un nouveau type d'organisations professionnelles dédiées au lait : des organisations locales de producteurs (GIE) et des Organisations interprofessionnelles réunissant plusieurs corps de métiers (producteurs, collecteurs-livreurs, transformateurs, distributeurs, auxiliaires d'élevage). Il s'agit d'une approche qui favorise l'expression d'une dynamique de développement communautaire. Il insiste également sur la nécessité de mettre en place d'organisations fortes et représentatives, de nouer des alliances pour renforcer la capacité de plaidoyer.

En conclusion, Djiby Dia a recommandé la reconnaissance des interprofessions, et la création de cadres de concertations locaux, nationaux et régionaux, la redynamisation du bureau du lait et d'autres partenariats publics-privés, le renforcement de la capacité des OP. La Loi d'orientation agro-sylvo-pastorale (LOASP) offre des possibilités de renforcement institutionnel des organisations professionnelles par la reconnaissance d'une interprofession par filière.

## Débats autour de la structuration professionnelle

Les interventions ont abordé le renforcement des Organisations professionnelles (OP), les politiques d'appui à la production. Il a été souligné que les associations de consommateurs avaient un rôle à jouer pour assainir le marché et informer les consommateurs. Certains produits sont vendus sous le label « Lait » alors qu'il ne s'agit que de produit lacté enrichi à la matière grasse végétale.

Par rapport aux OP, il faut renforcer les capacités, militer en faveur de leur « professionnalisation ». A ce titre, la Fenafils doit jouer, avec les autres OP, un rôle prépondérant.



## Discussions générales

Les questions ont porté sur le partenariat Etat-producteurs-consommateurs. Selon le représentant de l'union nationale des consommateurs du Sénégal, d'une manière générale, il y a un manque notoire de suivi-évaluation des activités. Aujourd'hui, aucune étude n'a prévu l'inflation de 170% du prix du lait actuellement observée. Le consommateur reste sous informé par rapport aux questions suivantes : Qui consomme du lait local ? Quelles sont les stratégies commerciales des unités de transformation. L'orientation des actions dans le domaine du reconditionnement et de la distribution du lait est une nécessité.

Le Pape salue le leadership croissant des professionnels dans l'organisation des journées de concertation. Les avis montrent que les ventes locales de lait sont faibles, d'où la nécessité d'insister sur les débouchés. La priorité doit être également accordée à la production. Il y a un prix très élevé du lait frais et la demande est sans cesse croissante. Il est fondamental de mettre sur pied un Plan National de développement laitier. Pour ce faire, il est primordial que les pouvoirs politiques soient convaincus de l'urgence de développer un Plan national de développement laitier (PNDL). Il faut considérer le lait comme étant en train de devenir un problème d'intérêt national.

L'avis de OXFAM GB est que l'avenir de la région dépend de la révision du Tarif extérieur commun (TEC) par la CEDEAO, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Il faut à cet effet saisir la réunion des chefs d'Etat de décembre 2007 pour souligner que le TEC de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) n'a pas produit les résultats escomptés. Il faut se battre pour un TEC sur la 5<sup>ème</sup> bande de négociations.

Mamadou Baldé, animateur du cadre de concertation de la filière lait local de Kolda (CINAFIL, Comité interprofessionnel national des acteurs de la filière lait local) s'interroge sur la volonté de l'Etat pour développer la filière laitière de Kolda. En effet, depuis la fin du Projet petites et grandes laiteries (PPGL) de 2002, aucun autre programme n'a été conduit dans ce sens. Il recommande une approche filière intégrant ainsi la sécurisation de la production, le transport, la commercialisation. En dépit du nombre élevé de mini laiteries (40 laiteries se sont créées) il faut comptabiliser celles qui transforment le lait local.

Le PAOA insiste sur le renforcement des OP et les cadres de concertation. Il s'agit de créer une articulation au sein de la chaîne de valeur entre producteurs et consommateurs.

Pour Thiayédia Ndiaye (ADID/Fenafils), il est nécessaire d'encourager l'Etat qui affiche en priorité la volonté de travailler sur la filière laitière. Cependant, il faut que les projets travaillent en étroite collaboration avec les organisations professionnelles pour relever progressivement les défis. Ce qui suppose une bonne politique énergétique, des subventions, des incitations, et le renforcement des capacités techniques des producteurs.

Marie Françoise. Boissy du Bureau d'Appui à la Coopération Sénégal-Suisse (BACSS) constate l'absence du consommateur dans le processus. En effet, les consommateurs sont mal informés sur les emballages, le type de lait, la qualité, etc. D'où, la nécessité de prendre la place qui leur échoit dans la concertation.

## **Les expériences**

Plusieurs expériences ont été présentées. Il s'agissait de présenter des études de cas d'entreprises, d'organisations professionnelles ou de dispositifs.

## La FENAFILS

Monsieur Moustapha Dia a présenté l'expérience de la FENAFILS.

*La FENAFILS est un cadre de concertation regroupant des producteurs et des transformateurs Elle a été créée le 20 décembre 2003 à Dahra. Cette fédération a pour objectif de contribuer au renforcement de capacité de ses adhérents. Parmi les actions entreprises on peut citer la création d'une unité de transformation à Tambacounda afin de mieux valoriser la production laitière chez les éleveurs et la participation active à l'élaboration du guide de bonnes pratiques d'hygiène de la transformation. Devant le manque de débouchés de la production laitière de la zone sylvo-pastorale, la FENAFILS mène une réflexion sur la possibilité de mettre en place des centres de collectes et des unités de transformation, mais aussi la mise sur place d'un programme national de développement de la filière lait local.*

Les débats ont tourné autour du renforcement des relations entre les organisations professionnelles qui doivent coordonner leurs actions et définir des stratégies communes



## La laiterie le Fermier de Kolda

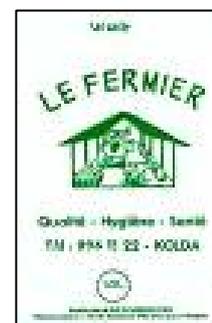
Monsieur Ibrahima Fall a présenté son expérience comme propriétaire-gérant de la laiterie le Fermier de Kolda.

*« Cette laiterie a été créée en décembre 1997. J'ai commencé avec une collecte de 3 litres alors que j'ai été déflaté de l'ONCAD. Puis 50 litres (abondance du lait en saison des pluies). Puis je me suis rapproché de la Sodefitec qui était en relation avec des producteurs situés à 60 km de Kolda, et qui me livraient 50 litres par jour que j'acheminais à Kolda par Taxi-brousse. J'ai ensuite décidé de faire un prétraitement en brousse.*

*En 1998, les structures comme VSF se sont intéressées à ce que je faisais. En 2000, la Sodefitec a initié le projet appelé PPGL. J'ai pu bénéficier d'un prêt de 4,950 millions qui m'ont permis d'améliorer mes conditions de travail : locaux aménagés et véhicule pour faire du porte à porte. Ce prêt m'a permis de traiter 250 litres par jour soit 55 688 litres en 2001 puis 52 550 litres en 2002. L'offre du lait a été boostée par le PPGL mais les producteurs étaient découragés faute d'aliment de bétail. J'ai alors acheté moi-même des intrants que j'ai distribué aux éleveurs. Ma production a ensuite atteint près de 90 000 litres en 2003, 2004 puis 92 300 litres en 2005.*

*L'année dernière, j'ai pu acheter un nouveau véhicule (camion réfrigéré). J'ai alors demandé un appui au PAOA pour moderniser l'unité de production. J'ai bénéficié de matériel moderne et j'ai rompu avec le système artisanal. Aujourd'hui, j'ai une capacité de 750 litres mais la production ne suit pas. J'ai initié une collaboration avec la Sodefitec qui a lancé l'opération « bassins laitiers du tiers sud » et qui nous avait proposé de livrer du lait. Mais malheureusement, la collecte de la Sodefitec n'a pas démarré comme prévu.*

*J'appartiens à un cadre de concertation basé à Kolda. Dans notre zone, nous avons une structure organisée depuis longtemps. La Coopération Suisse (à travers le pôle de services) et la Sodefitec (avec Oxfam) nous ont aidé à mettre en place un cadre de concertation : le CINAFIL. C'est pourquoi cette structure est performante dans sa localité. Elle résout tous les problèmes de la filière. Nous sommes bien placés dans la filière lait local. Tous les producteurs sont mobilisés autour des laiteries ».*



Les questions posées ont porté sur la gestion privée de l'unité, ses relations avec les producteurs. Il a insisté sur l'aspect familial de son entreprise « GIE familial », avec l'implication totale de son épouse dans la gestion de la laiterie. Les rapports qu'il entretient avec les producteurs sont fondés sur des contrats moraux : il s'engage à préfinancer sous forme de prêts les aliments de bétail en période

sèche et à octroyer des crédits, en retour, les éleveurs assurent une livraison régulière de lait. Ce type de contrat permet donc de fidéliser les producteurs.

### Le Directoire Régional des femmes en Elevage de Dakar

Le DIRFEL (Directoire régional des femmes en élevage) de Dakar issu du Directoire national des femmes en élevage (DINFEL) a ensuite été présenté. Il a été créé en Octobre 2002 et a pour objectifs : le renforcement de capacités des femmes, assurer leur représentation auprès des institutions partenaires, informer et sensibiliser les femmes en élevage.

Lors de sa création en 2002, les centres de collecte de lait local de Nestlé, installés à Dahra lui ont été rétrocédés. En 2003, elle bénéficia d'une unité de transformation. Une partie du lait collecté dans la zone de Dahra était livré à la ferme Wayembam et l'autre partie est livrée aux kiosques du DIRFEL. De nos jours, le DIRFEL s'approvisionne en lait frais auprès des fermes des Niayes comme Niacouralb, Wayembam, Pastagri, la ferme agropastorale de Pout. Le DIRFEL de Dakar compte 21 kiosques à lait à Dakar et 1 chambre froide.

Les contraintes soulevées concernent l'irrégularité de la production laitière, les difficultés d'écoulement des produits laitiers, le non accès au réseau de distribution et l'absence de label. Les perspectives sont la diversification des produits et la relance du volet crédit.



Les questions posées ont concerné les prix de vente, la saisonnalité de la production, les difficultés d'approvisionnement en lait local et les difficultés d'accès aux grandes surfaces (supermarchés, boutiques dans les stations services,...).

### La Laiterie du Berger de Richard-Toll

Monsieur Bagoré Bathily a présenté la Laiterie du Berger qui est une société anonyme. Le projet de laiterie repose sur la valorisation du lait de collecte dans un contexte où il est difficile pour les consommateurs de s'approvisionner en lait frais. Cette PME locale collecte et transforme 50.000 litres de lait frais par jour.

Le projet d'entreprise inclut un rôle social de l'activité industrielle. Il s'agit d'inclure les éleveurs dans l'économie du pays. La collecte deux fois par jour signifie un désenclavement des élevages ruraux. Le mois dernier, nous avons revendu plus de 30 tonnes d'aliments.

La Laiterie du Berger est une entreprise ambitieuse, portée par une équipe de promoteurs et de partenaires. Elle a une démarche de pionnier et compte apporter un impact socio-économique important pour le développement de la filière laitière nationale. C'est aussi une entreprise « utile » (connotation « équitable » dans la démarche) avec des coûts importants liés à ses choix. On peut comparer cette expérience avec la démarche de micro-crédit. Elle nécessite d'être accompagnée au début pour assurer son implantation durable.



Les débats ont porté sur l'originalité de la démarche, les investissements nécessaires, les stratégies pour sécuriser l'approvisionnement.

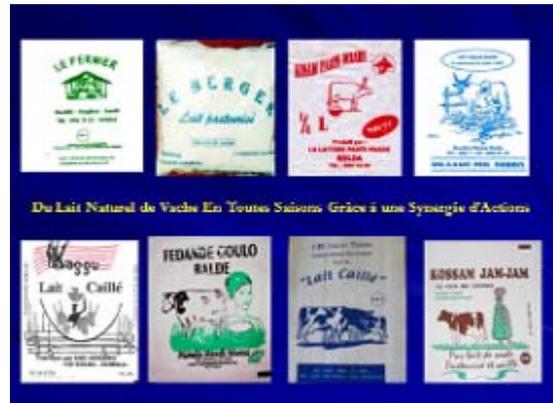
## La ferme Pastagri de Niacoulrab

M. Abdou Ndiaye a présenté la ferme Pastagri qui produit du lait en zone périurbaine de Dakar. Il s'agit d'une ferme intensive proche du marché de Dakar pour laquelle les enjeux majeurs se situent au niveau des ressources fourragères et de la qualité du lait. La production journalière s'élève à 1300 litres. Elle envisage de mettre en place une unité de transformation pour mieux valoriser sa production.

Les questions posées ont concerné les prix de vente, les coûts de production et le mode de financement. Le coût de l'alimentation d'une vache s'élève à 2000 FCFA par jour. Le litre de lait lui revient à 350 FCFA/l et il le revend à 450FCFA/l. La totalité des investissements consentis sont des fonds propres.

## Le « Pôle de services » de Kolda

Monsieur Mohamadou Moustapha Sissoko a enfin présenté le « Pôle de services » de Kolda qui polarise plusieurs institutions autour de la création de services aux éleveurs et aux transformateurs laitiers. Une des originalités de ce pôle réside dans sa pérennité et dans l'association de la recherche et du développement. Ses objectifs sont l'amélioration de la compétitivité de la filière lait local et le renforcement des capacités organisationnelles, techniques et économiques des actrices et acteurs de la filière lait local.



## 2.4. Les comptes-rendus de Journées mondiales du lait

### Compte-rendu Journée mondiale du lait, édition 2005

La Journée mondiale du lait 2005 a été organisée sur le thème général « Transformer le lait local : Produits et entreprises du Sénégal ». La manifestation a été organisée avec le concours de plusieurs partenaires :

- L'Institut sénégalais de recherches agricoles à travers le Bureau d'analyses macroéconomiques (BAME) et le Laboratoire national de l'élevage et de recherches vétérinaires (LNERV) ;
- Le Groupe de recherches et d'échanges technologiques ;
- Le Projet d'appui à l'élevage ;
- Le Bureau d'appui à la Coopération Sénégal-Suisse ;
- La Fédération nationale des acteurs de la filière lait local au Sénégal ;
- La Fédération des éleveurs indépendants et transformateurs laitiers du Sénégal.

La journée mondiale du lait a été célébrée pour la première fois au Sénégal le 1<sup>er</sup> juin 2005. Le thème de cette année était accès sur la valorisation du lait local. L'objet de cette manifestation était de réunir les acteurs de la filière lait afin de montrer les différentes réalisations en terme de production et de transformation du lait local et d'échanger sur les contraintes et les potentialités de la filière lait.

L'organisation a été assurée par Maty Ba Diao de l'ISRA-LNERV, Cécile Broutin du GRET, Papa Nouhine Dièye et Guillaume Duteurtre de l'ISRA-BAME.

Cinquante-quatre personnes, éleveurs, transformateurs (des régions de Dakar, Kolda et Saint-Louis), organismes d'appui, de recherche,...ont assisté à la manifestation (cf. liste de présence). Il faut saluer la participation des collègues chercheurs du Burkina Faso, du Mali et du Niger qui étaient présents à Dakar dans le cadre de l'atelier de lancement du projet CORAF-Politiques laitières.

La manifestation avait deux composantes :

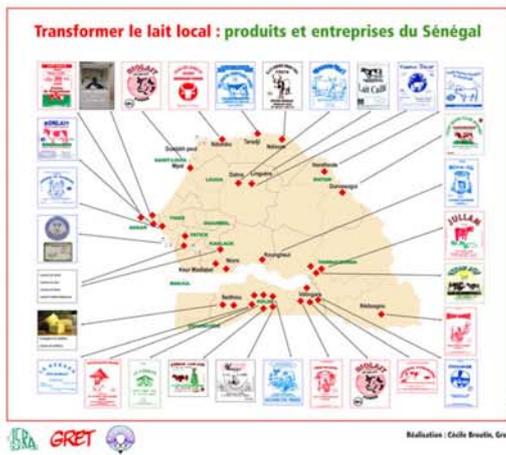
- une séance de dégustation de produits laitiers locaux :
  - de Saloum Agroalimentaire (ferme Wayembame)
  - du Directoire régional des femmes en élevage DIRFEL
  - des transformateurs du Pôle de services de Kolda (Le Fermier, Le Berger, Larogal)
  - du GIE Dental Bamtaaré Tooro de Tareeji (FENAFILS)

combinée à une exposition de posters et d'affiches du GRET, du Pôle de services de Kolda (ISRA, SODEFITEX, VSF), de la FENAFILS, de la FEITLS, de l'ISRA

- une conférence-débat sur la filière lait

#### **La dégustation**

Ils étaient nombreux à déguster des produits laitiers et à s'attarder sur les posters et affiches (cf. images suivantes)



## La conférence

La conférence sur l'état de la filière lait a suivi la séance de dégustation. Elle a été présidée par Adama Faye du Bureau d'appui à la coopération sénégal-suisse.



Après le mot de bienvenue du président de séance, Maty Ba Diao a d'abord remercié les partenaires qui ont contribué à l'organisation de cette manifestation et l'ensemble des participants. Introduisant les débats, elle a insisté sur l'origine de la célébration de la journée mondiale du lait le 1<sup>er</sup> juin. C'est une initiative de la FAO qui constatant que plusieurs pays dans le monde organisaient déjà soit une journée, soit une semaine pour promouvoir la filière laitière, a proposé en 2001, que le 1<sup>er</sup> juin soit pris comme date de célébration de cette manifestation. Cette rencontre d'échanges initié pour la première fois au Sénégal devait être une opportunité pour que les acteurs de la filière se concertent.

Ensuite, l'importance du lait sur le plan nutritionnel (source de protéines et de calcium), socioéconomique (source de diversification des revenus), le poids économique des importations (35 milliards en 2004), l'incohérence des politiques de développement de la production laitière ont été évoquées. Les expériences sur le développement des filières localisées autour des villes secondaires, leurs contraintes ainsi que leurs besoins en matière d'appui ont été relatés. Enfin, la principale question posée aux participants était relative aux stratégies à mettre en Œuvre pour un développement durable de la production laitière locale et une réduction sensible des importations.

Des débats fructueux ont suivi. Ils ont notamment abordé :

- les contraintes de développement de la filière : saisonnalité de la production laitière, sous-équipement, manque de crédit, éloignement des centres de consommation par rapport aux zones de production, coût élevé du transport, faible capacité de mobilisation des ressources par les producteurs, faible capacité technique et organisationnelle des organisations professionnelles, ..
- le besoin urgent d'élaborer de manière concertée un plan d'action sur la filière laitière en associant tous les acteurs : pouvoirs publics, producteurs, secteur privé, organismes d'appui, partenaires au développement,...
- la nécessité d'accorder une priorité à la professionnalisation des organisations professionnelles, qui au delà de leur devoir syndical, doivent assurer l'information et la formation et être des prestataires de services pour leurs membres. Ces OP doivent être restructurées dans le sens d'une meilleure intégration de leurs activités autour d'un programme cohérent. Le PAPES/ONUDI et le PAOA comptent organiser un atelier dans ce sens prochainement. Améliorer leur capacité de négociation, de lobbying est également un objectif.
- le financement de la filière qui pourrait provenir du reversement d'une partie des taxes prélevées par l'Etat sur les importations de produits laitiers. C'est par cette stratégie qu'un pays comme l'Inde a pu développer sa production intérieure.
- le problème de contrôle de qualité des produits locaux, mais également des produits d'importation. Il y a nécessité d'assurer un meilleur contrôle de la qualité sanitaire et nutritionnelle des produits laitiers

commercialisés, de définir nos propres normes tenant compte des réalités locales et de lutter contre toute forme de désinformation entretenue par certaines industries de la place (exemple : « la matière grasse végétale est meilleure pour la santé que celle d'origine animale »).

- les problèmes d'accès au marché pour le lait local face à la poudre de lait et la nécessité d'avoir une coalition entre états africains lors des négociations à l'OMC pour l'élimination ou la réduction des subventions à l'exportation des produits laitiers au niveau des pays du Nord et notamment de l'UE.
- la nécessité d'informer les consommateurs sur la nature des produits mis en marché et de faire la promotion des produits laitiers locaux en mettant en avant les vertus. Cette promotion est absolument nécessaire pour éviter que les enfants ne se détournent du lait local (la campagne de promotion des céréales locales a coûté 100 millions par an selon C. Broutin).
- le besoin de ne pas opposer la filière locale à la filière d'importation. Elles sont complémentaires, il faut seulement penser à inverser les tendances de manière graduelle.
- la nécessité de pérenniser l'organisation de la journée mondiale du lait. L'implication à temps de tous les acteurs serait nécessaire pour une meilleure mobilisation et une bonne information du public. La formalisation du comité d'organisation est souhaitée.

### Liste de présence

Prénoms & Noms	Institution	Adresse+Tél
Safiétou Touré FALL	ISRA LNERV	BP 2057 Dakar Hann 832 56 79 sfall@refer.sn
Adama FAYE	BA CSS	849 14 88 afaye@sentoo.sn
Mbène Dièye FAYE	ISRA/BAME	BP 3120 832 23 13 bame@isra.sn
Mamadou DIAO	Cadre de Concertation Vélingara	612 84 73
Moussa BALDE	VSF-CICDA	BP 166 Vélingara 997 14 59 vsfaldi@sentoo.sn
Racine Samba SOW	ISRA LNERV	635 57 41 sambaracine@yahoo.com
Abdoulaye FAYE	ADE PME	869 70 70 layefaye@adpme.sn
Pierre NDIAYE	Mamelles Jaboot	879 13 79
Mamadou Moustapha LO	PAOA	824 15 65/538 47 14 paoa@sentoo.sn
Kader AKA	PAPEL/ZSP	968 11 65/574 14 57 kader_aka@papelsenegal.org
Cheikh BANE	ACA/OPP/PAPEL/ZSP	968 11 05 aca.linguere@sentoo.sn
Kadiata BA	FENAFILS / Podor	964 31 46/531 74 21
Thiayédia NDIAYE	FENAFILS	548 51 31
Dembel BA	FENAFILS	Dahra
Mahawa MBODJ	Coopération Suisse	Sicap Mbaowa@refer.sn
Massata NDAO	CORAF/WECARD	825 96 18 massata.ndao@coraf.org

Lamine GUEYE	PAPEL	652 38 96
Kalidou Thierno BA	FEITLS	547 69 52
Moustapha DIA	FENAFILS	533 18 55 fenafils@hotmail.com
Maïrame NDIAYE	FENAFILS	520 63 97
Ibrahima FALL	FENAFILS	996 11 22
Sokhna Ndiaye BA	DINFEL	545 90 57 sokhnaba2005@yahoo.fr
Malick SY	ONUDI/PAPES	637 92 20/864 09 07 malicks_sy@yahoo.fr
Fatou Mbow THIAM	ITA	653 61 97 fathiam31@yahoo.fr
Mariama SAMB	ENDA Graf/Diapol	697 25 45 mariama_samb@yahoo.com
Famara SARR	DIREL/BL	821 32 28 famara.sarr@caramail.com
Mamadou DIOP	ISRA LNERV	mamadiop@refer.sn
Papa Nouhine DIEYE	ISRA	CRZ/Kolda BP 53 pndieye@yahoo.fr
Guillaume DUTEURTRE	ISRA	BAME, Bel Air, BP 3120 Dakar 832 23 13 duteurtre@cirad.fr
Cécile BROUTIN	GRET (Antenne SENEGAL)	BP 10 422 Dakar Liberté 849 35 38/ 633 40 70 broutin@ird.sn ; gretsn@arc.sn
Gilles VIAS	ONG KARKARA (CAPEN)	BP 510 Niamey, Niger karkara@intnet.ne; camelin@intnet.ne
Marichatou HAMANI	Faculté d'Agronomie /UAM	BP 10 960 Niamey Niger maricha@refer.ne
Seyni HAMADOU	CIRDES	01 BP 454 Bobo Dioulasso, Burkina Faso hseyni@yahoo.com
Abdoulaye DIARRA	ISRA BAME	Diarra35@caramail.com
Yacouba SANON	MRA/BF/Post-doc Université Paris 10	BP 7193, Ouagadougou 00226 70 11 216 / 76 62 72 99 sanonyacouba@yahoo.fr
Hamidou TAMBOURA	INERA-CNRST	01 BP 476 Ouagadougou 01 226 50 31 92 29 / 226 50 35 63 20 hh_tamboura@coraf.org
Doubangolo COULIBALY	IER Mali	CRRA Sikasso BP 16 Sikasso doubangolo.coulibaly@ier.ml
Bassirou BONFOH	IST/INSAH	INSAH, BP 1530 Bamako bassirou@agrosoc.insah.org
Djiby DIA	ISRA BAME	BP 3120 Dakar 832 23 13 djibsdia@yahoo.fr
Moussa SALL	ISRA/CRZ Kolda	BP 53 Kolda gaban_sn2000@yahoo.fr
Adama GUEYE	ISRA/BAME	BP 3120 Dakar 832 23 13 abgueye57@hotmail.com
Christian CORNIAUX	CIRAD/IER	BP 31 Ségou Mali christian.corniaux@cirad.fr
El Hadji DIAO	PROMER	BP 158 Tambacounda, 981 11 01/ 638 83 78 promerdp@sentoo.sn

Abdoulaye MBALLO	Eleveur	569 84 89 Koulinto
George RIPPSTEIN	ISRA/CIRAD	LNERV 832 24 43/562 18 89 g.rippstein@sentoo.sn
Ibrahima BA	FEITLS	505 22 93
Diaga SENE	FEITLS	590 27 37
Amadou DIACK	ENEA (stagiaire)	503 41 42
Sidy NDIAYE	Saloum Agro-alimentaire	549 34 44 dysindiaye@yahoo.fr
Marie Louise NDONG	Saloum Agro-alimentaire	514 26 48
Balla DIOUF	Saloum Agro-alimentaire	634 90 16
Aminata Ba DIA	ISRA/BAME	649 21 08 BP 5332 Dakar Fann
Harouna KORE	UAM-FA	BP 10960 kharoun@refer.ne
Cheikh Mbacké NDIONE	ISRA/BAME	ndioneseex@yahoo.fr
Maty Ba DIAO	ISRA/LNERV	BP 3120 Dakar 641 19 58 mbadio@sentoo.sn
Mouhamadou M. SISSOKHO	ISRA/CRZ Kolda	BP 53 Kolda mohsisko@yahoo.fr
Alioune BA	UCAD/Dpt Géographie	825 36 49/562 34 44 baliouneca@yahoo.fr

## Compte-rendu Journée mondiale du lait, édition 2006

Le Mali à l'instar des autres pays a célébré pour la première fois la journée mondiale du lait. L'objet de cette journée était, de profiter de l'atelier à mi parcours du Projet CORAF-Politiques Laitières, pour réunir les acteurs de la filière lait du Mali et des pays représentés à cet atelier afin de faire connaître les acteurs des filières lait, leur activités et de susciter des réflexions et des débats sur développement des filières lait.

L'ouverture de la journée a été faite par M. René Alphonse, Président de la Chambre d'Agriculture de Bamako qui a remercié les partenaires qui ont bien voulu contribuer à l'organisation de cette manifestation et l'ensemble des participants. Ensuite, il a évoqué l'importance du lait sur le plan nutritionnel, le poids économique des importations, l'incohérence des politiques de développement. Il conclut en réitérant la nécessité de pérenniser l'organisation de la journée mondiale du lait au Mali.

Plus d'une soixantaine de personnes, transformateurs (Bamako, Koumantou et Ségou), éleveurs (Kassela, Bamako, Ouélessebougu), organisme d'appui, de recherche ont assisté à la manifestation.

### **La journée s'est déroulée en deux phases :**

- ◆ une conférence débat sur le rapport lait local et lait importé ;
- ◆ une séance d'exposition et de dégustation de produits laitiers transformés
  - Réseau Danaya Nono (Koutiala, San, Niono, Fana, Mopti)
  - Sanuya nono (Koumantou)
  - Fédération des coopératives des Producteurs laitiers de Djitoumou (laiteries de Kassela, Ouélessebougu, Sélingué et Kéléya)
  - Eurolait Yop lait
  - Harry Délice
  - Mam Cocktail.

Ce débat était animé par Amadou Diallo de l'ICD assisté Amadou Napo APCAM et de Moussa Diabaté CAB Demeso.

La conférence débat sur la compétitivité ou complémentarité du lait local et le lait importé a suivi le discours introductif du président de séance. Amadou DIALLO après avoir remercié les participants et a indiqué que son intervention visait à susciter un débat autour du lait local et du lait importé. Il a ensuite donné des précisions sur les concepts de lait local et de lait importé, il dégage trois constats : le marché du lait commun aux deux types produits, un dialogue laborieux voire difficile entre ces acteurs et le lait importé exclusivement utilisé comme matière première par la quasi totalité des unités de transformation de lait. Pour l'évolution de la demande et de l'offre en lait il met l'accent sur la saisonnalité pour le lait local et une élasticité de l'offre du lait importé.

La complémentarité ou compétitivité est observée davantage au niveau des utilisations/usages. La demande en lait local non satisfaite à certaines périodes de l'année oblige certains à utiliser du lait importé, incorporation de 2 à 4% de MS sous forme de lait en poudre pour la fabrication de yaourt ferme.

Quelques avantages différentiels ont été dégagés :

- Lait local : goût recherché notamment pour les produits non acides, crème fraîche ou fermentée/fènè, typicité, fabrication de certains produits comme le fromage.

- Lait importé : facilité de transport et de conservation « image véhiculant un produit de qualité » commodité et grande flexibilité dans l'utilisation permet d'ajuster l'offre à la demande dans la transformation laitière.

Le prix qui est en faveur du lait local ou du lait importé suivant les zones constitue également un autre facteur différentiel. Deux interrogations ont focalisé les débats :

- qu'est ce qui détermine le choix d'un produit au lieu de l'autre (local/importé) ?
- quelles sont les actions communes aux acteurs « lait local » et aux acteurs « lait importé? »

A l'issue des échanges sur les deux questions, on retient les conclusions suivantes :

- ne pas opposer lait local au lait importé, car ce sont deux produits complémentaires. Par contre, il y a lieu de mener des actions pour inverser graduellement la tendance actuelle.
- professionnaliser les organisations des acteurs de la filière lait qui au-delà de leur devoir syndical, doivent assurer l'information et la formation et être des prestataires de services pour leurs membres. Ces OP doivent être restructurées dans le sens d'une meilleure intégration de leurs activités autour d'un programme cohérent. Améliorer leur capacité de négociation, de lobbying est également peut être un objectif intéressant court terme ;
- informer les consommateurs sur la nature des produits mis en marché et de faire la promotion des produits laitiers locaux en mettant en avant leurs vertus ;
- assurer un meilleur contrôle de la qualité sanitaire et nutritionnelle des produits laitiers commercialisés, de définir des normes de qualité tenant compte des réalités locales.
- difficultés d'accès au marché pour le lait local même s'il est vrai que les unités de transformations ont créé une certaine habitude alimentaire en produits laitiers ;
- pérenniser l'organisation de la journée mondiale du lait. Une implication de tous les acteurs, à temps, permettrait une meilleure mobilisation et une bonne information du public. Le comité d'organisation actuel doit formalisée.



## Compte-rendu Journée mondiale du lait, édition 2007

### - Allocution de Madame le Ministre de l'élevage du Sénégal à l'occasion des journées de la célébration de la journée mondiale du lait, édition 2007

Par Le Dr Malick FAYE, Directeur de l'élevage

*C'est un grand honneur pour moi de célébrer parmi vous, professionnels de la filière, partenaires au développement, chercheurs et développeurs la journée internationale du lait qui devient chez nous une tradition.*

*Cette célébration a en effet toutes les raisons de s'enraciner au Sénégal, car le lait et les produits laitiers font fondamentalement partis de nos habitudes alimentaires. Au delà d'aspects culturels, il ne faut pas oublier que le lait représente un facteur très important de l'équilibre nutritionnel, en particulier pour les enfants pour lesquels ils constituent une base essentielle en termes d'apport protéiques d'origine animale. Toutes les autorités sanitaires nationales autant que les organisations internationales (FAO, OMS) préconisent et encouragent la consommation de lait et de produits laitiers, avec une consommation minimale de 50 kg/hab./an d'équivalent-lait (EqL.).*

*Au Sénégal, malgré la présence d'un élevage bovin largement répandu, cet objectif n'est pas encore atteint.*

*La faible productivité de nos troupeaux bovins, l'éloignement entre zones de production, de transformation et de consommation sont les causes principales de performances encore trop modestes de notre filière nationale pour répondre à une demande nationale grandissante*

*Pour pallier aux insuffisances de la production locale, il est encore largement fait appel aux importations. Les conditions rencontrées sur le marché mondial du lait et des produits laitiers ont depuis longtemps favorisé le développement de ces transactions. D'un côté les grands pays producteurs ont cherché un débouché pour des excédents structurels qui encombraient leurs propres marchés, et à l'aide de subventions accordées à leurs exportations, ils ont facilement pris pied sur les marchés de nos pays déficitaires en lait et produits laitiers sous forme de lait en poudre en particulier.*

*Ces produits se sont fait une place parce qu'ils permettaient de résoudre des problématiques alimentaires et nutritionnelles encore fréquentes en Afrique mais aussi et surtout parce qu'étant fortement subventionnés ils arrivaient sur les marchés africains à des prix modérés compatibles avec des pouvoirs d'achat peu élevés*

*Néanmoins, la production mondiale connaît à l'heure actuelle des évolutions qui préfigurent d'une modification de la donne. D'une part des pays producteurs qui dans leur majorité tendent aujourd'hui à maîtriser leur production laitière et ses excédents coûteux; D'autre part des pays africains confrontés à des importations croissantes de lait et de produits laitiers qui représentent un coût toujours plus élevé pour leurs balances commerciales. On se dirige ainsi vers un marché mondial du lait et des produits laitiers qui devrait davantage se rétrécir avec comme conséquence, une augmentation des prix du fait de la diminution de l'offre des pays exportateurs toujours plus lourde à porter pour les pays en développement.*

*Cela renforce aujourd'hui le déficit de répondre de manière plus significative aux besoins en lait de nos concitoyens. Dès lors, la seule réponse viable face à ces nouvelles données est l'émergence d'une filière laitière développée, substituant progressivement aux importations les produits issus de la production nationale.*

*Dans cette perspective, la production laitière bovine se présente, bien au delà d'une voie de diversification, comme une source prometteuse et durable de création de richesses et de revenus.*

*Au sein de cet environnement, des organisations professionnelles et interprofessionnelles laitières ont émergé avec l'ambition de donner un nouvel élan au développement de leur filière et en s'inscrivant dans les perspectives*

*de concertation, de modernisation et de sécurisation, tracées par le Ministère de l'élevage en la matière. Mais une substitution aux importations par nos produits laitiers, ne deviendra significative qu'à moyen ou long terme en prenant le temps de mettre en place les conditions d'une filière économiquement viable qui repose sur une production quantitativement et qualitativement suffisante et dont les produits finaux aux débouchés sécurisés auront abouti à une reconquête du marché national. L'approche filière justement mise en œuvre à travers ses actions par le Ministère de l'élevage consiste à promouvoir un développement cohérent d'amont en aval de la filière laitière qui évite les goulots d'étranglement fatals au développement des filières. Il s'agit bien là d'appuyer l'amélioration de la productivité et de la rentabilité de nos élevages tout autant que la sécurisation de l'accès au marché pour la production nationale.*

*Cela requiert des appuis qui devront concerner tous les segments de la filière depuis la sélection, la gestion du troupeau, du pâturage l'alimentation jusqu'à la collecte, le traitement, la transformation du lait et sa commercialisation etc., Les tournées que nous effectuons dans le pays nous permettent d'avoir des échanges très révélateurs sur les problématiques rencontrées par les différents niveaux de la filière lait et nous conforte sur la nécessité d'avoir une approche holistique.*

*Au gré des saisons, en fonction des niveaux de technicité des élevages, selon la zone agro-écologique, cela est chaque fois un cas de figure différent qui dénote de la complexité des appuis à mettre en œuvre. Toutes les capacités de la filière nationale doivent aujourd'hui se fédérer*

*Vous avez depuis hier entamé des travaux importants sur ces grandes problématiques du développement de la filière laitière Nationale. Sachez que notre département qui privilégie au plus haut point la concertation avec les acteurs impliqués dans les filières sera très attentif aux conclusions et aux recommandations qui ressortiront de cet atelier.*

*Permettez-moi de remercier chaleureusement tous les partenaires qui appuient nos efforts et qui à cette occasion ont de nouveau manifesté leur soutien et je citerai parmi eux la Coopération Française, la Coopération Suisse, le Centre de Développement des Entreprises, l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole et le Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques.*

Un riche débat a porté sur la capacité de la production locale à reconquérir les marchés domestiques. Ce débat a été présidé par le Directeur de l'Elevage. Les objectifs visés par cette discussion ont été d'**identifier les priorités pour l'avenir**, souligner les **voies et moyens de reconquérir les marchés domestiques**. Plusieurs avis ont émergé de la réunion.

Le Directeur de l'Elevage retient que des recommandations importantes vont dans le sens d'impliquer très fortement les acteurs de la filière dans l'élaboration des politiques. Il est également fondamental de favoriser la synergie des acteurs pour la sécurisation des débouchés sans laquelle que la production ne saurait être



durable. De même, la dynamique des systèmes de collecte articulés à des unités de transformation est appréciable et les expériences qui se mènent sur le terrain le démontrent. Il est également fondamental de développer la production avec des systèmes plus intensifs. La problématique de la concurrence avec les produits importés pose des problèmes auxquels il va falloir apporter des solutions. Nous devons arriver à développer la production mais en faisant en sorte que les prix soient compétitifs, ce qui pourrait limiter l'impact des importations.

Le DINFEL pense qu'un programme national de développement laitier pour aider à accroître la production, comme cela a été décidé sur le la filière rizicole. Il invite le gouvernement

sénégalais à prendre en compte tous les aspects de la production à la commercialisation car, produire sans vendre ne profite à aucun acteur. L'élevage sénégalais doit être reconsidéré dans les options politiques pour sortir le sort de son marasme. Par exemple, on peut remarquer que la part attribuée au volet élevage dans le cadre du programme agricole a été ramenée à 300 millions de fca, ce qui est très modeste par rapport aux exigences de ce sous-secteur.

Il faut aussi évaluer la production laitière pour voir si elle a progressé ou régressé. Les potentialités existent dans la mesure où des initiatives sont développées par les acteurs, les programmes d'insémination artificielle ont inscrit quelques résultats, les fermes au niveau des Niayes se développent.

Minielle Tall, spécialiste de la communication pense que les entreprises laitières locales doivent se rapprocher davantage des investisseurs privés. L'exemple de la Laiterie du Berger confirme que ce choix est raisonné et profitable. Par ailleurs, il est également intéressant pour toute entreprise laitière d'intégrer la dimension marketing et communication pour marquer de sa présence sur le marché. C'est un aspect important pour valoriser nos produits locaux.

Même s'il est admis que beaucoup d'efforts ont été fournis par l'Etat dans le domaine de l'élevage, des avis militent en faveur d'une subvention de la production locale de lait (matériel de transformation) et d'un programme de développement de l'information et de la formation car, «*le lait, c'est la santé du peuple*».

Des questions ont également été posées sur les résultats des programmes d'insémination artificielle au Sénégal. Qu'est ce qui explique la faible réussite de l'insémination ?

Les programmes d'intensification doivent prendre en compte les autres facteurs de réussite notamment l'existence de marchés, les conditions de production : la santé et l'alimentation des animaux.

L'organisation de foires du lait est préconisée par les acteurs pour redynamiser le secteur et promouvoir les produits que les Sénégalais ne connaissent pas fondamentalement. A ce titre, des organisations comme la FENAFILS doivent mettre en place leur propre campagne de promotion des produits locaux comme cela se fait pour le riz et pour l'oignon.





Il a été souligné la nécessité de renforcer la confiance des consommateurs. S'agissant de labellisation de la production locale, il ne faudrait pas mettre en vigueur des normes trop hautes pour ne pas écarter beaucoup de producteurs. Le Manuel de bonnes pratiques pourrait devenir une « charte de bonne pratique » validée par les professionnels pour que le consommateur puisse reconnaître les acteurs qui s'astreignent à des normes minimales de qualité. Il faut prendre en compte le contexte mais faire avancer la qualité.

Sur la lactopéroxydase, il y a beaucoup de questions autour de son utilisation. Elle permet de retarder le développement microbien, d'allonger la durée du transport. Elle est utilisée dans beaucoup d'endroits. Il existe un programme de la FAO chargé de faire sa propagande pour une plus grande utilisation. Cependant, des données scientifiques font défaut pour valider son utilisation. Cet aspect pourrait être ajouté dans les recommandations en matière de recherche pour orienter éventuellement la décision des unités de transformation pour son application ou non. Par ailleurs, son utilisation pose un autre problème. En effet, la réglementation actuelle stipule que tout produit ajouté dans le lait doit faire l'objet d'une autorisation ministérielle, ce qui nécessite une autre procédure pour autoriser son utilisation.

L'autre problème de l'utilisation de la lactopéroxydase est qu'il n'y a pas beaucoup de fournisseurs sur le marché. De même les conditionnements sont tels qu'un sachet est prévu pour 50 litres, ce qui ne s'adapte pas très bien à nos systèmes de collecte.

En conclusion, il a été retenu de mettre en place un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des recommandations.

## 3. Coordination du projet

### 3.1. Les notes de la Coordination régionale

#### Note n°1 de la Coordination régionale

Projet de recherche

« *Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : Options politiques pour des filières laitières compétitives et durables* »

### Note n°1 de la coordination régionale

du 13 octobre 2005

Le projet « Politiques laitières » a pour objectif d'encourager les recherches et les échanges sur les politiques laitières et de renforcer les collaborations régionales. Il vise à contribuer à l'émergence de plans nationaux de développement laitiers, de réglementations sur les produits et de politiques commerciales cohérentes. Pour cela, le projet s'appuie sur un réseau régional, le REPOL, qui doit faciliter la mise en cohérence des différentes actions de recherche, de concertation et de formation. Les activités du projet ont démarré le 20 avril 2005.

Chers collègues,

Le projet « Politiques laitières dans la zone UEMOA » arrive bientôt au terme de 6 mois de fonctionnement. Beaucoup d'entre nous sont actuellement impliqués dans la réalisation des activités du projet dans les différents sites de recherche choisis par les équipes nationales. L'objectif de cette note est de faire le point sur notre programmation et de donner quelques infos sur les prochaines échéances.

#### **31 octobre 2005 : Rapport d'activités**

Comme le prévoit la convention de financement, il nous faut rendre un premier rapport d'activités au terme des 6 premiers mois de fonctionnement du projet. Ce rapport d'activités comprendra un volet technique et un volet financier. Un rapport d'activité par pays, daté du 31 octobre 2005, devra être transmis par mail à la coordination régionale par chacun des correspondants **avant le 8 novembre 2005**.

Le volet financier devra comporter un tableau récapitulatif des dépenses engagées. Les originaux des pièces comptables seront envoyés par courrier à l'ISRA-BAME (BP 3120, Dakar) avant le 15 novembre pour transmission au CORAF.

#### **Courant novembre 2005 : Visite du CORAF**

Le secrétariat Exécutif du CORAF/WECARD envisage de procéder à une visite des projets des fonds compétitifs FED et BAD dont la coordination est basée au Sénégal. Cette visite aura lieu cours du mois de novembre 2005. Elle concernera notamment le projet « Politiques laitières ».

Nous essaierons d'être prêts pour rendre compte de l'ensemble des activités réalisées dans les quatre pays du projet. N'hésitez pas à nous transmettre d'ici-là tous les documents nécessaires. Le rapport d'activité devra en tout état de cause être finalisé par la coordination régionale avant cette visite.

#### **4-10 décembre 2005 : Mission d'animation régionale**

En rapport avec les correspondants pays, la Coordination Régionale du projet est en train de programmer une mission d'animation sur les sites des 4 pays partenaires. Cette mission aura lieu du 4 au 10 décembre pour le Mali et le Burkina, fin décembre pour le Sénégal et fin janvier pour le Niger. Elle devrait permettre de finaliser le programme de l'atelier à mi-parcours, de visiter un certain nombre de sites où des opérations sont en cours, et d'identifier d'éventuels blocages dans le fonctionnement du projet.

Cette mission sera l'occasion de rencontrer la Commission de l'UEMOA pour lui présenter les activités du projet.

### **29 mai–2 juin 2006 : Atelier à mi-projet à Bamako**

Les dates de l'atelier de Bamako ont été fixées. Cet atelier aura lieu du lundi 29 mai au 2 juin 2006. Un dossier technique et financier a été élaboré par l'équipe du Mali. Des demandes de financements ont été soumises pour compléter le budget prévu par le projet.

### **Informations sur le REPOL**

**Le site web** [www.repol.sn](http://www.repol.sn) est opérationnel depuis août 2005. Cependant, plusieurs partenaires ont déploré la lenteur de ce site. Un reformatage des pages du site est actuellement en cours. Il devrait permettre de résoudre ces difficultés d'accès. N'oubliez pas d'envoyer vos CV. A ce jour, nous n'en avons reçu que 12.

**Les notes méthodologiques et les synthèses bibliographiques** présentées lors de l'atelier de lancement ont été révisées. Elles devraient être disponibles en ligne fin octobre. Un CD contenant tous ces éléments est e cours de confection.

**Le numéro 1 du Bulletin du REPOL** (juillet-août-septembre 2005) a été diffusé par mail. Il est disponible auprès de la Coordination régionale.

**Une journée sur le thème** « *Dynamiques d'innovation dans les filières laitières africaines* » a été organisée le 8 septembre 2005 à Montpellier en collaboration avec le CIRAD. Cette journée avait pour objectifs d'informer les chercheurs montpelliérains sur les activités du REPOL, de présenter une restitution de la thèse de Christian Corniaux, et de faire le point sur plusieurs thèses en cours qui traitent de cette thématique. L'atelier a rassemblé une quinzaine de chercheurs. Les thèses en cours de M.O. Koussou (Tchad), de V. Sioussaram (sur le Niger) et de P.N. Dieye (sur le Sénégal) ont pu y être présentées. D'autres travaux en cours sur la thématique des innovations dans les filières laitières notamment au Mali ont été évoqués. Le compte-rendu de l'atelier ainsi que les présentations powerpoint sont disponibles sur le site [http://epe.cirad.fr/fr/publi/actes\\_seminaire.html](http://epe.cirad.fr/fr/publi/actes_seminaire.html). Cette réunion a donné un « avant-goût » de ce que sera l'atelier de Bamako.

La Coordination régionale reste à votre disposition pour d'éventuelles précisions.

A bientôt, et bon courage à tous !

Guillaume Duteurtre et Papa Nuhine Dieye

## Note n°2 de la Coordination régionale

Projet de recherche

« *Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : Options politiques pour des filières laitières compétitives et durables* »

# Note n° 2 de la coordination régionale

Du 5 mai 2006

Le projet « Politiques laitières » a pour objectif d'encourager les recherches et la concertation sur les politiques laitières et de renforcer les collaborations régionales. Il vise à contribuer à l'émergence de plans nationaux de développement laitiers, de réglementations sur les produits et de politiques commerciales cohérentes. Pour cela, le projet s'appuie sur un réseau régional, le REPOL, qui doit faciliter la mise en cohérence des différentes actions de recherche, de concertation et de formation. Les activités du projet ont démarré le 20 avril 2005.

Chers collègues,

Nous arrivons à bientôt 3 semaines de l'atelier de Bamako qui doit marquer la fin de la première année du projet. Or, nous n'avons toujours pas reçu la deuxième tranche qui devait nous être versée par le Coraf fin 2005. L'objectif de cette note est d'expliquer ce retard.

Le projet « politiques laitières » fait l'objet d'une convention de financement entre le Coraf et l'Isra pour un montant de 80 millions de Fcfa. Cette convention a été signée dans le cadre du financement par l'Union Européenne d'un Fonds Compétitif « Recherche » relevant du programme PARAO. Or, le PARAO est arrivé à échéance le 31 décembre 2005. Pour différentes raisons, le Coraf ne s'attendait pas à ce que le projet PARAO soit clôturé si tôt. Il n'a donc pas pu procéder au renouvellement de l'avance demandée par l'Isra-Bame fin 2005.

Depuis, le Coraf a travaillé à la mise en place d'un nouveau montage financier lui permettant de tenir les engagements pris dans le cadre du lancement du fonds compétitif. Après plusieurs discussions ayant impliqué les coordinateurs des projets financés par le fonds compétitif dont le notre, le Département pour le Développement International du Gouvernement Britannique (DIFID) a finalement accepté de financer les reliquats des projets initiés sur financement PARAO. Ainsi, le financement de notre projet est désormais assuré jusqu'à son terme. Malheureusement, la mise sur pied ce nouveau montage financier a pris plus de temps que prévu.

La Coordination régionale travaille en parfaite synergie avec le Secrétariat Exécutif du Coraf. Nous leur avons fait plusieurs visites et leur téléphonons toutes les semaines. Nous leur avons plusieurs fois rappelé les échéances de l'atelier de Bamako, en leur expliquant les difficultés que rencontrait le Comité d'Organisation de l'atelier. Nous leur avons en particulier fait part de notre impossibilité de pré-financer entièrement cet atelier. Courant mars, le Coraf nous a informés qu'il pensait être en mesure de disposer de ces fonds DIFID avant la fin avril 2006. Or, ces fonds ne sont toujours pas disponibles à ce jour sur le compte Coraf.

Heureusement, pour nous permettre de tenir l'atelier, le Coraf a pu s'organiser pour nous accorder l'avance demandée. Le virement doit être fait dans la matinée d'aujourd'hui. Nous en avons eu la confirmation hier soir. Dès réception des fonds sur le Compte du Bame (jeudi 11 ou vendredi 12), il sera procédé à un virement sur les comptes des partenaires. Si les délais s'avéraient trop courts, nous

trouverions une solution pour que les fonds soit matériellement disponibles le 29 mai pour le lancement de l'atelier de Bamako.

Nous vous remercions de votre compréhension et nous excusons pour les difficultés que vous avez pu rencontrer dans l'exécution de vos activités.

La Coordination régionale reste à votre disposition pour d'éventuelles précisions.

A bientôt, et bon courage à tous !

Guillaume Duteurtre et Papa Nuhine Dieye

## Note n°3 de la Coordination régionale

Projet de recherche

« Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA :  
Options politiques pour des filières laitières compétitives et durables »

# Note n° 3 de la Coordination Régionale

Du 28 mai 2005

A l'attention de :

Didier RICHARD (Cirad), Bassirou BONFOH (ITS/INSAH), Isabelle BALTENWECK (ILRI), Michel BENOIT-CATTIN (Cirad), Papa Nouhine DIEYE (ISRA), Guillaume DUTEURTRE (ISRA/MAE) Bernard FAYE (Cirad), Aly KOURIBA (IER), Cheikh LY (ITC), Etienne MONTAIGNE (Agro-Montpellier), Isabelle BALTENWECK (ILRI), Adama TRAORE (CNRA), François VATIN (Univ. Paris X Nanterre).

Madame, Messieurs les membres du Comité Scientifique,

La présente note a pour objet de préciser le rôle attendu du Comité Scientifique de l'atelier « *Vers de Nouvelles Politiques laitières en Afrique de l'Ouest* » organisé à Bamako du 28 mai 2006. Il s'agira de :

1. **Faire des propositions aux équipes des pays partenaires du projet (Burkina-Faso, Mali, Niger, Sénégal)** pour que les activités en cours répondent au mieux aux objectifs du projet, notamment sur les 4 thèmes de recherche :
  - Analyse de la consommation et de ses déterminants
  - Déterminants de la compétitivité des filières laitières
  - Innovations et stratégies de diversification des systèmes de production
  - Options politiques et rôle des cadres de concertation
2. **Faire des propositions aux chercheurs et étudiants en thèse** en vue de la finalisation de leurs thèses (voir liste des thèses en cours page suivante)
3. **Faire des recommandations aux auteurs** des communications en vue de l'envoi de leur texte à une revue scientifique, et cibler les revues susceptibles d'être intéressées.
4. **Attribuer les prix « REPOL 2006 »** aux chercheurs ayant présenté les communications les plus significatives des objectifs du projet, selon des critères à définir pour les 5 catégories suivantes :
  - Prix de la meilleure communication orale
  - Prix du meilleur résumé
  - Prix des thésards
  - Prix de la pluridisciplinarité
  - Prix du partenariat

Nom	Institution	Pays	Thème de thèse / Communication	Université	Directeur de thèse	Discipline	Etat d'avancement
COULIBALY Doubangolo	IER	Mali	Commercialisation dans les principales villes du Mali : un moteur d'innovation dans les systèmes d'élevage des zones périurbaines	INA-PG / Ecole doctorale ABIES	J. LOSSOUARN	Zootéchnie	3 <sup>ème</sup> année
DIA Djiby	Ucad / Isra	Sénégal	Cloisonnement des espaces structurés autour du lait : le lait local sénégalais est-il interconnecté au marché mondial ?	UCAD Dakar / Dpt géographie	Cheikh BA	Géographie	3 <sup>ème</sup> année
DIARRA Abdoulaye	Cirad/Isra	Sénégal / Mali	Analyse des politiques laitières dans les pays de l'UEMOA : cas du Sénégal	Paris 11	JJ. GABBAS/ M. Benoit-Cattin	Economie	1 <sup>ère</sup> année
DIEYE Papa Nouhine	Isra	Sénégal	Coordination des acteurs et formes de gouvernance des filières laitières locales au Sénégal : les petites entreprises de transformation face aux incertitudes de l'approvisionnement	Agro Montpellier /UMR Moisa	Etienne MONTAIGNE	Economie	3 <sup>ème</sup> année
SIOUSSARA M Véronique	Ird / Cirad	Niger	L'élevage peut péri-urbain de Niamey : changements économiques et culturels	Univ. ParisVI	J. BOUTRAIS	Sociologie – anthropologie	2 <sup>ème</sup> année
ESSOMBA Jean-Marie	Université de Yaoundé	Cameroun	Evolution des styles alimentaires: consommation des produits laitiers reconstitués à partir de la poudre de lait importé à Yaoundé	Université de Yaoundé I	Pr. Mbonji EDJENGUELE	Sociologie	1 <sup>ère</sup> année
KOUSSOU Mian Oudanang	Laboratoire de Farcha	Tchad	Dynamiques des innovations dans le secteur laitier au Tchad : le cas de la filière d'approvisionnement de la ville de N'Djamena en produits laitiers.	INAPG / Ecole doctorale ABIES	J. LOSSOUARN	Zootéchnie systèmes d'élevage	2 <sup>ème</sup> année

La Coordination régionale reste à votre disposition pour d'éventuelles précisions.

P.N. Dieye, G. Duteurtre et B. Bonfoh

## Note n°4 de la Coordination régionale

Projet de recherche

« Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : Options politiques pour des filières laitières compétitives et durables »

# Note n°4 de la Coordination Régionale

du 8 août 2006

Le projet « Politiques laitières » a pour objectif d'encourager les recherches et les échanges sur les politiques laitières et de renforcer les collaborations régionales. Il vise à contribuer à l'émergence de plans nationaux de développement laitiers, de réglementations sur les produits et de politiques commerciales cohérentes. Pour cela, le projet s'appuie sur un réseau régional, le REPOL, qui doit faciliter la mise en cohérence des différentes actions de recherche, de concertation et de formation. Les activités du projet ont démarré le 20 avril 2005.

### A l'attention de tous les chercheurs partenaires du projet « Politiques laitières »

Chers collègues,

La présente note fait le point sur l'avancement du projet « Politiques laitières dans la zone UEMOA » au terme de la première année de fonctionnement. Elle présente un rapide bilan de l'atelier de Bamako, expose les activités programmées dans les pays, rend compte de l'évolution du REPOL, et discute des prochaines échéances.

#### 1. Bilan de l'atelier de Bamako

L'atelier « Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest » s'est tenu à Bamako du 29 mai au 2 juin 2006. Il a permis de faire le point des activités réalisées au terme de la **première année du projet**. Organisé par l'équipe malienne du projet, l'atelier a vu la présentation de 24 communications sur une trentaine de propositions reçues.

Les présentations powerpoint et les résumés **sont déjà en ligne** sur le site [www.repol.info](http://www.repol.info). Les actes vont sortir rapidement avec uniquement les résumés et powerpoints ainsi qu'une synthèse générale. Un **CD rom sera diffusé**.

Les communications écrites pourront être valorisées dans un **numéro spécial** de la Revue « Elevage et Médecine Vétérinaire des pays Tropicaux ». Ce numéro sera coordonné par Papa Nuhine DIEYE. Un appel à contribution sera lancé très prochainement.

#### 2. Programme d'activité dans les pays

Le Comité scientifique a souligné la qualité des travaux présentés, mais il a formulé un certain nombre de recommandations pour mettre en cohérence les différents travaux entrepris, notamment d'un point de vue méthodologique. Il a précisé : « *Il apparaît donc essentiel que des points précis soient faits par thèmes en premier lieu par les équipes de chaque pays, puis entre les pays. Il est recommandé que chaque équipe fasse un bilan par rapport à ce qui était prévu dans la programmation faite en 2005.* »

Nous vous encourageons donc à organiser dans chacun des pays des **réunions méthodologiques** de plusieurs jours pour partager les résultats, et pour échanger sur la méthodologie et sur le traitement de données. Ces **ateliers méthodologiques** nationaux devront être organisés en utilisant les reliquats disponibles du projet, et en favorisant les regroupements **par thème**. Dans la mesure du possible, des ateliers méthodologiques **régionaux** pourront être organisés si les équipes parviennent à mobiliser des financements complémentaires.

La seconde priorité pour les activités du semestre en cours concerne l'organisation **d'ateliers de concertation locaux** avec les acteurs des filières et les services d'appui, et la rédaction de **notes politiques** selon le modèle discuté lors de la dernière journée de l'atelier de Bamako.

### **3. Informations sur le REPOL et échanges régionaux**

Le **REPOL** ([www.repol.info](http://www.repol.info)) a été institutionnalisé le 2 juin lors de la dernière journée de l'atelier de Bamako. Les statuts et le règlement intérieur de l'association sont en cours d'enregistrement auprès de la Préfecture de Dakar.

Le Bureau élu le 1<sup>er</sup> juin est composé de Papa Nuhine DIEYE (Présient), Bara OUOLOGUEM (Vice-président), Seyni HAMADOU (Secrétaire), Guillaume DUTEURTRE (animateur), Bassirou BONFOH (Animateur-adjoint), Aboul Razak BOUKARI (Trésorier) et Véronique SIOUSSARAM (Vice-trésorière). Le premier gros dossier du Bureau du REPOL sera l'organisation de **l'atelier de fin de projet** prévu à Ouagadougou.

Actuellement, **41 membres** du REPOL sont à jour de leurs cotisations.

Des contacts vont être pris auprès du **Coraf**, de **l'AUF** et d'autres institutions pour mettre en place une liste de diffusion mail, préparer la suite des activités du REPOL et rechercher des financements. De plus des informations sont en cours de diffusion auprès de divers médias (Coraf-action, Bulletin du REPOL n°4, etc.).

### **4. Prochaines échéances**

Les prochaines échéances concernent :

**La préparation de l'atelier de fin de projet** et la recherche de financements

**Le dépôt de demandes de financement** pour pérenniser les actions du REPOL

Lors de l'atelier de clôture, un **document de synthèse** du projet sera édité sur papier et diffusé. Il présentera une synthèse par pays ainsi qu'une synthèse régionale par thème de recherche. N'hésitez pas à nous envoyer vos idées pour la rédaction de ce **petit livre** qui devrait être la « vitrine » du REPOL.

La Coordination régionale reste à votre disposition pour d'éventuelles précisions.

Cordialement,

Guillaume Duteurtre et Papa Nuhine Dieye

## Note n°5 de la Coordination régionale

Projet de recherche

« *Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : Options politiques pour des filières laitières compétitives et durables* »

# Note n°5 de la Coordination Régionale

du 11 septembre 2006

Le projet « Politiques laitières » a pour objectif d'encourager les recherches et les échanges sur les politiques laitières et de renforcer les collaborations régionales. Il vise à contribuer à l'émergence de plans nationaux de développement laitiers, de réglementations sur les produits et de politiques commerciales cohérentes. Pour cela, le projet s'appuie sur un réseau régional, le REPOL, qui doit faciliter la mise en cohérence des différentes actions de recherche, de concertation et de formation. Les activités du projet ont démarré le 20 avril 2005.

## A l'attention de tous les chercheurs partenaires du projet « Politiques laitières »

Chers collègues,

La présente note fait le point sur la mission d'évaluation reçue par la Coordination du projet « Politiques laitières » du 4 au 6 septembre 2006. Il est ressorti de cette évaluation les points forts et les points faibles du projet. Des recommandations ont également été proposées par l'équipe d'évaluateurs composée de :

- Samba Ly, Directeur général INRA, Niger ;
- Marcel Nwalozie, Coordinateur scientifique du Coraf ;
- Julienne Kuiseu, assistante de programme au Coraf et
- Ghyslaine Sissoko, Chef comptable au Coraf.

## 1. Volet technique du projet

L'évaluation a remarqué le **respect des clauses de la Convention** par les deux parties. Les procédures de décaissement et les délais de transmission des rapports de démarrage aussi bien que ceux des rapports d'avancement sont conformes aux exigences du contrat.

Les évaluateurs ont reconnu l'**état d'exécution avancée** des travaux. En effet, les travaux de recherche sont réalisés ou à défaut, à un stade assez avancé. Cependant, des déséquilibres sont notés entre les différentes équipes nationales. Il revient à la Coordination régionale de veiller à la mise à niveau des équipes de recherche dans le souci de clôturer le projet en juin 2007 comme stipulé dans le chronogramme des activités.

Par ailleurs, pour mieux proposer des éléments d'aide à la prise de décisions comme indiqué dans le cadre logique du projet, un accent particulier doit être mis sur les **supports de diffusion de l'information** par la Coordination pour rendre plus accessible les acquis. Ces supports varient suivant les cibles : scientifiques, décideurs, acteurs et autres maillons des filières laitières locales.

La **complémentarité** entre le projet et les autres projets et institutions de recherche/développement, ainsi que les **liens** avec les entreprises laitières doivent être précisés. Les équipes nationales de recherches sont invitées à fournir ces informations à la Coordination régionale.

La recommandation majeure issue de la réunion d'évaluation a trait à l'élaboration de la **synthèse finale**. Elle doit, pour chaque volet pris en charge par le projet, revêtir un caractère régional plutôt qu'une analyse sectorielle par pays.

## **2. Volet financier**

Les évaluateurs ont relevé que la gestion financière du projet est assez régulière. Cependant, une remarque de taille a été formulée sur la **fiabilité des pièces justificatives** envoyées par certaines équipes à la Coordination régionale, mais également sur le **respect des deadline** d'envoi des pièces.

Il est également demandé à toutes les équipes de préciser la **contribution financière des institutions partenaires** (bailleurs, instituts de recherche) du projet : contribution au financement des ateliers, des activités, les infrastructures, communication (téléphone, connexion internet), nombre de chercheurs de chaque institution impliquée dans le projet, salaires, etc.

Le rapport général de l'évaluation sera transmis à la Coordination régionale par le Coraf.

La Coordination régionale se félicite du dynamisme des équipes nationales et les exhorte à finaliser les travaux au plus vite pour respecter les délais d'exécution conformément au chronogramme.

Cordialement,

Papa Nuhine Dieye et Guillaume Duteurtre

## Note n°6 de la Coordination régionale

Projet de recherche

« Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA :  
Options politiques pour des filières laitières compétitives et durables »

# Note n°6 de la Coordination Régionale

du 12 mars 2007

Le projet « Politiques laitières » a pour objectif d'encourager les recherches et les échanges sur les politiques laitières et de renforcer les collaborations régionales. Il vise à contribuer à l'émergence de plans nationaux de développement laitiers, de réglementations sur les produits et de politiques commerciales cohérentes. Pour cela, le projet s'appuie sur un réseau régional, le REPOL, qui doit faciliter la mise en cohérence des différentes actions de recherche, de concertation et de formation. Les activités du projet ont démarré le 20 avril 2005.

### A l'attention de tous les chercheurs partenaires du projet « Politiques laitières »

Chers collègues,

La clôture du projet « Politiques laitières dans la zone UEMOA » est prévue dans moins de trois mois. La présente note a pour objectif de faire le point sur l'avancement du projet et de préparer les ateliers nationaux de clôture du projet prévus en juin 2007.

## 1. Restitution des résultats par pays

De nombreux résultats de recherche ont été acquis dans le cadre du projet « Politiques laitières dans la zone UEMOA » par les chercheurs dans les différents pays. Ces résultats doivent être partagés avec les différents acteurs nationaux et internationaux qui s'intéressent aux filières et aux politiques laitières en général. L'hétérogénéité de ces acteurs recommande l'utilisation de supports adaptés pour mieux diffuser nos résultats de recherche. C'est pourquoi il est demandé à toutes les équipes de recherche d'élaborer des **fiches techniques synthétiques (note politiques)** sur les différentes thématiques abordées par le projet.

Pour une diffusion optimale de ces résultats auprès des acteurs des filières, il serait souhaitable que des **ateliers de restitution** soient organisés dans chacun des pays. Ces ateliers pourraient se tenir simultanément lors de la journée mondiale du lait du **1<sup>er</sup> juin 2007**. A l'occasion de cette journée, les notes synthétiques seront distribuées. Les débats permettront de faire émerger des options politiques tenant compte des échanges issus des résultats de recherche présentés.

L'organisation de ces ateliers sera prise en charge par le projet dans la limite des reliquats disponibles. Les correspondants nationaux coordonneront ces journées et pourront rechercher des financements complémentaires. Ils veilleront à **impliquer fortement les organisations de producteurs et les industriels** dans l'organisation de ces ateliers de restitution par pays. Ces ateliers doivent aussi être fortement médiatisés pour avoir un écho important sur les décideurs politiques.

Chacun des ateliers de restitution par pays fera l'objet d'un compte-rendu qui sera restitué lors du séminaire régional de fin de projet.

## 2. Valorisation des résultats de recherche et synthèse régionale

Une partie des résultats des recherches menées dans le cadre du projet doivent être valorisées dans un **numéro spécial** de la Revue « Elevage et Médecine Vétérinaire des pays Tropicaux ». Un appel à contribution a été lancé pour soumettre à la revue des articles sur le thème « **Filières laitières dans les pays du sud : Nouvelles dynamiques et options politiques** ». Les papiers complets, en français ou en

anglais, devront être envoyés avant le 15 mai 2007 sous forme de fichier Word par message électronique à l'attention de : [epe@cirad.fr](mailto:epe@cirad.fr) avec copie à [revue.emvt@cirad.fr](mailto:revue.emvt@cirad.fr). L'annonce avec le détail des thèmes est également disponible sur le site du REPOL ([www.repol.info](http://www.repol.info)).

Une partie de ces contributions scientifiques, ainsi que les fiches techniques discutées lors des ateliers de restitutions par pays feront l'objet d'une présentation lors du séminaire de fin de projet. Au cours de ce séminaire doit être aussi présentée une synthèse régionale des résultats du projet.

Afin de prendre en compte les enseignements des ateliers nationaux de restitution par pays, et pour faciliter la recherche de financement, **il est prévu d'organiser le séminaire régional de fin de projet du 2 au 5 octobre 2007 (à confirmer)**. Ce séminaire devrait avoir lieu au Burkina-Faso. Les montages financiers sont en cours. L'objectif est d'avoir la participation d'un nombre maximum de membres du réseau, l'implication des institutions régionales et sous-régionales.

### **3. Rapports d'activité par pays**

Nous invitons tous les coordonateurs nationaux à préparer les **rapports techniques et financiers** correspondant à la période de septembre 2006 à mars 2007. Ces rapports doivent parvenir à la Coordination nationale dans la **première quinzaine du mois d'avril 2007** afin que la synthèse régionale parvienne avant la fin du mois d'avril au Coraf.

Pour nous permettre de respecter nos engagements vis-à-vis du bailleur, il est demandé à tous les coordonateurs nationaux de nous envoyer **dès que possible les pièces justificatives des dépenses** exécutées dans le cadre du projet. Ceci nous mettra à l'abri de certains dysfonctionnements en fin de projet, les dernières activités étant en principe préfinancées.

### **4. Rapport d'activités de fin de projet**

Le **rapport global de fin de projet** de chacune des équipes devra parvenir à la Coordination régionale au plus tard le 15 juin 2007. Ce rapport global intégrera tous les résultats obtenus au cours de projets en tenant compte du cadre logique du projet (voir les activités : recherche, formation, concertation, information, valorisation). Il pourra contenir des annexes incluant les rapports de recherche, les thèses, les mémoires d'étudiants ou tout autre document produits par les équipes impliquées.

Ce rapport sera la « mémoire » du projet. Il devra être le plus complet possible.

La Coordination régionale reste à votre entière disposition pour d'éventuelles précisions.

Cordialement,

Papa Nuhine Dieye, Guillaume Duteurtre et Djiby Dia

### 3.2. L'appel à contribution au numéro spécial sur les filières laitières

#### **Revue d'Élevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux**

## **Appel à contributions**

### **« Filières laitières dans les pays du sud : Nouvelles dynamiques et options politiques »**

**Cet appel à contribution vise à faire le point sur les résultats des travaux récents relatifs aux dynamiques de développement des filières laitières dans les pays du sud. L'objectif est de rendre compte de la diversité des situations et de souligner les principales options politiques qui s'offrent aux décideurs publics et aux responsables professionnels.**

#### **Contexte**

La croissance rapide de la consommation des produits animaux observée dans les pays du Sud représente une opportunité pour les éleveurs locaux d'améliorer leurs moyens d'existence. Ainsi, on assiste à l'émergence de bassins laitiers autour des villes principales et secondaires, mais aussi dans certaines zones pastorales et agro-pastorales. Dans de nombreuses régions, la vente de lait et de produits laitiers renforce l'intégration marchande des systèmes de production agricoles.

Ces nouvelles dynamiques des filières laitières dans les pays du sud s'appuient sur le développement de contrats explicites ou implicites entre producteurs et entreprises de transformation. Ces relations contractuelles permettent de structurer les relations entre l'amont et l'aval, de réduire les risques liés à la périssabilité du lait, et donc de faciliter l'accès au marché des systèmes agricoles. Le développement des filières laitières locales repose également sur les livraisons de lait à domicile, les ventes de produits laitiers sur les marchés spot, et l'essor de la grande distribution. Une grande diversité de produits locaux fermiers, artisanaux ou industriels sont ainsi commercialisés sur les marchés urbains.

Cependant, l'ouverture croissante des marchés des pays du Sud remet en cause ces dynamiques locales. La concurrence croissante des importations fragilise la production locale et conduit une partie des opinions publiques à remettre en cause le bien-fondé des politiques commerciales. Par ailleurs, dans de nombreux pays, notamment en Afrique, on assiste à l'échec des programmes de promotion des cultures fourragères ou d'insémination artificielle. Ces insuccès soulignent les limites des politiques productivistes qui n'ont pas assez pris en compte les difficultés d'accès aux marchés.

#### **Objectifs**

Cet appel à contribution vise à faire le point sur les résultats des travaux récents relatifs aux dynamiques de développement de ces filières et aux options politiques qui s'offrent aux décideurs publics. Il sera ouvert à plusieurs types de contributions. Il pourra s'agir de « synthèses » faisant le point sur la bibliographie, « d'articles originaux » présentant des résultats de recherche, ou de « communications » relatant de manière plus courte des expériences de terrain. Les contributions pourront se référer aux disciplines suivantes : économie, sociologie, géographie, zootechnie-système, économie de la santé, sciences politiques, histoire, anthropologie, etc. Les textes pourront être rédigés en français ou en anglais.

#### **Thématiques**

Les thèmes suivants pourront être mis en avant :

##### **Thème 1 : L'évolution des marchés laitiers**

Dans les grandes villes du Sud, la demande en produits laitiers est en pleine évolution. Or, la connaissance de ces marchés est essentielle pour comprendre les mécanismes de concurrence entre

produits locaux et produits importés. Ce thème vise à présenter les grandes évolutions des modes de consommation des produits laitiers, des styles alimentaires, et des facteurs de choix des consommateurs.

### **Thème 2 : Les facteurs de compétitivité des filières laitières locales**

Le recours à la poudre de lait représente une opportunité pour les unités de transformation. Ce volet visera à comprendre pourquoi certains transformateurs ont aussi recours au lait local, et quels sont les facteurs prix et hors-prix susceptibles de renforcer la compétitivité de la production nationale. Les ressorts territoriaux de la compétitivité, définie comme la capacité à accroître ou à maintenir des parts de marchés, pourront être abordés : dynamique de l'action collective, typicité des produits, signes de qualité, etc.

### **Thème 3 : La dynamique des systèmes de production de lait;**

Les systèmes de production laitiers évoluent sous l'influence de contraintes ou opportunités locales liées à l'accès aux ressources pastorales et foncières, à l'accès au crédit et aux intrants, aux débouchés commerciaux, ou aux dynamiques d'organisation et de formation professionnelle. Il s'agira dans ce thème de fournir des éléments permettant de mieux comprendre l'émergence d'innovations induites par le développement du commerce laitier, en rapport avec les autres déterminants des systèmes de production.

### **Thème 4 : Politiques et stratégies de développement du secteur laitier**

Les politiques publiques influencent les avantages compétitifs des producteurs nationaux. Ce thème visera à identifier les options qui s'offrent aux décideurs dans plusieurs domaines : les politiques commerciales (notamment les barrières tarifaires), les réglementations en matière de qualité des produits et de santé publique ; et les programmes d'appui au secteur laitier basés sur la promotion de modèles techniques de production et de transformation.

### **Recommandations aux auteurs**

Le numéro sera coordonné par Papa Nuhine Dieye, Guillaume Duteurtre et Bassirou Bonfoh. Les papiers envoyés devront se conformer aux procédures de relecture et à la ligne éditoriale de la Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux définie dans la « note aux auteurs » de la Revue (<http://remvt.cirad.fr>).

Les personnes intéressées doivent envoyer les textes complets en français ou en anglais avant le 15 mai 2007 sous forme de fichier Word par message électronique à l'attention de : [epe@cirad.fr](mailto:epe@cirad.fr) avec copie à [revue.emvt@cirad.fr](mailto:revue.emvt@cirad.fr).

## **Special Issue on « Dairy sub-sectors »**

### ***Revue d'Élevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux***

## **Call for papers**

### **« Dairy sub-sectors in southern countries New challenges and policy options »**

**This call aims at assessing new scientific knowledge concerning dairy sub-sector and dairy development in developing countries. The objective is to put forward the diversity of the local situations and to emphasise main policy options to be taken up by public stakeholders and professional organisations.**

#### **Context**

The rapid growth of consumption of animal products in southern countries offers new opportunities for local producers to increase their revenues. In a number of regions, dairy activities are emerging as major opportunities for producers, often in association with agricultural activities. Around cities, but also in pastoral and agro-pastoral areas, dairy marketing leads to a better commercial integration of smallholder producers.

Dairy development relies on a variety of marketing arrangements, from direct sales to consumers, milk collection by dairies, sales on spot markets to sale to supermarkets. A huge diversity of dairy products is marketed by local farms, small dairy enterprises and modern industries. Besides others, these new dynamics affecting the dairy sub-sectors (or value chains) at the farm levels are linked to implicit or explicit contracts between producers and processing enterprises. Those contractual relations allow to formalise the links between production and market intermediaries, to reduce risks, in particular related to the perishability of the product, and to increase market access for smallholder producers.

However, the decrease of tariffs and non-tariff trade-barriers in southern countries is likely to affect those local dynamics and may restrict local producers from accessing lucrative markets. Increasing competition by imports might impair local production and leads some part of public opinions to question the current trade policies. In addition, in many African countries, development programs adopt blanket recommendations, promoting artificial insemination or forage cultivation irrespective of the local conditions, resulting in low adoption rates. These difficulties underline the limits of policies that have been focused too much on productivity issues, and not enough on market access.

#### **Objectives**

The call aims at assessing new scientific knowledge on the development processes of dairy sub-sectors in southern countries, and on policy options. It is open to different types of contributions: literature review, "original articles" presenting new research results, or short contributions presenting field experiences. The contributions might refer to the following scientific fields: economics, sociology, geography, animal science, health economics, political science, history, anthropology, etc. Manuscripts can be written in French or in English.

#### **Themes**

Four themes are suggested:

1. Dynamics of dairy markets;
2. Factors of competitiveness of local dairy sub-sectors / value chains;
3. Dynamics of dairy production systems;
4. Policies and development strategies of the dairy sector.

## **Authors' guidelines**

The special issue will be coordinated by Papa Nuhine Dieye, Guillaume Duteurtre and Bassirou Bonfoh. Papers must refer to the guidelines ("note aux auteurs") of the *Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux* and to the reviewing procedures of the committee of the journal (<http://remvt.cirad.fr>).

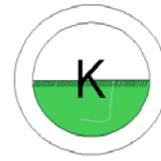
Authors should send their final texts in French or in English before May 15<sup>th</sup> 2007 in MSWord format by e-mail to [epe@cirad.fr](mailto:epe@cirad.fr) with copy to [revue.emvt@cirad.fr](mailto:revue.emvt@cirad.fr).

### 3.3. Les rapports d'activités

Rapport de démarrage



**GRET**



# Projet Politiques laitières

**Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : Options politiques pour des filières laitières compétitives et durables**

## Rapport de démarrage

**Juillet 2005**

Avec le concours de :



Projet FC/2003/35

# Sommaire

## Liste des sigles et acronymes

## Introduction

## Volet Technique

### 1. Rappel du chronogramme des activités

### 2. Activités réalisées

*Réunions de préparation par pays*

*Synthèses bibliographiques*

*Atelier de démarrage*

*Activités du projet REPOL*

### 3. Perspectives

## Volet Financier

### 4. Calendrier des transferts de fonds

### 5. Réalisations au 30/06/2005

## Sigles et acronymes

APCAM : Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali  
CEMAC : Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale  
CINAFIL : Comité de l'Interprofession Nationale des Acteurs de la Filière Lait (Sénégal)  
CIRAD : Centre de Coopération Internationale en recherche agronomique pour le Développement  
CIRDES : Centre International de Recherche-Développement sur l'Élevage en zone Sub-humide  
CNCR : Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (Sénégal)  
CORAF : Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement agricole  
CRESA : Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture  
DINFEL : Directoire National des Femmes en Elevage (Sénégal)  
EISMV : Ecole Inter-Etat des Sciences Médicales Vétérinaires  
ENDA-GRAF : Groupe Recherche Action Formation de ENDA Tiers-monde  
GIE Cab-Demeso : Groupement d'Intérêt Economique Cab Demeso  
GRET : Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques  
FEITLS : Fédération des Eleveurs Indépendants et des transformateurs laitiers au Sénégal  
FENAFILS : Fédération Nationale des Acteurs de la Filière Lait local au Sénégal  
IER : Institut d'Economie Rurale (Mali)  
ILRI : International Livestock Research Institute  
INERA : Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (Burkina-Faso)  
INSAH : Institut du Sahel  
IPR/IFRA : Institut Polytechnique Rural de Formation et de Recherche Appliquée de Katibougou (Mali)  
ISRA : Institut Sénégalais de Recherches Agricoles  
ITS : Institut Tropical Suisse  
PAOP : Projet d'Appui aux Opérateurs de l'Agro-Alimentaire  
PAPEL : Programme d'Appui à l'Élevage (Sénégal)  
PAPES-ONUUDI : Projet d'Appui aux Petites Entreprises du Sénégal  
PSEAU : Projet de sécurisation de l'élevage et de l'agriculture périurbaine (Niger)  
UAM : Université Abdou Moumouni (Niger)  
UEMOA : Union économique et monétaire Ouest-africaine  
UPRAL : Union des Producteurs et Préposés du Rayon Laitier de Dahra (Sénégal)  
VSF-CICDA : Agronome et Vétérinaires Sans Frontières (ONG)

# Introduction

Le projet « *Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : Options politiques pour des filières laitières compétitives et durables* » est financé par l'Union Européenne via un fonds de recherche géré par le CORAF.

Ce projet a pour objectif d'encourager les recherches et les échanges sur les politiques laitières et de renforcer les collaborations régionales. Il vise à contribuer à l'émergence de plans nationaux de développement laitiers, de réglementations sur les produits et de politiques commerciales cohérentes.

Pour cela, le projet se fixera les objectifs spécifiques suivants:

- Produire des connaissances scientifiques régionales sur les filières laitières ;
- Renforcer la concertation nationale et régionale pour l'élaboration de politiques publiques dans le secteur laitier ;
- Contribuer à la formation de ressources humaines impliquées dans l'élaboration de politiques laitières et dans les recherches scientifiques sur le secteur laitier.

Il est coordonné par l'ISRA-BAME en partenariat avec l'IER/Mali, le CIRDES/Burkina-Faso, Kakara/Niger et le GRET/Sénégal. Le projet s'appuie également sur les partenaires régionaux et internationaux UEMOA, CEDEAO, CIRAD et ILRI.

Les activités du projet ont démarré le 20 avril 2005. Au terme des 3 premiers mois d'exécution, le présent rapport fait le bilan des différentes activités de démarrage et dégage les perspectives pour la poursuite du projet. Il comprend un volet technique et un volet financier.

# **Volet technique**

# 1. Rappel du chronogramme des activités

Les activités prévues pour le premier trimestre (tableau ci-joint) concernaient : l'élaboration d'une synthèse bibliographique par pays, l'organisation d'un atelier méthodologique de démarrage et le lancement des activités de concertation, de formation et de valorisation dans le cadre du Réseau régional de Recherches et d'Echanges sur les Politiques Laitières (REPOL).

Actions	Années et Trimestres							
	Années 1				Année 2			
	1	2	3	4	1	2	3	4
<b>1. Activités de recherche</b>								
1.0 Synthèse bibliographique	■							
1.1. Analyse des marchés laitiers		■	■	■	■			
1.2. Analyse des facteurs de compétitivité des filières laitières locales		■	■	■	■			
1.3. Analyse de la diversification des systèmes de production agricole		■	■	■	■			
1.4. Formulation d'options politiques		■	■	■	■	■	■	■
<b>2. Renforcement de la concertation</b>								
2.1 Animation de cadres nationaux de concertation		■		■		■		■
2.2. Concertation régionale	■				■			■
<b>3. Formation de ressources Humaines</b>								
3.1 Formations scientifiques Ateliers méthodologiques Formations diplômantes		■					■	
3.2 Formation des acteurs et décideurs		■		■		■		■
3.3. Valorisation et diffusion des résultats Edition de notes et de rapports Création et animation d'un site web Publications scientifiques Séminaire international de fin de projet								■

## 2. Activités réalisées

L'ensemble des activités prévues pour le premier trimestre ont pu être réalisées.

### 2.1. Réunions de préparation par pays

Des réunions de préparation du projet se sont tenues dans les 4 pays avant le lancement du projet.

**Au Niger**, la présence à Niamey de G. Duteurtre a été mise à profit pour organiser une réunion de l'équipe nationale du projet. Une rencontre a été organisée par Gilles Vias, correspondant national, au CRESA le samedi 19 février pour présenter les grandes lignes du projet et discuter de sa mise en œuvre au Niger. La réunion a regroupé des enseignants-chercheurs de la Faculté d'Agronomie et du Département de géographie de l'Université Abdou Moumouni, les représentants de l'ONG Agropast, du projet PSEAU et de l'ONG Karkara. Les discussions ont permis de proposer quelques orientations pour le projet, notamment pour renforcer les échanges d'informations et la valorisation des acquis, peut-être au détriment des travaux de terrain. Au Niger, le projet bénéficiera d'une forte dynamique sur les filières laitières appuyée par plusieurs projets : projet de Sécurisation de l'élevage et de l'Agriculture urbaine (PSEAU), programme LPS, Programme spécial du Président de la République (PSTE), Projet « Lait Sain pour le Niger », Projet structuration de la filière laitière, Projet appui aux petits producteurs laitiers (APPLN), Projet sous-régional « Target lait », Projet insémination artificielle race Azawak.

**Au Mali**, une rencontre s'est tenue le 3 mars en présence de chercheurs de l'IER, de l'Institut Tropical Suisse / INSAH, du Laboratoire Central Vétérinaire, de l'IPR/IFRA, du CIRAD et de représentants des organisations de producteurs (APCAM, GIE Cab-Demeso) et de l'ONG ICD. Lors de cette réunion, il a été convenu que Doubanglo Coulibaly, chercheur de l'IER, serait nommé correspondant national. Il a aussi été proposé que les activités de concertation soient coordonnées par Moussa Diabaté (GIE Cab-Demeso), tandis que Bassirou Bonfoh sera chargé de la coordination scientifique. La réunion a aussi permis de faire le point sur les nombreuses initiatives déjà en cours sur ce thème au Mali. Ce projet sera donc, entre autre, l'occasion d'harmoniser et de coordonner les recherches et activités menées séparément par les membres de l'équipe. Il est ainsi important d'informer les divers partenaires sur le projet dans les différents événements ou colloques. Les cadres de concertation doivent être le lieu et le moyen d'échanger avec des partenaires extérieurs à l'équipe. Cela concernera aussi bien les professionnels que les chercheurs et les institutions de développement. La rencontre a aussi permis de discuter de la synthèse bibliographique du Mali ainsi que des aspects liés à la conduite des activités et à l'animation de l'équipe. Les discussions ont également concerné le lancement d'études de consommation avec l'appui méthodologique du projet.

**Au Burkina-Faso**, la dispersion géographique des partenaires du projet entre Bobo-Dioulasso et Ouagadougou n'a pas permis d'organiser une réunion de l'ensemble de l'équipe sur un même lieu. Néanmoins, des contacts ont été pris pour lancer le travail de synthèse bibliographique. Ce travail est coordonné par Seyni Hamadou, Correspondant national, avec l'appui du Ministère de l'élevage et de l'INERA.

**Au Sénégal**, une rencontre a été organisée le 15 mars en présence des chercheurs de l'ISRA, de l'EISMV, du Département de géographie de l'UCAD et du GRET, des représentants de la Direction de l'Élevage et des Organisations Professionnelles (FENAFILS et FEITLS). Cette réunion a permis de faire le point sur les activités en cours sur le thème des filières laitières au Sénégal. Ces activités concernent le Programme Info-Conseil, mené par le GRET et Enda graf Sahel, qui inclut des activités d'appui aux petites entreprises laitières, le Projet d'élaboration de Guides de Bonnes Pratiques coordonné par le GRET qui vise à élaborer en partenariat avec les acteurs des filières un guide de bonnes pratiques d'hygiène et de transformation artisanale du lait, le Programme pour des Politiques d'Élevage en faveur des Pauvres de la FAO (Programme « Pro-Poor ») qui a réalisé des études bibliographiques sur les services dans la filière laitière, le Pôle de services de Kolda (CRZ/ISRA-Sodefitex- VSF/AFDI) qui vise à coordonner (et soutenir) les actions de recherche et de développement menées dans les régions de Kolda et de Tambacounda en appui au secteur laitier, le

projet CORAF « Cultures fourragères », le Projet de Développement des Marchés Agricoles au Sénégal (PDMAS) qui doit encourager la participation coordonnée des acteurs dans le pilotage des filières. Il a été souligné que la circulation de l'information favorisait la mise en cohérence de tous ces programmes. Les participants ont également noté la tendance des acteurs à multiplier les instances de représentation nationales (Fédérations). Ils ont convenu que les organismes d'appui, les projets et les bailleurs de fonds ne devaient pas encourager la duplication des organisations professionnelles et interprofessionnelles, dès lors qu'elles avaient vocation à « fédérer ». Ces questions devront être évoquées lors des réunions des cadres de concertation nationaux.

## **2.2. Elaboration des synthèses bibliographiques**

L'objectif des synthèses bibliographiques sur les filières laitières était de faire le point sur les travaux déjà menés. Ces synthèses devaient permettre d'identifier les acquis des programmes passés et les questions de recherche restant à approfondir dans chaque pays.

Un plan-type de rédaction des synthèses bibliographiques a été soumis aux différentes équipes nationales. Les synthèses bibliographiques devaient mettre l'accent sur :

- La structuration des filières et l'offre en lait et produits laitiers
- La couverture des besoins et l'évolution de la demande
- La comptabilité et les performances économiques des acteurs
- Les politiques et stratégies de développement des filières laitières
- Les perspectives de recherche

Toutes les synthèses ont été remises à la coordination régionale avant l'atelier de démarrage du projet. Elles ont été présentées et discutées lors de l'atelier. Elles sont en cours de révision et doivent faire l'objet d'une publication sous forme de document de travail édité. Elles seront également disponibles en ligne sur le site web du REPOL (voir maquettes dans le paragraphe 2.4.).

## 2.3. Atelier de démarrage

L'atelier de démarrage du projet s'est tenu à Dakar (CESAG) du 31 mai au 3 Juin 2005 à l'invitation de l'ISRA.

Cet atelier avait pour objectif de réunir les partenaires impliqués dans le projet afin d'harmoniser le démarrage des activités programmées dans les 4 pays. Il devait permettre notamment :

- D'échanger avec les organisations de producteurs et les partenaires du développement sur les activités de recherche, de concertation et de formation prévues dans le projet ;
- De présenter une synthèse bibliographique régionale dégageant un diagnostic de la situation et des pistes de recherche pour chacun des 4 pays ;
- D'élaborer une méthodologie commune associant les équipes de recherche des différents pays partenaires.

L'atelier s'est déroulé en 3 temps :

### **Journée de lancement du projet (31 mai)**

Cette journée a regroupé une quarantaine de personnes comprenant :

- Le Secrétaire Exécutif du CORAF
- Le représentant du Directeur Général de l'ISRA
- Le représentant de la Coopération Française
- Le Directeur Régional du CIRAD
- Le chef du Bureau d'Appui à la Coopération Sénégal-Suisse
- Les représentants des organisations professionnelles (UPRAL, CNCR, DIRFEL)
- Les représentants des interprofessions de la filière (FENAFILS, FEITLS, CINAFIL)
- Les chercheurs des équipes impliquées dans le projet au Burkina-Faso (CIRDES, MRA, INERA), au Mali (IER, Cirad, ITS-INSAH), au Niger (Karkara, UAM), au Sénégal (ISRA, GRET, UCAD) ;
- Les représentants des institutions et des projets d'appui au développement de la filière laitière au Sénégal (Direction de l'Elevage, PAPEL, Ordres des Vétérinaires, VSF-CICDA, PAOA, PAPES-ONUDI, ENDA-GRAF, ONG Chênes et Baobabs)
- Les représentants de la presse (Le Soleil, Walf).

Les objectifs et les activités du projet ont fait l'objet de présentation et de discussions. Les synthèses bibliographiques des quatre pays ont aussi été présentées et discutées.

### **Conférence-exposition (1er Juin)**

La célébration de la « Journée Mondiale du Lait » a été l'occasion d'amorcer des échanges entre les différents acteurs de la filière laitière au Sénégal à travers l'organisation d'une Conférence-exposition sur le thème « *Transformer le lait local : produits et entreprises du Sénégal* ». Cette demi-journée a été organisée en partenariat avec l'ISRA, le GRET, le PAPEL, la Coopération Suisse, la FEITLS et la FENAFILS et des entreprises privées. Les différents acteurs se sont accordés sur la nécessité de développer la concertation à travers des démarches de ce type (rapport de la journée disponible auprès de [mbadio@sentoo.sn](mailto:mbadio@sentoo.sn)).

### **Atelier méthodologique (1 – 3 Juin) :**

Il a réuni les équipes de recherche des 4 pays partenaires pour s'accorder sur une méthodologie commune. Les discussions méthodologiques ont porté sur cinq volets : l'analyse des marchés ; les facteurs de compétitivité des filières ; la diversification des systèmes de production ; la formulation d'options politiques ; la concertation et la valorisation.

Dans le volet : « Analyse des marchés », une note méthodologique intitulée « Note sur l'analyse de la consommation des produits laitiers » a été présentée par C. Broutin

Dans le volet : « Facteurs de compétitivité des filières », une note méthodologique sur « l'analyse des filières laitières » a été présentée par G. Duteurtre et P.N. Dieye, une autre sur « l'analyse spatiale des filières laitières » par R. Pocard-Chapuis

Pour le volet : « Diversification des systèmes pastoraux », une note méthodologique sur « l'analyse des systèmes d'élevage » a été présentée par M. Ba Diao, ainsi qu'une note sur « l'approche socio-technique des systèmes d'élevage » par Ch. Corniaux

Pour le volet : « Formulation d'options politiques », les notes présentées ont portées sur « l'analyse des politiques de prix » par A. Diarra, « l'analyses des politiques sanitaires et santé publique » par B. Bonfoh, et « l'élaboration de guides de bonnes pratiques » par C. Broutin

En ce qui concerne le volet : « Concertation, formation et valorisation », une note méthodologique sur « l'analyses des interprofessions laitières et les actions de concertation » a été présentée par G. Duteurtre et C. Broutin.

Les discussions ont porté également sur le programme d'activités de concertation et de formation, les activités du Réseau REPOL (site web, réseau thésards, projet d'ateliers...) ainsi que les mécanismes de mise en œuvre du projet et les aspects institutionnels (procédures CORAF sur les rapports techniques et financiers, procédures de virements de fonds, etc.)

## **2.4. Mise en place du REPOL**

Dans ses actions de concertation régionale et de formation, le Projet « Politiques laitières » vise à appuyer les échanges entre les différentes équipes partenaires du projet. Pour cela, il s'appuie sur un réseau de recherche dénommé REPOL.

**Le REPOL** (Réseau de Recherche et d'Echanges sur les Politiques Laitières) a été créé en 2003. Il vise à faciliter les échanges d'information sur les politiques de développement laitier en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il s'appuie sur des équipes de recherche basées au Burkina-Faso, au Cameroun, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Tchad. Il implique aussi des partenaires du développement et des organisations professionnelles. L'animation du REPOL est assurée actuellement par l'ISRA-BAME.

**Les premières réunions régionales du REPOL** se sont tenues à Dakar du 30 mai au 3 juin à l'occasion de l'atelier de lancement de ce projet. L'atelier a donc donné au réseau une dimension régionale.

Les activités du REPOL ont ensuite porté sur **l'élaboration d'un site web** ([www.repol.sn](http://www.repol.sn)) dont la mise en ligne est prévue au courant du mois de juillet. Ce site doit être un des principaux outils de communication du Réseau. Il comporte les rubriques suivantes : présentation du REPOL, présentation du Projet Coraf « Politiques laitières », actualités, ressources documentaires et liens utiles.

Les activités du REPOL ont aussi porté sur **des échanges méthodologiques** par mail. Plusieurs discussions ont permis par exemple d'orienter des enquêtes consommation menées dans plusieurs villes du Mali. Divers informations d'actualité ont pu être diffusées par mail.

Le REPOL a d'autre part mis en place **un réseau de thésards** qui travaillent sur des thématiques similaires dans plusieurs pays de la sous-région. Au sein de ce réseau de thésards, 2 ont soutenu leur thèse au cours du premier trimestre<sup>1</sup>, 6 sont en cours dans la zone UEMOA<sup>2</sup>, et 2 sont en cours dans

<sup>1</sup> CHAIBOU Mahmat, 2005 : « La productivité zootechnique du désert, le cas du bassin laitier d'Agadez », Univ. Niamey, thèse de zootechnie, Niamey, février 2005\*.

CORNIAUX Christian, 2005 : « Gestion technique et gestion sociale de la production laitière : les champs du possible pour une commercialisation durable du lait : Cas du Delta du fleuve Sénégal », INAPG (Paris), CIRAD, juin 2005.

la zone CEMAC<sup>3</sup>. Divers universités européennes participent à l'encadrement de ces thèses, ainsi que le Cirad.

**Des communications scientifiques<sup>4</sup>** ont été élaborées dans le cadre du REPOL, notamment à l'occasion du Symposium sur le Développement des filières agropastorales qui s'est tenu à Niamey du 21 au 27 février 2004.

Enfin, les activités du REPOL on porté sur **l'édition de documents scientifiques** produits dans le cadre du projet. Deux types de documents sont en cours d'édition :

- des synthèses bibliographiques
- des notes méthodologiques

(voir maquettes provisoires pages suivantes)

Ces maquettes sont en cours de finalisation (voir place des logos des différentes institutions).

---

<sup>2</sup> COULIBALY Doubangolo (IER) : « Commercialisation dans les principales villes du Mali : un moteur d'innovation dans les systèmes d'élevage des zones périurbaines » en zootechnie à l'INAPG (Paris), 2<sup>ème</sup> année

DIA Djiby : « Cloisonnement des espaces structurés autour du lait : le lait local sénégalais est-il interconnecté au marché mondial ? » en géographie à l'UCAD , 2<sup>ème</sup> année

DIARRA Abdoulaye : « Analyse des politiques laitières dans les pays de l'UEMOA : cas du Sénégal », en économie à UMR Moisa (Montpellier), 1<sup>ère</sup> année

DIEYE Papa Nuhine (ISRA) : « Coordination des acteurs et formes de gouvernance des filières laitières locales au Sénégal : les petites entreprises de transformation face aux incertitudes de l'approvisionnement », en économie à l'UMR Moisa (Montpellier), 3<sup>ème</sup> année

SIOUSSARAM Véronique : « L'élevage peut péri-urbain de Niamey : changements économiques et culturels » en sociologie à l'Univ. ParisVI, 2<sup>ème</sup> année

SOMDA Jacques (INERA) : « Compétitivité des filières laitières en Gambie », à l'Univ. Leuven, 3<sup>ème</sup> année

<sup>3</sup> ESSOMBA Jean-Marie : « Evolution des styles alimentaires: consommation des produits laitiers reconstitués à partir de la poudre de lait importé à Yaoundé », en sociologie à l'Université de Yaoundé I, 1<sup>ère</sup> année

KOUSSOU Mian Oudanang (LRVZ) : « Dynamiques des innovations dans le secteur laitier au Tchad : le cas de la filière d'approvisionnement de la ville de N'Djamena en produits laitiers. » en zootechnie à l'INAPG, 1<sup>ère</sup> année

<sup>4</sup> Voir notamment DUTEURTRE G., DIEYE P.N., BONFOH B., POCCARD-CHAPUIS R., BROUTIN C. : « Filières laitières et territoires : Les espaces agricoles de l'UEMOA face à l'ouverture des marchés », Communication au Symposium International sur le Développement des filières agropastorales en Afrique, Niamey, 21 - 27 février 2005 (5 p.)

**Maquettes des synthèses bibliographiques  
qui doivent être éditées dans la série « Documents de travail REPOL »**

**Réseau de Recherche et d'Echanges  
sur les Politiques Laitières**  
www.repol.sn

Série « Documents de travail »

**Synthèse bibliographique sur les  
filières laitières au Sénégal**

Coordination : Papa Nouhine DIEYE (ISRA/CRZ KOLDA),

Contributions : Cécile BROUTIN (GRET), Maty Bâ DIAO (ISRA/LNERV),  
Papa Nouhine DIEYE (ISRA), Guillaume DUTEURTRE (ISRA/BAME),  
Cheikh LY (EISMV)

**Document provisoire**

Document de travail n° ??

Coordination : ISRA-BAME

Avec le concours de

**Réseau de Recherche et d'Echanges  
sur les Politiques Laitières**  
www.repol.sn

Série « Documents de travail »

**Synthèse bibliographique sur les  
filières laitières au Burkina-Faso**

Seyni HAMADOU (CIRDES), Yacouba SANON (MRA)

**Document provisoire**

Document de travail n° ??

Coordination : ISRA-BAME

Avec le concours de

**Réseau de Recherche et d'Echanges  
sur les Politiques Laitières**  
www.repol.sn

Série « Documents de travail »

**Synthèse bibliographique sur les  
filières laitières au Mali**

Compilation : Bassirou BONFOH (ST/INSAH),

Contributions : Christian CORNIAUX (CIRAD/IER), Doubangolo COULIBALY  
(ST/INSAH), Moussa DIABATE (CAB Demoso), Amadou DIALLO (ICD),  
Adama FANE (LCD), Youssouf KONE (IER), Amadou NAPO (APCAM), René  
POCCARD-CHAPUIS (CIRAD/IER), Abou TRAORE (IPR/IFRA)

**Document provisoire**

Document de travail n° ??

Coordination : ISRA-BAME

Avec le concours de

**Réseau de Recherche et d'Echanges  
sur les Politiques Laitières**  
www.repol.sn

Série « Documents de travail »

**Synthèse bibliographique sur les  
filières laitières au Niger**

Harmani MARICHATOU (Faculté d'agronomie / U.A.M.), Harouna KORE  
(Faculté d'agronomie / U.A.M.), Henri Kokou MOTCHO (Faculté d'agronomie /  
U.A.M.), Gilles VIAS (ONG Karkara)

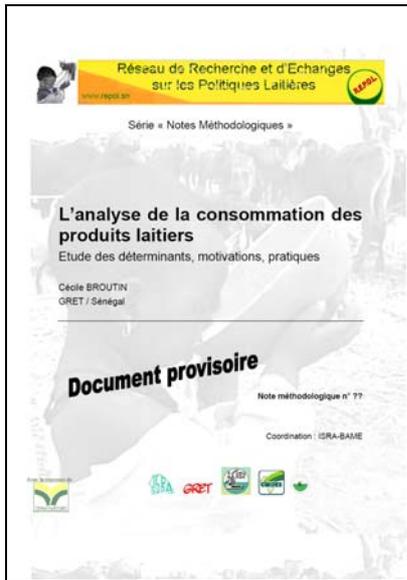
**Document provisoire**

Document de travail n° ??

Coordination : ISRA-BAME

Avec le concours de

**Maquette des notes conceptuelles  
qui doivent être finalisées pour édition dans la série « Notes méthodologiques REPOL »**



## 3. Perspectives

Les activités programmées pour le 2<sup>ème</sup> et le 3<sup>ème</sup> trimestre concernent (voir tableau paragraphe 1.) le lancement des activités de recherche sur les 4 thématiques ciblées par le projet, l'organisation d'une réunion de concertation avec les partenaires du développement dans chaque pays, la poursuite des travaux de thèses, l'animation du site web, la finalisation et l'édition des synthèses bibliographique et la finalisation des notes méthodologiques. Une mission régionale sera programmée afin d'appuyer les équipes nationales et d'initier la concertation avec l'UEMOA.

Le déroulement des opérations du 1<sup>er</sup> trimestre a été globalement satisfaisant. Malgré de légers retards au démarrage, toutes les opérations prévues ont pu être réalisées. Les participants à l'atelier de démarrage ont souligné l'intérêt d'une animation commune sur des thématiques traitées par diverses équipes et pris en charge par un grand nombre de projets.

Dans cette perspective, il appartient à la Coordination Régionale du projet de veiller à la bonne communication entre les membres des équipes des différents pays. Il a aussi été souligné l'importance de présenter dès que possibles les premiers résultats du projet aux autorités de l'UEMOA et de la CEDEAO.

# **Volet financier**

## 4. Calendrier de versement des avances

17 février 2005 : Signature de la Convention de financement CORAF-ISRA

22 février 2005 : Lettre de l'ISRA-BAME au CORAF demandant le virement de la première avance équivalent au montant des investissements + 9 mois de réalisations

19 avril 2005 : Réception sur le compte ISRA-BAME de la première avance d'un montant de 42 581 000 Fcfa)

24 mai 2005 : Signature des 4 sous-contrats entre l'ISRA et les autres partenaires du projet

3 Juin 2005 : Virement des avances aux partenaires du projet par l'ISRA-BAME

13 Juin 2005 : Réception sur le compte du GRET (Sénégal) d'une 1<sup>ère</sup> avance d'un montant de 1 500 000 Fcfa

13 Juin 2005 : Réception sur le compte de l'IER (Mali) d'une 1<sup>ère</sup> avance d'un montant de 7 000 000 Fcfa

20 Juin 2005 : Réception sur le compte du CIRDES (Burkina-Faso) d'une 1<sup>ère</sup> avance d'un montant de 7 000 000 Fcfa

21 Juin 2005 : Réception sur le compte de l'ONG Karkara (Niger) d'une 1<sup>ère</sup> avance d'un montant de 7 000 000 Fcfa

## 5. Réalisations au 30/06/2005

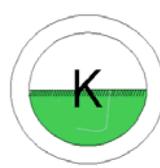
### Etat du compte ISRA-BAME « Projet Politiques laitières » Au 28/06/2005 (en Fcfa)

<b>Intitulé</b>	<b>Crédit</b>	<b>Débit</b>
Alimentation reçue CORAF	42 581 000	
Virement Burkina-Faso CIRDES		7 000 000
Virement Mali IER		7 000 000
Virement Niger Karkara		7 000 000
Virement Sénégal GRET		1 500 000
Dépenses Atelier de lancement		7 935 088
Dépenses fonctionnement Sénégal (y compris frais de virement)		1 777 150
Solde Banque ISRA-Kolda		1 500 000
Solde Banque ISRA-BAME		8 790 912
Solde caisse		77 850
<b>TOTAL</b>	<b>42 581 000</b>	<b>42 581 000</b>

Rapports de synthèse du premier semestre du projet (mai-octobre 2005)



**GRET**



# Projet Politiques laitières

**Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : Options politiques pour des filières laitières compétitives et durables**

**Synthèse régionale des activités du 1<sup>er</sup> semestre**

**Mai-Octobre 2005**

Avec le concours de :



Projet FC/2003/35

# Sommaire

**Liste des sigles et acronymes**

**Introduction**

## **Volet Technique**

**6. Rappel du chronogramme des activités**

**7. Activités réalisées**

*Activités de l'équipe Burkina-Faso*

*Activités de l'équipe Mali*

*Activités de l'équipe Niger*

*Activités de l'équipe Sénégal*

*Activités d'animation régionale*

**8. Perspectives**

## **Volet Financier**

**9. Réalisations au 31/10/2005**

## Sigles et acronymes

BAME : Bureau d'Analyses Macro-Economiques

CIRAD : Centre de Coopération Internationale en recherche agronomique pour le Développement

CIRDES : Centre International de Recherche-Développement sur l'Elevage en zone Sub-humide

CORAF : Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement agricole

EISMV : Ecole Inter-Etat des Sciences et Médecine Vétérinaires

GRET : Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques

IER : Institut d'Economie Rurale (Mali)

ISRA : Institut Sénégalais de Recherches Agricoles

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## Introduction

Le projet « Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : Options politiques pour des filières laitières compétitives et durables » est financé par l'Union Européenne via un fonds de recherche géré par le CORAF. Ce projet a pour objectif d'encourager les recherches et les échanges sur les politiques laitières et de renforcer les collaborations régionales. Il vise à contribuer à l'émergence de plans nationaux de développement laitiers, de réglementations sur les produits et de politiques commerciales cohérentes.

Pour cela, le projet se fixera les objectifs spécifiques suivants:

- Produire des connaissances scientifiques régionales sur les filières laitières ;
- Renforcer la concertation nationale et régionale pour l'élaboration de politiques publiques dans le secteur laitier ;
- Contribuer à la formation de ressources humaines impliquées dans l'élaboration de politiques laitières et dans les recherches scientifiques sur le secteur laitier.

Il est coordonné par l'ISRA-BAME en partenariat avec l'IER/Mali, le CIRDES/Burkina-Faso, Kakara/Niger et le GRET/Sénégal. Le projet s'appuie également sur les partenaires régionaux et internationaux UEMOA, CEDEAO, CIRAD et ILRI.

Les activités du projet ont démarré le 20 avril 2005. Au terme des 3 premiers mois d'exécution, un rapport de démarrage a été produit. Ce rapport rendait compte notamment de l'atelier de lancement qui s'était tenu du 31 mai au 3 juin 2005 à Dakar.

Le présent rapport fait le bilan des différentes activités qui se sont déroulées de mai à octobre 2005 au Sénégal. Il comprend un volet technique et un volet financier.

# **Volet technique**

# 1. Rappel du chronogramme des activités

Les activités prévues pour le premier semestre (tableau ci-joint) concernaient :

- **Pour les activités de recherche** : l'élaboration d'une synthèse bibliographique par pays et le lancement des activités de recherches sur les 4 thèmes identifiés par le projet ;
- **Pour les activités de concertation** : l'organisation d'un atelier régional de démarrage, le lancement du site web du Réseau régional de Recherches et d'Echanges sur les Politiques Laitières (REPOL), l'édition d'un bulletin mail et l'organisation d'une réunion de concertation nationale par pays ;
- **Pour les activités de formation** : l'accueil de stagiaires et l'encadrement des thèses, l'information et la formation des acteurs et décideurs de la filière et la valorisation des premiers résultats.

Actions	Années et Trimestres							
	Années 1				Année 2			
	1	2	3	4	1	2	3	4
<b>1. Activités de recherche</b>								
1.0 Synthèse bibliographique	■							
1.1. Analyse des marchés laitiers		■	■	■	■			
1.2. Analyse des facteurs de compétitivité des filières laitières locales		■	■	■	■			
1.3 .Analyse de la diversification des systèmes de production agricole		■	■	■	■			
1.4. Formulation d'options politiques		■	■	■	■	■	■	■
<b>2. Renforcement de la concertation</b>								
2.1 Animation de cadres nationaux de concertation		■		■		■		■
2.2. Concertation régionale	■				■			■
<b>3. Formation de ressources Humaines</b>								
3.1 Formations scientifiques Ateliers méthodologiques Formations diplômantes		■					■	
3.2 Formation des acteurs et décideurs		■		■		■		■
3.3. Valorisation et diffusion des résultats Edition de notes et de rapports Création et animation d'un site web Publications scientifiques Séminaire international de fin de projet								■

## 2. Activités réalisées

L'ensemble des activités prévues ont pu être réalisées. Les opérations de recherche ont démarré, certaines avec du retard lié à la mise en place des procédures administratives.

### 2.1. Activités de l'équipe Burkina-Faso

Le rapport d'activités du Burkina-Faso est joint en annexe au présent rapport. La synthèse bibliographique présentée lors de l'atelier de démarrage du projet a été finalisée. Une première réunion de rencontre de l'équipe s'est tenue du 1<sup>er</sup> et 3 septembre 2005 à Bobo-Dioulasso et les opérations de recherche ont été lancées.

### 2.2. Activités de l'équipe Mali

Le rapport d'activités de l'équipe Mali est joint en annexe au présent rapport. La synthèse bibliographique présentée lors de l'atelier de démarrage du projet a été finalisée. Plusieurs notes méthodologiques ont été produites. Des échanges mails et des réunions de l'équipe ont permis le démarrage des opérations de recherche. Une première réunion du cadre national de concertation a eu lieu à Bamako avec les acteurs de la filière.

### 2.3. Activités de l'équipe Niger

Le rapport d'activités de l'équipe Niger est joint en annexe au présent rapport. La synthèse bibliographique a elle aussi été finalisée. Trois réunions de l'équipe ont permis de s'accorder sur un programme de recherche. Les opérations de recherche terrain ont démarré en juillet 2005.

### 2.3. Activités de l'équipe Sénégal

Le rapport d'activités de l'équipe Sénégal est joint en annexe au présent rapport. La synthèse bibliographique et plusieurs notes méthodologiques ont été finalisées. L'atelier de démarrage a eu lieu à Dakar du 30 mai au 2 juin 2005. Des échanges mails et des réunions de l'équipe ont permis le démarrage des opérations de recherche. Un premier rapport de stage est disponible. Une réunion de concertation (dans le cadre de la Journée mondiale du lait) a eu lieu à Dakar le 1<sup>er</sup> juillet avec les acteurs de la filière.

### 2.4. Activités d'Animation Régionale

Les activités d'animation régionale s'appuient sur un réseau de recherche dénommé REPOL.

**Le REPOL** (Réseau de Recherche et d'Echanges sur les Politiques Laitières) a été créé en 2003. Il vise à faciliter les échanges d'informations sur les politiques de développement laitier en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il s'appuie sur des équipes de recherche basées au Burkina-Faso, au Cameroun, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Tchad. Il implique aussi des partenaires du développement et des organisations professionnelles. L'animation du REPOL est actuellement assurée par l'ISRA-BAME.

**Les premières réunions régionales du REPOL** se sont tenues à Dakar du 31 mai au 3 juin à l'occasion de l'atelier de lancement de ce projet. L'atelier a ainsi donné au réseau une dimension régionale.

Les activités du REPOL ont ensuite porté sur **l'élaboration d'un site web** ([www.repol.sn](http://www.repol.sn)) dont la mise en ligne a eu lieu en juillet 2005. Ce site doit être un des principaux outils de communication du Réseau. Il comporte les rubriques suivantes : présentation du REPOL, présentation du Projet Coraf « Politiques laitières », actualités, ressources documentaires et liens utiles. Le site web connaît

actuellement des difficultés en raison de la lourdeur des pages, due à une mauvaise maîtrise des outils de confection des sites web. Ce site doit faire l'objet d'une révision avant la fin 2005.

La 1<sup>ère</sup> **Lettre de REPOL** a été diffusée par mail en septembre 2005. Elle est trimestrielle.

**Des échanges mails** ont aussi eu lieu sur des aspects méthodologiques. Le Gret a par exemple appuyé par mail les diverses études consommation qui ont été lancées au Mali et au Burkina-Faso.

Le REPOL a d'autre part mis en place **un réseau de thésards** qui travaillent sur des thématiques similaires dans plusieurs pays de la sous-région. Au sein de ce réseau de thésards, 2 ont soutenu leur thèse au cours du premier trimestre 2005<sup>5</sup>, 6 sont en cours dans la zone UEMOA<sup>6</sup>, et 2 sont en cours dans la zone CEMAC<sup>7</sup>. Diverses universités européennes participent à l'encadrement de ces thèses, ainsi que le Cirad.

**Un atelier-thésards** a été organisé à Montpellier le 8 septembre 2005 dans le cadre des journées du Cirad. Cet atelier a réuni 4 thésards qui bénéficient de l'animation du REPOL (Christian CORNIAUX, Véronique SIOUSSARAM, Mian Oudanang KOUSSOU, Papa Nuhine DIEYE) ainsi qu'une douzaine de chercheurs du Cirad et de l'INRA sur le thème des « Innovations dans les filières laitières ». Le compte-rendu de cet atelier est disponible à la page : [http://epe.cirad.fr/fr/publi/actes\\_seminaire.html](http://epe.cirad.fr/fr/publi/actes_seminaire.html).

**Diverses communications scientifiques** ont été élaborées par les chercheurs partenaires du REPOL.

Enfin, les activités du REPOL ont porté sur **l'édition de documents scientifiques** produits dans le cadre du projet. Deux types de documents sont en cours d'édition :

- des synthèses bibliographiques
- des notes méthodologiques

---

<sup>5</sup> CHAIBOU Mahmat, 2005 : « La productivité zootechnique du désert, le cas du bassin laitier d'Agadez », Univ. Niamey, thèse de zootechnie, Niamey, février 2005\*.

CORNIAUX Christian, 2005 : « Gestion technique et gestion sociale de la production laitière : les champs du possible pour une commercialisation durable du lait : Cas du Delta du fleuve Sénégal », INAPG (Paris), CIRAD, juin 2005.

<sup>6</sup> COULIBALY Doubangolo (IER) : « Commercialisation dans les principales villes du Mali : un moteur d'innovation dans les systèmes d'élevage des zones périurbaines » en zootechnie à l'INAPG (Paris), 2<sup>ème</sup> année

DIA Djiby : « Cloisonnement des espaces économiques structurés autour du lait : le lait local sénégalais est-il interconnecté au marché mondial ? » en géographie à l'UCAD, 3<sup>ème</sup> année

DIARRA Abdoulaye : « Analyse des politiques laitières dans les pays de l'UEMOA : cas du Sénégal », en économie à UMR Moisa (Montpellier), 1<sup>ère</sup> année

DIEYE Papa Nuhine (ISRA) : « Coordination des acteurs et formes de gouvernance des filières laitières locales au Sénégal : les petites entreprises de transformation face aux incertitudes de l'approvisionnement », en économie à l'UMR Moisa (Montpellier), 3<sup>ème</sup> année

SIOUSSARAM Véronique : « L'élevage peul péri-urbain de Niamey : changements économiques et culturels » en sociologie à l'Univ. ParisVI, 2<sup>ème</sup> année

SOMDA Jacques (INERA) : « Compétitivité des filières laitières en Gambie », à l'Univ. Leuven, 3<sup>ème</sup> année

<sup>7</sup> ESSOMBA Jean-Marie : « Evolution des styles alimentaires: consommation des produits laitiers reconstitués à partir de la poudre de lait importé à Yaoundé », en sociologie à l'Université de Yaoundé I, 1<sup>ère</sup> année

KOUSSOU Mian Oudanang (LRVZ) : « Dynamiques des innovations dans le secteur laitier au Tchad : le cas de la filière d'approvisionnement de la ville de N'Djamena en produits laitiers. » en zootechnie à l'INAPG, 2<sup>ème</sup> année

## 3. Perspectives

Les activités programmées pour le deuxième semestre du projet concernent la poursuite des activités de recherche sur les 4 thématiques ciblées par le projet, l'organisation d'une réunion de concertation avec les partenaires du développement, la poursuite des travaux de thèse, l'animation du site web, la finalisation et l'édition des synthèses bibliographiques et la finalisation des notes méthodologiques. Une mission régionale est programmée. Elle se rendra dans les différents pays du projet afin d'appuyer les équipes nationales et d'initier la concertation avec l'UEMOA.

L'atelier de fin de 1<sup>ère</sup> année du projet doit se tenir du 29 mai au 1<sup>er</sup> juin 2006 à Bamako (Mali). Un comité d'organisation de cet atelier a été mis sur pied et des demandes de financement complémentaire ont été adressées à l'AUF, à la Coopération Suisse, et à d'autres partenaires. L'objectif est de réunir l'ensemble des partenaires du projet, et en particulier l'ensemble des thésards impliqués sur la thématique du REPOL.

Le déroulement des opérations du 1<sup>er</sup> semestre a été globalement satisfaisant. Malgré de légers retards au démarrage et aux lourdeurs administratives, toutes les opérations prévues ont pu être réalisées. Seul le site Web n'a pas pu être valorisé comme prévu, en raison de certaines difficultés techniques qui devraient être levées d'ici fin 2005.

# **Volet financier**

## 4. Réalisations au 31/10/2005

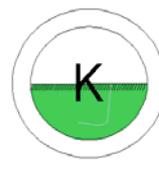
### Etat des engagements du Projet « Politiques laitières » Au 31/10/2005 (en Fcfa)

<b>Intitulé</b>	<b>Budget total</b>	<b>Budget 1<sup>ère</sup> avance</b>	<b>Engagé au 31/10/05</b>	<b>Solde au 31/10/05</b>
Compte Burkina-Faso CIRDES	12 500 000	7 000 000	2 852 126	4 147 874
Compte Mali IER	20 500 000	7 000 000	1 989 040	5 010 960
Compte Niger Karkara	12 500 000	7 000 000	1 495 524	5 504 476
Compte Sénégal ISRA-BAME	31 700 000	20 181 000	14 568 542	5 612 458
Compte Sénégal GRET	2 800 000	1 400 000	200 000	1 200 000
<b>TOTAL</b>	<b>80 000 000</b>	<b>42 581 000</b>	<b>21 105 232</b>	<b>21 475 768</b>

Rapports de synthèse du deuxième semestre du projet (janvier-juin 2006)



**GRET**



# Projet Politiques laitières

**Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : Options politiques pour des filières laitières compétitives et durables**

## Synthèse régionale des activités

**Janvier-Juin 2006**

Avec le concours de :



Projet FC/2003/35

# Sommaire

Liste des sigles et acronymes

Introduction

## Volet Technique

**1. Point sur l'exécution des activités**

**2. Activités réalisées**

*Activités de l'équipe Burkina-Faso*

*Activités de l'équipe Mali*

*Activités de l'équipe Niger*

*Activités de l'équipe Sénégal*

*Activités d'animation régionale*

**3. Perspectives**

## Volet Financier

**4. Réalisations au 30/06/2006**

## Sigles et acronymes

BAME : Bureau d'Analyses Macro-Economiques  
CEDEAO : Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique de l'Ouest  
CIRAD : Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement  
CIRDES : Centre International de Recherche-Développement sur l'Elevage en zone Sub-humide  
CORAF : Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricole  
DFID : Department For International Development  
EISMV : Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires  
GRET : Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques  
IER : Institut d'Economie Rurale (Mali)  
ISRA : Institut Sénégalais de Recherches Agricoles  
REPOL : Réseau de Recherches et d'Echanges sur les Politiques Laitières  
SCAC : Service de Coopération et d'Actions Culturelles  
UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## Introduction

Le projet « Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : Options politiques pour des filières laitières compétitives et durables » est financé par l'Union Européenne via un fonds de recherche géré par le CORAF/WECARD. Depuis janvier 2006, le financement des activités est pris en charge par le DFID. L'objectif général est d'encourager les recherches et les échanges sur les politiques laitières et de renforcer les collaborations régionales. Le projet vise à fournir des informations pouvant contribuer à l'émergence de plans nationaux de développement laitier, de réglementations sur les produits et de politiques commerciales cohérentes.

Pour cela, le projet se fixe les objectifs spécifiques suivants:

- Produire des connaissances scientifiques régionales sur les filières laitières ;
- Renforcer la concertation nationale et régionale pour l'élaboration de politiques publiques dans le secteur laitier ;
- Contribuer à la formation de ressources humaines impliquées dans l'élaboration de politiques laitières et dans les recherches scientifiques sur le secteur laitier.

Le projet « Politiques laitières » est coordonné par l'ISRA-BAME en partenariat avec l'IER/Mali, le CIRDES/Burkina-Faso, Kakara/Niger et le GRET/Sénégal. Le projet s'appuie également sur les partenaires régionaux et internationaux UEMOA, CEDEAO, CIRAD et ILRI.

Le projet a bouclé en fin juin 2006 sa première année d'exécution. Elle a été marquée par la tenue d'un atelier à Bamako du 29 mai au 02 juin 2006, permettant de présenter les résultats préliminaires et de faire le point sur les différentes activités.

Le présent rapport est une synthèse des différentes activités qui se sont déroulées de janvier à août 2006 au plan régional. Il est articulé en deux parties : un volet technique et un volet financier.

# **Volet technique**

## 1. Point sur l'exécution des activités

Les activités prévues dans le cadre du projet en 2006 sont de trois types :

- **des activités de recherche** portant sur 4 thèmes : analyse des marchés laitiers, analyse des facteurs de compétitivité des filières laitières locales, analyse de la diversification des systèmes de production agricole, formulation d'options politiques
- **des activités de concertation** : l'organisation d'un atelier régional à mi-parcours du projet, l'animation et la mise à jour régulière du site web du Réseau régional de Recherches et d'Echanges sur les Politiques Laitières (REPOL), l'édition de bulletins mail trimestriels et l'organisation d'une réunion de concertation nationale par pays ;
- **des activités de formation** : l'accueil de stagiaires et l'encadrement des thèses, l'information et la formation des acteurs et décideurs de la filière et la valorisation et la diffusion des résultats.

Conformément au chronogramme, certaines activités ont été entièrement réalisées tandis que d'autres sont en cours (cf. tableau)

Actions	Années et Trimestres								Avancement
	Années 1				Année 2				
	1	2	3	4	1	2	3	4	
<b>1. Activités de recherche</b>									
1.0 Synthèse bibliographique	■								Finalisé : documents disponibles en ligne sur le site du Repol
1.1. <i>Analyse des marchés laitiers</i>		■	■	■	■				En cours
1.2. <i>Analyse des facteurs de compétitivité des filières laitières locales</i>		■	■	■	■				En cours de finalisation
1.3. <i>Analyse de la diversification des systèmes de production agricole</i>		■	■	■	■				En cours de finalisation
1.4. <i>Formulation d'options politiques</i>		■	■	■	■	■	■	■	En cours
<b>2. Renforcement de la concertation</b>									
2.1 <i>Animation de cadres nationaux de concertation</i>		■		■		■		■	Différentes réunions organisées
2.2. <i>Concertation régionale</i>	■				■			■	Contacts avec UEMOA, CEDEAO, ILRI
<b>3. Formation de ressources Humaines</b>									
<b>3.1 Formations scientifiques</b> <i>Ateliers méthodologiques</i> <i>Formations diplômantes</i>		■					■		Réalisés En cours
3.2 <i>Formation des acteurs et décideurs</i>		■		■		■		■	En cours
<b>3.3. Valorisation et diffusion des résultats</b> <i>Edition de notes et de rapports</i> <i>Création et animation d'un site web</i> <i>Publications scientifiques</i> <i>Séminaire présentation résultats</i> <i>Séminaire international de fin de projet</i>									Non réalisée Réalisé Réalisé Réalisé

## 2. Activités réalisées

### 2.1. Activités de l'équipe Burkina-Faso

Les activités de recherche sont quasiment bouclées. Plusieurs rapports de recherches ont été finalisés, sur chacun des volets suivants : diversification, consommation, déterminants de la compétitivité, options politiques.

Sur le volet concertation, l'équipe du Burkina a initié une rencontre avec la direction de la SICAREX, bureau d'études contacté pour mener l'enquête sur la consommation du lait et des produits laitiers. Par ailleurs, l'équipe du projet a participé à l'atelier national de validation du plan d'actions pour le développement de la filière lait au Burkina Faso et à la 4<sup>ème</sup> Assemblée Générale ordinaire de la Table Filière Lait de Bobo-Dioulasso.

Du point de vue de la formation, le projet a accueilli 6 stages dont les 5 ont déposé un rapport constituant leur mémoire de fin d'études.

### 2.2. Activités de l'équipe Mali

Cinq protocoles de recherche sur les différentes thématiques sont en cours d'exécution.

- Analyse des marchés et de la demande de consommation de lait et produits laitiers au Mali (responsable René POCCARD-CHAPUIS) ;
- Analyse des facteurs déterminants de la compétitivité des filières laitières au Mali (responsable Christian CORNIAUX) ;
- Analyse des facteurs déterminants de la diversification des systèmes agricoles vers l'activité laitière (responsable Doubangolo COULIBALY) ;
- Formulation d'options politiques (responsable Youssouf KONE) ;

La réalisation de ces activités est faite en partenariat avec d'autres projets du FSP.

Le volet concertation a connu beaucoup d'activités avec les travaux lors de la visite au Mali de la Coordination régionale du projet. La Journée Mondiale du lait organisée à Bamako le 1<sup>er</sup> juin 2006 a été une occasion pour réunir l'ensemble du cadre de concertation des acteurs de la filière laitière du Mali. Cet évènement a coïncidé avec la tenue de l'atelier à mi-parcours du projet, du 29 mai au 2 juin 2006.

Le volet formation se poursuit avec notamment la thèse de Doubangolo Coulibaly.

### 2.3. Activités de l'équipe Niger

Les activités de recherche sont en cours. Elles ont accusé un léger retard. Plusieurs d'entre elles se situent encore entre la phase de traitement des données et la phase de rédaction de mémoires ou d'articles.

Tableau récapitulatif des activités de recherches au Niger.

Equipe	Etat d'avancement			
	Phase terrain	Phase de traitement des données	Phase de rédaction de mémoire	Phase de rédaction des articles
Diversification et innovation	Finie	Finie	Finie	Draft disponible
Analyse de la consommation en lait et produits laitiers	Finie	Finie	Avancée	Avancée
Identification des sources de contamination du lait et produits laitiers vendus sur le marché de la ville de Niamey	Finie	Finie	Finie	Entamée
Analyse des marchés des produits laitiers	Finie	Avancée		

La foire scientifique à bétail a été une occasion pour participer à un cadre de concertation sous forme de journée scientifique. En outre, la visite de la Coordination régionale a permis d'organiser la concertation avec plusieurs partenaires. L'équipe de recherche a également participé à l'atelier à mi-parcours du projet organisé à Bamako.

### 2.3. Activités de l'équipe Sénégal

Les activités de recherche sont en cours et comportent 4 volets. Plusieurs études sont finalisées. Celles sur les options politiques et les déterminants de la compétitivité sont encore en cours de finalisation.

Dans le volet concertation, l'équipe du Sénégal a pu avec les partenaires participer à la restitution des travaux sur le Guide de Bonne Pratique d'Hygiène de la transformation du lait. Aussi, le projet a-t-il participé à la restitution de l'étude sur l'actualisation des données sur le paysage des entreprises laitières au Sénégal. Ces rencontres ont permis de discuter des limites des filières laitières, mais aussi des opportunités qu'offre le marché du lait au Sénégal. La diversité des acteurs présents au cours de ces réunions a permis de constituer un véritable cadre de concertation autour de la filière. L'équipe du Sénégal a également participé à l'atelier tenu à Bamako du 29 mai au 02 juin 2006.

Dans le volet formation, 4 stages sont encadrés par les chercheurs de l'équipe. Les trois sont en cours. Par ailleurs, 3 thèses étaient inscrites. Les deux sont en cours et la troisième soutenue en juin 2006.

Tableau récapitulatif des activités régionales de formation dans le cadre du projet

Pays	Diplôme	Thème	Auteur/Institution	Avancement
<b>Sénégal</b>	Master Projet de développement	L'approvisionnement de la ville de Dakar en produits laitiers	Xavier Desmoulins/Univ. Paris XI	En cours
	DEA	Les indications territoriales et culturelles dans les marques et publicités des produits laitiers au Sénégal	Demba Bakhom/UCAD	En cours
	Ingénieur	Le lait dans les stratégies de diversification des revenus des agro-pasteurs de la région de Fatick	Amadou Ndiaye/ENSA	Rapport soutenu
	Thèse de doctorat	Cloisonnement des espaces économiques structurés autour du lait : le lait local sénégalais est-il interconnecté avec le marché mondial ?	Djiby UCAD/ISRA DIA,	En cours de rédaction
	Thèse de doctorat	Protectionnisme et développement du secteur laitier sénégalais	Abdoulaye Diarra/Univ. Paris INA P-G	En cours
	DESS Développement agricole	Etude diagnostic du système agraire de la petite Côte : région de Nguékokh	Abdoulaye Diarra Paris INA P-G	Rapport
	Thèse de doctorat	Coordination des acteurs et formes de gouvernance des filières laitières au Sud du Sénégal : les petites entreprises laitières face aux incertitudes de l'approvisionnement	Papa Nouhine Dièye, ENSAM/ISRA	Soutenue
<b>Mali</b>	Thèse de doctorat	Commercialisation du lait dans les principales villes du Mali : un moteur d'innovation dans les systèmes d'élevage des zones périurbaines	Doubangolo Coulibaly Paris INA P-G	En cours
	Thèse de doctorat	Gestion technique et gestion sociale de la production laitière : les champs du possible pour une commercialisation durable du lait : Cas du Delta du fleuve Sénégal	Christian Corniaux/IER Mali	Soutenue
<b>Niger</b>	Thèse de doctorat	L'élevage peut péri-urbain de Niamey : changements économiques et culturels	Véronique Sioussaram/Univ. A. Moumouni	En cours
<b>Burkina Faso</b>	1 <sup>ère</sup> année Institut de Développement Rural	Commercialisation du lait et des produits laitiers dans la ville de Bobo-Dioulasso : Détermination de la fourchette des prix acceptables	Bassépé W. S. H/IDR	Rapport
	Ingénieur	Analyse de la diversification des systèmes de production agricole vers l'activité laitière : Cas du bassin de Bobo-Dioulasso	Tou Zoumana/ IDR	Mémoire soutenu
	Ingénieur	Marché du lait et des produits laitiers à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) : caractéristiques et principaux déterminants de la consommation	Paré Eric/ IDR	Mémoire soutenu
	Ingénieur	Analyse des facteurs de compétitivité de la filière laitière locale	Kaboré W. Ousmane/ IDR	Mémoire soutenu
	-	Analyse des déterminants de la compétitivité de la filière lait de la zone périurbaine de la ville de Ouagadougou	Zongo I./Univ Ouagadougou (UO)	-
	DEA	Analyse de la consommation des produits laitiers dans l'agglomération de Ouagadougou	Douanio H. (UO)	Mémoire soutenu

## 2.4. Activités d'Animation Régionale

### 2.4.1. Supervision des activités

La concertation régionale a été prise en charge par la visite de la Coordination du projet aux différentes équipes basées dans les pays qui constituent le projet. L'objectif était de mesurer l'état d'avancement des activités dans chacun des pays, de s'enquérir des contraintes, d'orienter les activités selon la philosophie du projet et de nouer des contacts au niveau d'instances sous régionales et régionales (UEMOA, CEDEAO).

### 2.4.2. Organisation de l'atelier à mi parcours

L'organisation de l'atelier à mi-parcours du projet a pu permettre de rendre compte de l'état d'avancement des activités. Il s'est tenu à Bamako du 29 mai au 2 juin 2006 et a vu la participation d'une cinquantaine de participants venus de Belgique, du Burkina-Faso, du Cameroun, de France, du Kenya, du Mali, du Niger, du Sénégal, de la Suisse et du Tchad. Le thème de ces deuxièmes rencontres régionales était « Vers de nouvelles Politiques laitières en Afrique de l'Ouest » organisé par le projet « Politiques Laitières ». L'apport de la Coordination régionale a porté également sur la recherche de financements additionnels pour la tenue de l'atelier de Bamako. C'est ainsi que des financements ont été mobilisés auprès du CIRAD et du SCAC.

### 2.4.3. Animation du REPOL

Depuis juin 2006, le réseau s'est institutionnalisé. Il a été érigé en association à l'occasion de son assemblée générale constitutive convoquée en marge de l'atelier « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Les statuts et le règlement intérieur de l'association ont été votés à l'unanimité et un bureau élu par les membres.

Le site web élaboré dans le cadre du REPOL ([www.repol.sn](http://www.repol.sn)) a été refondu en janvier 2006 pour rendre plus commode l'accès, la consultation et le téléchargement des documents. L'adresse du nouveau site est [www.repol.info](http://www.repol.info). Il est régulièrement mis à jour par l'équipe du Sénégal.

La Lettre trimestrielle du REPOL est diffusée par mail. Elle est également disponible téléchargement à partir du site du Repol ([www.repol.info](http://www.repol.info)). Elle est à son 4<sup>ème</sup> numéro.

Le réseau de thésards qui travaillent sur des thématiques similaires dans plusieurs pays de la sous-région continue les échanges. Le projet continue également d'appuyer ces thèses.

- Enfin, les activités du REPOL qui devaient porter sur **l'édition de documents scientifiques** produits dans le cadre du projet n'ont pu aboutir à cause des changements institutionnels ayant occasionné le retard des versements des ressources financières

## 3. Perspectives

Des contacts vont être pris auprès du **Coraf**, de l'**AUF** et d'autres institutions pour mettre en place une liste de diffusion mail, préparer la suite des activités du REPOL et rechercher des financements. De plus des informations sont en cours de diffusion auprès de divers médias (Coraf-action, Bulletin du REPOL n°4, etc.)

Les prochaines échéances concernent **la préparation de l'atelier de fin de projet** prévu au Burkina Faso en 2007, et la recherche de financements. Un dépôt de demandes de financement se fera pour pérenniser les actions du REPOL

Lors de l'atelier de clôture, un **document de synthèse** du projet sera édité sur papier et diffusé. Il présentera une synthèse par pays ainsi qu'une synthèse régionale par thème de recherche.

Les actes de l'atelier de Bamako vont sortir rapidement avec uniquement les résumés et powerpoints ainsi qu'une synthèse générale. Un **CD rom sera diffusé**.

Les communications écrites pourront être valorisées dans un **numéro spécial** de la Revue « Elevage et Médecine Vétérinaire des pays Tropicaux ». Un appel à contribution sera lancé très prochainement.

Le Comité scientifique de l'atelier de Bamako ayant souligné la qualité des travaux présentés, a formulé un certain nombre de recommandations pour mettre en cohérence les différents travaux entrepris, notamment d'un point de vue méthodologique. Il a précisé : *« Il apparaît donc essentiel que des points précis soient faits par thèmes en premier lieu par les équipes de chaque pays, puis entre les pays. Il est recommandé que chaque équipe fasse un bilan par rapport à ce qui était prévu dans la programmation faite en 2005. »*

Il est donc nécessaire d'organiser dans chacun des pays des réunions méthodologiques de plusieurs jours pour partager les résultats, et pour échanger sur la méthodologie et sur le traitement de données. Ces ateliers méthodologiques nationaux devront être organisés en favorisant les regroupements par thème. Dans la mesure du possible, des ateliers méthodologiques régionaux pourront être organisés si les équipes parviennent à mobiliser des financements complémentaires.

La seconde priorité pour les activités du semestre en cours concerne l'organisation d'ateliers de concertation locaux avec les acteurs des filières et les services d'appui, et la rédaction de notes politiques selon le modèle discuté lors de la dernière journée de l'atelier de Bamako.

# **Volet financier**

## 4. Réalisations au 30/06/2006

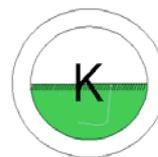
### Etat du budget du Projet « Politiques laitières » Au 30/06/2006 (en Fcfa)

Intitulé	Budget total	Montant viré au 31/07/06	Solde budget au 31/07/06
Compte Burkina-Faso CIRDES	12 500 000	9 700 000	2 800 000
Compte Mali IER	20 500 000	17 700 000	2 800 000
Compte Niger Karkara	12 500 000	7 000 000	5 500 000
Compte Sénégal ISRA-BAME	31 700 000	24 600 000	7 100 000
Compte Sénégal GRET	2 800 000	2 100 000	700 000
<b>TOTAL</b>	<b>80 000 000</b>	<b>61 100 000</b>	<b>18 900 000</b>

Rapports de synthèse du projet à mi-parcours (juin 2005-août 2006)



**GRET**



# Projet Politiques laitières

**Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : Options politiques pour des filières laitières compétitives et durables**

## Synthèse régionale des activités

**Juin 2005-Août 2006**

Avec le concours de :



Projet FC/2003/35

# Sommaire

Liste des sigles et acronymes

Introduction

## Volet Technique

**5. Point sur l'exécution des activités**

**6. Activités réalisées**

*Activités de l'équipe Burkina-Faso*

*Activités de l'équipe Mali*

*Activités de l'équipe Niger*

*Activités de l'équipe Sénégal*

*2.5. Activités d'animation régionale*

**7. Perspectives**

## Volet Financier

**8. Réalisations au 30/06/2006**

## Sigles et acronymes

BAME : Bureau d'Analyses Macro-Economiques  
CEDEAO : Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique de l'Ouest  
CIRAD : Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement  
CIRDES : Centre International de Recherche-Développement sur l'Elevage en zone Sub-humide  
CORAF : Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricole  
DFID : Department For International Development  
EISMV : Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires  
GRET : Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques  
IER : Institut d'Economie Rurale (Mali)  
ISRA : Institut Sénégalais de Recherches Agricoles  
REPOL : Réseau de Recherches et d'Echanges sur les Politiques Laitières  
SCAC : Service de Coopération et d'Actions Culturelles  
UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## Introduction

Le projet « Intégration régionale, accès aux marchés et diversification de l'agriculture dans la zone UEMOA : Options politiques pour des filières laitières compétitives et durables » est financé par l'Union Européenne via un fonds de recherche géré par le CORAF/WECARD. Depuis janvier 2006, le financement des activités est pris en charge par le DFID. L'objectif général est d'encourager les recherches et les échanges sur les politiques laitières et de renforcer les collaborations régionales. Le projet vise à fournir des informations pouvant contribuer à l'émergence de plans nationaux de développement laitier, de réglementations sur les produits et de politiques commerciales cohérentes.

Pour cela, le projet se fixe les objectifs spécifiques suivants:

- Produire des connaissances scientifiques régionales sur les filières laitières ;
- Renforcer la concertation nationale et régionale pour l'élaboration de politiques publiques dans le secteur laitier ;
- Contribuer à la formation de ressources humaines impliquées dans l'élaboration de politiques laitières et dans les recherches scientifiques sur le secteur laitier.

Le projet « Politiques laitières » est coordonné par l'ISRA-BAME en partenariat avec l'IER/Mali, le CIRDES/Burkina-Faso, Kakara/Niger et le GRET/Sénégal. Le projet s'appuie également sur les partenaires régionaux et internationaux UEMOA, CEDEAO, CIRAD et ILRI.

Lancé en juin 2005 par les premières rencontres régionales organisées à Dakar, le projet a bouclé en fin juin 2006 sa première année d'exécution. Elle a été marquée par la tenue d'un atelier à Bamako du 29 mai au 02 juin 2006, permettant de présenter les résultats préliminaires et de faire le point sur les différentes activités.

Le présent rapport est une synthèse des différentes activités qui se sont déroulées de juin 2005 à août 2006 au plan régional. Il est articulé en deux parties : un volet technique et un volet financier.

# **Volet technique**

## 1. Point sur l'exécution des activités

Les activités prévues dans la première année d'exécution du projet sont de trois types :

- **des activités de recherche** : élaboration d'une synthèse bibliographique par pays et le lancement des activités portant sur 4 thèmes : analyse des marchés laitiers, analyse des facteurs de compétitivité des filières laitières locales, analyse de la diversification des systèmes de production agricole, formulation d'options politiques
- **des activités de concertation** : l'organisation d'un atelier régional de démarrage, le lancement, l'animation et la mise à jour régulière du site web du Réseau régional de Recherches et d'Echanges sur les Politiques Laitières (REPOL), l'organisation d'un atelier régional à mi-parcours du projet, l'édition de bulletins mail trimestriels et l'organisation d'une réunion de concertation nationale par pays ;
- **des activités de formation** : l'accueil de stagiaires et l'encadrement des thèses, l'information et la formation des acteurs et décideurs de la filière et la valorisation et la diffusion des résultats.

Conformément au chronogramme, certaines activités ont été entièrement réalisées tandis que d'autres sont en cours (cf. tableau suivant)

Actions	Années et Trimestres								Avancement
	Années 1				Année 2				
	1	2	3	4	1	2	3	4	
<b>1. Activités de recherche</b>									
1.0 Synthèse bibliographique	■								Finalisé : documents disponibles en ligne sur le site du Repol
1.1. <i>Analyse des marchés laitiers</i>		■	■	■	■				En cours
1.2. <i>Analyse des facteurs de compétitivité des filières laitières locales</i>		■	■	■	■				En cours de finalisation
1.3. <i>Analyse de la diversification des systèmes de production agricole</i>		■	■	■	■				En cours de finalisation
1.4. <i>Formulation d'options politiques</i>		■	■	■	■	■	■	■	En cours
<b>2. Renforcement de la concertation</b>									
2.1 <i>Animation de cadres nationaux de concertation</i>		■		■		■		■	Différentes réunions organisées
2.2. <i>Concertation régionale</i>	■				■			■	Contacts avec UEMOA, CEDEAO, ILRI
<b>3. Formation de ressources Humaines</b>									
<b>3.1 Formations scientifiques</b> <i>Ateliers méthodologiques</i> <i>Formations diplômantes</i>		■					■		Réalisés En cours
3.2 <i>Formation des acteurs et décideurs</i>		■				■		■	En cours
<b>3.3. Valorisation et diffusion des résultats</b> <i>Edition de notes et de rapports</i> <i>Création et animation d'un site web</i> <i>Publications scientifiques</i> <i>Séminaire présentation résultats</i> <i>Séminaire international de fin de projet</i>				■					Non réalisée Réalisé Réalisé Réalisé

## 2. Activités réalisées

### 2.1. Activités de l'équipe Burkina-Faso

Les activités de recherche sont quasiment bouclées. En dehors de la synthèse bibliographique sur les filières laitières du Burkina, plusieurs rapports de recherches ont été finalisés, sur chacun des volets suivants : diversification, consommation, déterminants de la compétitivité, options politiques. Ces rapports, dont certains ont contribué à sanctionner des formations académiques et professionnelles (implication d'étudiants stagiaires dans le cadre de la préparation de rapports ou mémoire de fin de formation, de DEA, diplôme d'ingénieur, etc.) sont :

- Diversification des systèmes de production vers l'activité de production laitière autour de la ville de Ouagadougou ;
- Analyse de la diversification des systèmes de production agricole vers l'activité laitière : Cas du bassin de Bobo-Dioulasso ;
- Analyse des déterminants de la compétitivité de la filière lait de la zone périurbaine de la ville de Ouagadougou ;
- Analyse des facteurs de compétitivité de la filière laitière locale : Cas de Bobo-Dioulasso ;
- Analyse de la consommation des produits laitiers dans l'agglomération de Ouagadougou ;
- Marché du lait et des produits laitiers à Bobo-Dioulasso : caractéristiques et principaux déterminants de la consommation ;
- Commercialisation du lait et des produits laitiers dans la ville de Bobo-Dioulasso : Détermination de la fourchette des prix acceptables ;
- Analyse de la filière laitière locale burkinabé : les acteurs et leurs organisations dans la périphérie de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou.

Sur le volet concertation, l'équipe du Burkina a initié une rencontre avec la direction de la SICAREX, bureau d'études contacté pour mener l'enquête sur la consommation du lait et des produits laitiers. Par ailleurs, l'équipe du projet a participé à l'atelier national de validation du plan d'actions pour le développement de la filière lait au Burkina Faso et à la 4<sup>ème</sup> Assemblée Générale ordinaire de la Table Filière Lait de Bobo-Dioulasso.

Du point de vue de la formation, le projet a accueilli 6 stages dont les 5 ont déposé un rapport constituant leur mémoire de fin d'études.

### 2.2. Activités de l'équipe Mali

La synthèse bibliographique sur le Mali a été finalisée en 2005 et présentée lors de l'atelier de démarrage à Dakar. Les activités de recherches se poursuivent. Cinq protocoles de recherche sur les différentes thématiques sont en cours d'exécution.

- Analyse des marchés et de la demande de consommation de lait et produits laitiers au Mali ;
- Analyse des facteurs déterminants de la compétitivité des filières laitières au Mali ;
- Analyse des facteurs déterminants de la diversification des systèmes agricoles vers l'activité laitière ;
- Formulation d'options politiques avec comme objectifs : l'analyse des instruments et des stratégies utilisés pour le développement de la production laitière et l'évaluation de l'impact des importations de lait sur la production de lait ;
- Animation de cadres de concertation.

La réalisation de ces activités est faite en partenariat avec d'autres projets du FSP.

Le volet concertation a connu beaucoup d'activités avec les travaux lors de la visite au Mali de la Coordination régionale du projet. La Journée Mondiale du lait organisée à Bamako le 1<sup>er</sup> juin 2006 a été une occasion pour réunir l'ensemble du cadre de concertation des acteurs de la filière laitière du

Mali. Cet évènement a coïncidé avec la tenue de l'atelier à mi-parcours du projet, du 29 mai au 2 juin 2006.

Le volet formation se poursuit avec notamment la thèse de Doubangolo Coulibaly. La thèse de Christian Corniaux a été soutenue en 2005.

### 2.3. Activités de l'équipe Niger

L'atelier de lancement du projet organisé à Dakar a permis de présenter la synthèse bibliographique réalisée par l'équipe du Niger sur les filières laitières. Les activités de recherche sont en cours. Elles ont accusé un léger retard. Plusieurs d'entre elles se situent encore entre la phase de traitement des données et la phase de rédaction de mémoires ou d'articles.

Tableau récapitulatif des activités de recherches au Niger.

Equipe	Etat d'avancement			
	Phase terrain	Phase de traitement des données	Phase de rédaction de mémoire	Phase de rédaction des articles
Diversification et innovation	Terminée	Terminée	Terminée	Draft disponible
Analyse de la consommation en lait et produits laitiers	Terminée	Terminée	Avancée	Avancée
Identification des sources de contamination du lait et produits laitiers vendus sur le marché de la ville de Niamey	Terminée	Terminée	Terminée	Entamée
Analyse des marchés des produits laitiers	Finie	Avancée		

La foire scientifique à bétail a été une occasion pour participer à un cadre de concertation sous forme de journée scientifique. En outre, la visite de la Coordination régionale a permis d'organiser la concertation avec plusieurs partenaires. L'équipe de recherche a également participé à l'atelier à mi-parcours du projet organisé à Bamako.

### 2.3. Activités de l'équipe Sénégal

Le Sénégal a abrité l'atelier de lancement du projet et l'atelier méthodologique, permettant ainsi de présenter la synthèse bibliographique sur les filières laitières, mais aussi les notes méthodologiques. Les activités de recherche sont en cours et comportent 4 volets. Plusieurs études sont finalisées. Celles sur les options politiques et les déterminants de la compétitivité sont encore en cours de finalisation.

Titre document	Volet	Type document	Etat
La gestion de la qualité dans la transformation laitière : expérimentation d'une démarche d'élaboration concertée de guides de bonnes pratiques d'hygiène au Sénégal et au Burkina	Analyse des marchés	Rapport et communication	Finalisé
Les déterminants de la consommation du lait caillé et des autres produits laitiers à Dakar : quelles opportunités de conquête du marché par les produits locaux ?	Analyse des marchés	Communication	Réalisée
L'approvisionnement de la ville de Dakar en produits laitiers	Analyse des marchés	Mémoire de Master	En cours
Les indications territoriales et culturelles dans les marques et publicités des produits laitiers au Sénégal	Analyse des marchés	Mémoire de DEA	En cours
Déterminants des transactions dans les systèmes de collecte du lait local au Sud du Sénégal	Compétitivité des filières	Publication	Retenue
Le rôle de l'élevage dans la lutte contre la pauvreté : l'exemple des filières laitières locales au Sénégal	Compétitivité des filières	Communication	Réalisée
L'organisation spatiale de la production laitière au Sénégal : des quartiers « <i>meewtu</i> » aux nouvelles dynamiques en milieu rural	Compétitivité des filières	Communication	Réalisée
Cloisonnement des espaces économiques structurés autour du lait : le lait local sénégalais est-il interconnecté avec le marché mondial ?	Compétitivité des filières	Thèse	En cours
Coordination des acteurs et formes de gouvernance des filières laitières au Sud du Sénégal : les petites entreprises laitières face aux incertitudes de l'approvisionnement	Compétitivité des filières	Thèse	Soutenue
Le commerce du lait chez les Peuls du Fouladou (Sud du Sénégal) :	Compétitivité des	Communication	Retenue

organisation spatiale, dynamique organisationnelle et construction d'une identité régionale	filières		
Le lait dans les stratégies de diversification des revenus des agro-pasteurs de la région de Fatick	Diversification des productions	Mémoire d'ingénieur	Soutenu
Déterminants de l'adoption de l'insémination artificielle bovine au Sénégal : cas de Niakhar, région de Fatick	Diversification des productions	Communication	Réalisée
Analyse diagnostic du système agraire de la commune de Nguékokh et des villages environnants	Diversification des productions	Rapport de DESS	Réalisé
La place du lait dans l'évolution des différents systèmes de production dans la zone de Niore du Rip	Diversification des productions	Rapport	Réalisé
Ouverture des marchés et développement de l'élevage au Sénégal : les politiques commerciales sont-elles « pro-poor » ?	Options politiques	Communication	Réalisée
Protectionnisme et développement du secteur laitier sénégalais	Options politiques	Thèse	En cours

Dans le volet concertation, la première journée mondiale du lait a été organisée le 1<sup>er</sup> juin 2005 en marge de l'atelier de lancement du projet. Cette rencontre entre chercheurs, décideurs et acteurs de la filière laitière s'est tenue à l'initiative de l'ISRA le 1<sup>er</sup> juin 2005.

Par ailleurs, l'équipe du Sénégal a pu avec les partenaires participer à la restitution des travaux sur le Guide de Bonne Pratique d'Hygiène de la transformation du lait. Aussi, le projet a-t-il participé à la restitution de l'étude sur l'actualisation des données sur le paysage des entreprises laitières au Sénégal. Ces rencontres ont permis de discuter des limites des filières laitières, mais aussi des opportunités qu'offre le marché du lait au Sénégal. La diversité des acteurs présents au cours de ces réunions a permis de constituer un véritable cadre de concertation autour de la filière. L'équipe du Sénégal a également participé à l'atelier tenu à Bamako du 29 mai au 02 juin 2006.

Dans le volet formation, 4 stages sont encadrés par les chercheurs de l'équipe. Les trois sont en cours. Par ailleurs, 3 thèses étaient inscrites. Les deux sont en cours et la troisième soutenue en juin 2006.

**Tableau récapitulatif des activités régionales de formation dans le cadre du projet**

Pays	Diplôme	Thème	Auteur/Institution	Avancement
<b>Sénégal</b>	Master Projet de développement	L'approvisionnement de la ville de Dakar en produits laitiers	Xavier Desmoulin Univ. Paris XI	En cours
	DEA	Les indications territoriales et culturelles dans les marques et publicités des produits laitiers au Sénégal	Demba Bakhom UCAD	En cours
	Ingénieur	Le lait dans les stratégies de diversification des revenus des agro-pasteurs de la région de Fatick	Amadou Ndiaye ENSA	Rapport soutenu
	Thèse de doctorat	Cloisonnement des espaces économiques structurés autour du lait : le lait local sénégalais est-il interconnecté avec le marché mondial ?	Djiby DIA, UCAD/ISRA	En cours de rédaction
	Thèse de doctorat	Protectionnisme et développement du secteur laitier sénégalais	Abdoulaye Diarra Univ. Paris INA P-G	En cours
	DESS Développement agricole	Étude diagnostic du système agraire de la petite Côte : région de Nguékokh	Abdoulaye Diarra Paris INA P-G	Rapport
	Thèse de doctorat	Coordination des acteurs et formes de gouvernance des filières laitières au Sud du Sénégal : les petites entreprises laitières face aux incertitudes de l'approvisionnement	Papa Nuhine Dièye, ENSAM/ISRA	Soutenu
<b>Mali</b>	Thèse de doctorat	Commercialisation du lait dans les principales villes du Mali : un moteur d'innovation dans les systèmes d'élevage des zones périurbaines	Doubangolo Coulibaly Paris INA P-G	En cours
	Thèse de doctorat	Gestion technique et gestion sociale de la production laitière : les champs du possible pour une commercialisation durable du lait : Cas du Delta du fleuve Sénégal	Christian Corniaux IER Mali	Soutenu
<b>Niger</b>	Thèse de doctorat	L'élevage péri-urbain de Niamey : changements économiques et culturels	Véronique Sioussaram Univ A. Moumouni	En cours
<b>Burkina Faso</b>	1 <sup>ère</sup> année Institut de Développement Rural	Commercialisation du lait et des produits laitiers dans la ville de Bobo-Dioulasso : Détermination de la fourchette des prix acceptables	Bassépé W. S. H/IDR	Rapport
	Ingénieur	Analyse de la diversification des systèmes de production agricole vers l'activité laitière : Cas du bassin de Bobo-Dioulasso	Tou Zoumana IDR	Mémoire soutenu
	Ingénieur	Marché du lait et des produits laitiers à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) : caractéristiques et principaux déterminants de la consommation	Palé Eric IDR	Mémoire soutenu
	Ingénieur	Analyse des facteurs de compétitivité de la filière laitière locale	Kaboré W. Ousmane/ IDR	Mémoire soutenu

	-	Analyse des déterminants de la compétitivité de la filière lait de la zone périurbaine de la ville de Ouagadougou	Zongo I. Univ Ouagadougou	-
	DEA	Analyse de la consommation des produits laitiers dans l'agglomération de Ouagadougou	Douanio H. Univ Ouagadougou	Mémoire soutenu

## **2.4. Activités d'Animation Régionale**

### **2.4.1. Supervision des activités**

La concertation régionale a été prise en charge par la visite de la Coordination du projet aux différentes équipes basées dans les pays qui constituent le projet. Ces visites se sont déroulées au Mali, Burkina Faso (du 4 au 10 décembre 2005) et Niger (en janvier 2006). L'objectif était de mesurer l'état d'avancement des activités dans chacun des pays, de s'enquérir des contraintes, d'orienter les activités selon la philosophie du projet et de nouer des contacts au niveau d'instances sous régionales et régionales (UEMOA, CEDEAO).

### **2.4.2. Organisation de l'atelier de lancement**

L'atelier de démarrage a eu lieu à Dakar du 31 mai au 3 juin 2005. Cet atelier avait pour objectif de réunir les partenaires impliqués dans le projet afin d'harmoniser le démarrage des activités programmées dans les 4 pays. Il devait permettre notamment :

- d'échanger avec les organisations de producteurs et les partenaires du développement sur les activités de recherche, de concertation et de formation prévues dans le projet ;
- de présenter une synthèse bibliographique régionale dégageant un diagnostic de la situation et des pistes de recherche pour chacun des 4 pays ;
- d'élaborer une méthodologie commune associant les équipes de recherche des différents pays partenaires.

Les synthèses bibliographiques par pays ont été présentées et discutées lors de l'atelier. Elles devaient mettre l'accent sur :

- la structuration des filières et l'offre en lait et produits laitiers
- la couverture des besoins et l'évolution de la demande
- la comptabilité et les performances économiques des acteurs
- les politiques et stratégies de développement des filières laitières
- les perspectives de recherche

Toutes les synthèses sont disponibles en téléchargement sur le site [www.repol.info](http://www.repol.info)

Par ailleurs, les notes techniques constituant des outils méthodologiques ont également été élaborées par les équipes de recherche des 4 pays partenaires pour s'accorder sur une méthodologie commune. Elles portent sur cinq volets que le projet se propose d'aborder : l'analyse des marchés ; les facteurs de compétitivité des filières ; la diversification des systèmes de production ; la formulation d'options politiques ; la concertation et la valorisation.

Dans le volet : « Analyse des marchés », une note méthodologique intitulée « Note sur l'analyse de la consommation des produits laitiers » a été présentée.

Dans le volet : « Facteurs de compétitivité des filières », une note méthodologique sur « l'analyse des filières laitières » a été présentée et une autre sur « l'analyse spatiale des filières laitières ».

Pour le volet : « Diversification des systèmes pastoraux », une note méthodologique sur « l'analyse des systèmes d'élevage » a été présentée, ainsi qu'une note sur « l'approche socio-technique des systèmes d'élevage ».

Pour le volet : « Formulation d'options politiques », les notes présentées ont portées sur « l'analyse des politiques de prix » et « l'analyse des politiques sanitaires et santé publique »

En ce qui concerne le volet : « Concertation, formation et valorisation », une note méthodologique sur « l'analyses des interprofessions laitières et les actions de concertation » a été présentée.

### 2.4.3. Organisation de l'atelier à mi parcours

L'organisation de l'atelier à mi-parcours du projet a pu permettre de rendre compte de l'état d'avancement des activités. Il s'est tenu à Bamako du 29 mai au 2 juin 2006 et a vu la participation d'une cinquantaine de participants venus de Belgique, du Burkina-Faso, du Cameroun, de France, du Kenya, du Mali, du Niger, du Sénégal, de la Suisse et du Tchad. Le thème de ces deuxièmes rencontres régionales était « *Vers de nouvelles Politiques laitières en Afrique de l'Ouest* » organisé par le projet « Politiques Laitières ». L'apport de la Coordination régionale a porté également sur la recherche de financements additionnels pour la tenue de l'atelier de Bamako. C'est ainsi que des financements ont été mobilisés auprès du CIRAD et du SCAC.

### 2.4.4. Animation du REPOL

Le REPOL (Réseau de Recherche et d'Echanges sur les Politiques Laitières) a été créé en 2003. Il vise à faciliter les échanges d'information sur les politiques de développement laitier en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il s'appuie sur des équipes de recherche basées au Burkina-Faso, au Cameroun, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Tchad. Il implique aussi des partenaires du développement et des organisations professionnelles. C'est l'atelier de démarrage du projet qui a donné au réseau une dimension régionale.

Depuis juin 2006, le réseau s'est institutionnalisé. Il a été érigé en association à l'occasion de son assemblée générale constitutive convoquée en marge de l'atelier « *Vers de nouvelles politiques laitières en Afrique de l'Ouest* ». Les statuts et le règlement intérieur de l'association ont été votés à l'unanimité et un bureau élu par les membres.

Pour une efficacité dans la gestion de l'information, un site web ([www.repol.sn](http://www.repol.sn)) a été élaboré en 2005 dans le cadre du REPOL. Il constitue un des principaux outils de communication du Réseau. Le site a été refondu en janvier 2006 pour rendre plus commode l'accès, la consultation et faciliter le téléchargement des documents. L'adresse du nouveau site est [www.repol.info](http://www.repol.info). Il est régulièrement mis à jour par l'équipe du Sénégal.

Une Lettre trimestrielle du REPOL est diffusée par mail. Elle est également disponible téléchargement à partir du site du Repol ([www.repol.info](http://www.repol.info)). Elle est à son 4<sup>ème</sup> numéro.

Le REPOL a d'autre part mis en place **un réseau de thésards** qui travaillent sur des thématiques similaires dans plusieurs pays de la sous-région. Le projet continue également d'appuyer ces thèses.

Enfin, les activités du REPOL qui devaient porter sur **l'édition de documents scientifiques** produits dans le cadre du projet n'ont pu aboutir à cause des changements institutionnels ayant occasionné le retard des versements des ressources financières

### 3. Perspectives

Des contacts vont être pris auprès du **Coraf**, de l'**AUF** et d'autres institutions pour mettre en place une liste de diffusion mail du REPOL, préparer la suite des activités du projet et rechercher des financements. De plus des informations sont en cours de diffusion auprès de divers médias (Coraf-action, Bulletin du REPOL, etc.)

Les prochaines échéances concernent **la préparation de l'atelier de fin de projet** prévu au Burkina Faso en 2007, et la recherche de financements. Un dépôt de demandes de financement se fera pour pérenniser les actions du REPOL

Lors de l'atelier de clôture, un **document de synthèse** du projet sera édité sur papier et diffusé. Il présentera une synthèse par pays ainsi qu'une synthèse régionale par thème de recherche.

Les actes de l'atelier de Bamako vont sortir rapidement avec uniquement les résumés et powerpoints ainsi qu'une synthèse générale. Un **CD rom sera diffusé**.

Les communications écrites pourront être valorisées dans un **numéro spécial** de la Revue « Elevage et Médecine Vétérinaire des pays Tropicaux ». Un appel à contribution sera lancé très prochainement.

Le Comité scientifique de l'atelier de Bamako ayant souligné la qualité des travaux présentés, a formulé un certain nombre de recommandations pour mettre en cohérence les différents travaux entrepris, notamment d'un point de vue méthodologique. Il a précisé : *« Il apparaît donc essentiel que des points précis soient faits par thèmes en premier lieu par les équipes de chaque pays, puis entre les pays. Il est recommandé que chaque équipe fasse un bilan par rapport à ce qui était prévu dans la programmation faite en 2005. »*

Il est donc nécessaire d'organiser dans chacun des pays des réunions méthodologiques de plusieurs jours pour partager les résultats, et pour échanger sur la méthodologie et sur le traitement de données. Ces ateliers méthodologiques nationaux devront être organisés en favorisant les regroupements par thème. Dans la mesure du possible, des ateliers méthodologiques régionaux pourront être organisés si les équipes parviennent à mobiliser des financements complémentaires.

La seconde priorité pour les activités du semestre en cours concerne l'organisation d'ateliers de concertation locaux avec les acteurs des filières et les services d'appui, et la rédaction de notes politiques selon le modèle discuté lors de la dernière journée de l'atelier de Bamako.

# **Volet financier**

---

## 4. Réalisations au 31/08/2006

17 février 2005 : Signature de la Convention de financement CORAF-ISRA

22 février 2005 : Lettre de l'ISRA-BAME au CORAF demandant le virement de la première avance équivalent au montant des investissements + 9 mois de réalisations

19 avril 2005 : Réception sur le compte ISRA-BAME de la première avance d'un montant de 42 581 000 Fcfa)

24 mai 2005 : Signature des 4 sous-contrats entre l'ISRA et les autres partenaires du projet

3 Juin 2005 : Virement des avances aux partenaires du projet par l'ISRA-BAME

13 Juin 2005 : Réception sur le compte du GRET (Sénégal) d'une 1<sup>ère</sup> avance d'un montant de 1 400 000 Fcfa

13 Juin 2005 : Réception sur le compte de l'IER (Mali) d'une 1<sup>ère</sup> avance d'un montant de 7 000 000 Fcfa

20 Juin 2005 : Réception sur le compte du CIRDES (Burkina-Faso) d'une 1<sup>ère</sup> avance d'un montant de 7 000 000 Fcfa

21 Juin 2005 : Réception sur le compte de l'ONG KArkara (Niger) d'une 1<sup>ère</sup> avance d'un montant de 7 000 000 Fcfa

30 novembre 2005 : Lettre de l'ISRA – BAME demandant le virement du second versement du projet

01<sup>er</sup> mars 2006 : Rappel de l'ISRA – BAME au Coraf de la requête pour le second virement

18 avril 2006 : Nouvelle demande de fonds accordée par le Coraf au projet adressée pour un montant de 21 219 000 francs CFA

16 mai 2006 : Virement seconde tranche au équipes des pays partenaires : Mali (10 700 000 francs CFA), Burkina Faso (2 700 000 francs CFA), Niger (2 700 000 francs CFA), Sénégal (GRE : 700 000 francs CFA et ISRA – BAME : 4 419 000 francs CFA)

### Etat du budget du Projet « Politiques laitières »

Au 31/08/2006 (en Fcfa)

Intitulé	Budget total	Montant viré au 31/08/06	Solde budget au 31/08/06
Compte Burkina-Faso CIRDES	12 500 000	9 700 000	2 800 000
Compte Mali IER	20 500 000	17 700 000	2 800 000
Compte Niger Karkara	12 500 000	7 000 000	5 500 000
Compte Sénégal ISRA-BAME	31 700 000	24 600 000	7 100 000
Compte Sénégal GRET	2 800 000	2 100 000	700 000
<b>TOTAL</b>	<b>80 000 000</b>	<b>61 100 000</b>	<b>18 900 000</b>